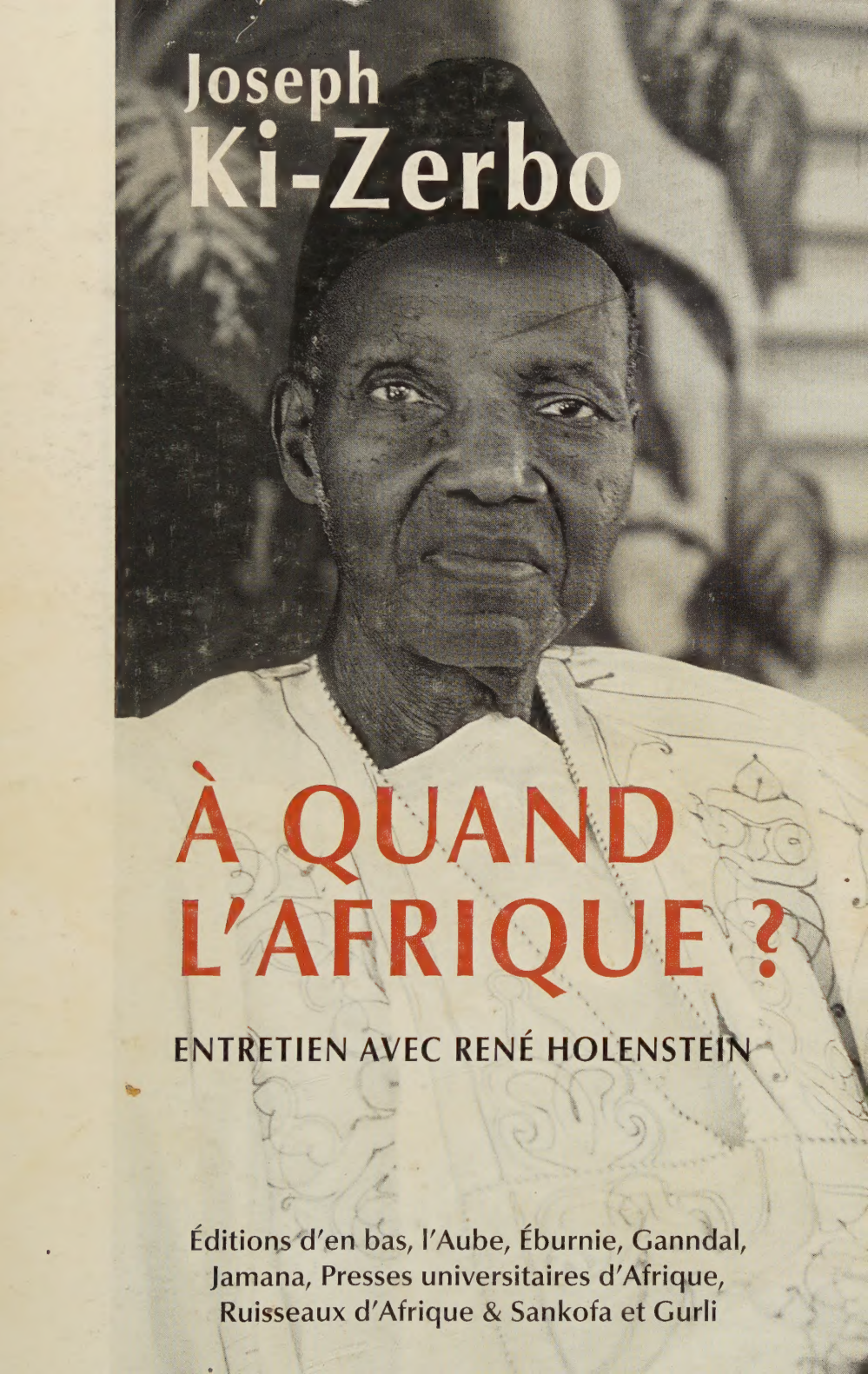


A black and white portrait of Joseph Ki-Zerbo, an elderly man with a serious expression, wearing a dark cap and a light-colored patterned garment. The background is blurred, showing other people.

Joseph
Ki-Zerbo

**À QUAND
L'AFRIQUE ?**

ENTRETIEN AVEC RENÉ HOLENSTEIN

Éditions d'en bas, l'Aube, Éburnie, Ganndal,
Jamana, Presses universitaires d'Afrique,
Ruisseaux d'Afrique & Sankofa et Gurli

8000



Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
Kahle/Austin Foundation

À QUAND L'AFRIQUE ?

La collection *Monde en cours*
est dirigée par Jean Viard
assisté de Hugues Nancy

Cet ouvrage, proposé à l'édition par Jean Richard,
est co-édité en Afrique par Éburnie (Côte-d'Ivoire),
Ganndal (république de Guinée), Jamana (Mali),
Presses universitaires d'Afrique (Cameroun),
Ruisseaux d'Afrique (Bénin), Sankofa et Gurli (Burkina Faso),
grâce au soutien de la Direction du développement
et de la coopération du Département fédéral des affaires étrangères
de la Suisse et de l'Alliance des éditeurs indépendants.

Couverture : atelier graphique des éditions de l'Aube

© Éditions de l'Aube, 2003

Joseph Ki-Zerbo

À quand l'Afrique ?

Entretien avec René Holenstein

éditions de l'aube / éditions d'en bas

Remerciements

L'auteur remercie vivement René Holenstein sans lequel cet ouvrage n'aurait peut-être pas vu le jour.

Il exprime aussi sa gratitude à Mme Cornélia Gautschi Holenstein, ainsi qu'à toutes celles et ceux qui ont contribué à la réalisation de ce projet par leur intérêt et leurs suggestions: Loïc Barbedette, Jacqueline Ki-Zerbo, Lazare Ki-Zerbo, Jean-Claude Naba, Olivier Pavillon, François de Ravignan, Pascal Thiombiano, Alain Édouard Traoré, Isabelle Zongo.

Cet ouvrage a été écrit à partir d'entretiens réalisés entre 2000 et 2002 à Ouagadougou, Genève, Padoue et ailleurs.

N'an laara, an saara.
(Si nous nous couchons,
nous sommes morts.)

Joseph Ki-Zerbo

Introduction

La mémoire, tremplin vers l'avenir

Au cours de ces entretiens, j'aimerais que vous me parliez des enjeux et des défis que présente pour l'Afrique le siècle qui a commencé. Je m'adresse à vous parce que vous êtes un historien célèbre, qui a lui-même été un témoin privilégié d'une grande partie de l'histoire africaine du siècle passé. Vous avez en outre été de tout temps un personnage contemporain politiquement engagé, qui a représenté et défendu les intérêts et les points de vue du continent africain à de nombreuses conférences et dans des commissions internationales de haut niveau. Dans votre pays, vous vous engagez en tant que politicien de renom, pour l'avenir de votre pays – en payant souvent de votre personne. À travers vos livres et vos conférences, vous avez, en tant qu'historien, contribué à faire connaître l'histoire mondiale à partir d'une perspective africaine. Je vous prierai, au cours de nos entretiens, de commenter les événements historiques actuels d'un point de vue africain. Or, aujourd'hui, on nous montre l'Afrique plongée dans le chaos, empêtrée dans des conflits ethniques, si bien que ces images sont désormais prises pour argent comptant. Quelles sont les grandes questions qui se posent aujourd'hui en Afrique ?

Parmi les grandes questions, il y a d'abord celle de l'État. L'État à peine né est matraqué par des institutions comme la Banque mondiale. Elles exigent toujours moins d'État, et

l'influence des entreprises transnationales s'impose de plus en plus. Est-ce que l'Afrique aura le temps de créer un État clone de l'État européen? Aujourd'hui, les dirigeants africains en font un État patrimonial ou un État ethnique qui n'est pas un État véritable transcendant les particularismes pour le bien commun. Quel type d'État en sortira-t-il finalement? Ensuite, il y a la question de l'unité et de l'émiettement de l'Afrique. Mon idée, comme vous le savez, c'est que l'Afrique doit se constituer à travers l'intégration, car elle n'existe pas vraiment pour le moment. C'est par son « être » que l'Afrique pourra vraiment accéder à l'avoir. À un avoir authentique; pas à un avoir de l'aumône, de la mendicité. Il s'agit du problème de l'identité et du rôle à jouer dans le monde. Sans identité, nous sommes un objet de l'histoire, un instrument utilisé par les autres: un ustensile. Et l'identité, c'est le rôle assumé; c'est comme dans une pièce de théâtre où chacun est nanti d'un rôle à jouer. Dans l'identité, la langue compte beaucoup. Le siècle qui a commencé verra-t-il le dépérissement des langues africaines? La lente asphyxie des langues africaines serait dramatique, ce serait la descente aux enfers, pour l'identité africaine. Car les Africains ne peuvent pas se contenter des éléments culturels qui leur viennent de l'extérieur. Par les objets manufacturés qui nous viennent des pays industrialisés du Nord, par ce qu'ils portent de charge culturelle, nous sommes forgés, moulés, formés et transformés. Alors que nous envoyons dans le Nord des objets qui n'ont aucun message culturel à apporter à nos partenaires. L'échange culturel est beaucoup plus inégal que l'échange des biens matériels. Tout ce qui est valeur ajoutée est vecteur de culture. Quand vous utilisez ces biens, vous entrez dans la culture de celui qui les a produits. Nous sommes transformés par les habits européens que nous portons, par le ciment avec lequel nous construisons nos maisons, par les ordinateurs que nous rece-

vons. Tout cela nous moule, alors que nous envoyons dans les pays du Nord le coton, le café ou le cacao brut qui ne contiennent pas de valeur ajoutée spécifique. Autrement dit, on nous confine dans des zones où nous produisons et gagnons le moins possible. Et notre culture a moins de chances de se diffuser, de participer à la culture mondiale. C'est pourquoi un des grands problèmes de l'Afrique, c'est la lutte pour l'échange culturel équitable. Pour cela, il faut infrastructurer nos cultures. Une culture sans base matérielle et logistique n'est que vent qui passe.

Vous appartenez, avec le Sénégalais Cheik Anta Diop, à cette génération d'historiens africains émérites qui ont redécouvert l'histoire africaine et réinterprété l'histoire mondiale à partir d'une perspective africaine. Vous avez rendu aux Africains leur histoire. D'objets de l'ethnologie européenne qu'ils étaient, vous avez fait d'eux des sujets de leur propre destinée. Comme on le sait, jusque dans les années soixante, la croyance était répandue en Europe que l'Afrique n'avait pas une histoire qui vaille la peine d'être racontée. Quelle est la place de l'histoire d'Afrique dans l'historiographie générale ?

L'Afrique est le berceau de l'humanité. Tous les savants du monde admettent aujourd'hui que l'être humain a émergé en Afrique. Personne ne le conteste, mais beaucoup de gens l'oublient. Je suis sûr que si Adam et Ève étaient apparus au Texas, on en entendrait parler chaque jour sur CNN. Il est vrai que les Africains eux-mêmes n'exploitent pas suffisamment cet « avantage comparatif » qui consiste en le fait que l'Afrique a été le berceau d'inventions fondamentales, constitutives de l'espèce humaine pendant des centaines de milliers d'années. C'est à partir du continent africain que l'*homo erectus* – grâce au feu qu'il a découvert (Prométhée aussi était africain) et grâce au biface, un outil et une arme très performants – a pu migrer vers l'Europe.

Auparavant, dans le Nord de la planète, recouvert de calottes glacières, la vie était impossible; il n'y a pas de traces humaines en Europe durant les plus hautes périodes. C'est en Égypte que la plus grande civilisation de l'Antiquité est apparue. L'Égypte est la fille naturelle des premiers temps de l'Afrique en tant que berceau de l'humanité, bien qu'on ait essayé de décrocher le pays des pharaons de l'Afrique en prétendant qu'il fait partie du Proche-Orient. Le leader du Front national en France, Jean-Marie Le Pen, et consorts devraient apprendre l'Histoire réelle du monde. Cela les conduira tout droit à reconnaître que leurs ancêtres ont été les premiers émigrés venus de l'Afrique.

Vous avez un parcours hors du commun : vous avez passé une grande partie de votre enfance en Haute-Volta (aujourd'hui le Burkina Faso), au Sénégal et au Mali où vous avez fait vos études primaires et secondaires, puis le lycée. Puis vous avez, pendant les années cinquante, étudié l'histoire à la Sorbonne, à Paris, et vous avez été le premier Africain à réussir l'agrégation d'histoire, la plus haute distinction académique. Quels sont les motifs qui vous ont poussé vers des études d'histoire ? Qui étaient vos professeurs ? Vous êtes-vous occupé d'histoire africaine alors que vous étiez encore étudiant ?

Non, et d'ailleurs, on ne la connaissait pas, l'histoire africaine. J'ai fait toutes mes études dans le cadre français, avec des manuels français. Il n'y avait rien dans le programme concernant l'Afrique. Tout petits, nous devions utiliser un manuel d'histoire français qui débute par : « Nos ancêtres, les Gaulois. » Au début de notre formation, il y eut donc déformation. Nous avons répété machinalement ce qu'on voulait nous inculquer. Plus tard, à l'université, j'ai fait toutes mes études sans référence à l'histoire d'Afrique, sauf de façon superficielle en référence avec l'histoire européenne, par exemple pour signaler le rôle de l'Afrique pendant la traite

des Noirs. Je peux vous citer encore les sujets de l'agrégation : « Florence au ^{xv}^e siècle », « L'Allemagne de Weimar »..., mais rien sur l'Afrique ! Petit à petit, cette exclusion m'est apparue comme une monstruosité. J'ai eu soif, en étudiant le Moyen Âge européen ou la période contemporaine, de connaître l'histoire africaine. Elle commençait à m'intéresser parce que, justement, son absence nous faisait mal et nous donnait soif. Le désir de l'exhumer, de s'en revêtir, est né de cette contradiction.

J'avais opté pour l'histoire d'abord parce que mon père a vécu longtemps. C'était un homme d'histoire. Il avait porté une partie de notre histoire locale, puisqu'il était le premier chrétien de la Haute-Volta, et il aimait raconter. J'ai donc été préparé au métier d'historien par cette éducation. J'estime aussi que l'histoire est « maîtresse de vie » (*historia magistra vitae*). C'est une discipline formatrice de l'esprit, parce qu'elle vous apprend à raisonner dans la logique et au-delà de la science par la conscience. Peu à peu, une double attitude s'est forgée chez moi, l'une consistant à dire : « je veux revenir à mes racines », un mouvement qui est capital pour la constitution d'une personnalité mûre et authentique. Et l'autre constatant les liens multiples reliant ce continent à toutes les régions du monde dans le tissu de l'histoire. C'est ainsi que ma personnalité « s'est posée en s'opposant », comme disent les philosophes. Je trouve que c'est un privilège que de bénéficier d'une « personnalité multidimensionnelle » (voir à ce sujet Herbert Marcuse).

En outre, ce qui a éveillé mon intérêt pour l'histoire africaine, c'est le fait que nos aînés noirs à la Sorbonne comme les poètes Aimé Césaire, Léopold Sédar Senghor, René Depestre et d'autres nous avaient initiés à un regard alternatif sur l'Afrique, un regard sans complexe ripostant au mépris par un défi. Ils avaient été eux-mêmes d'abord traumatisés par cette éducation bancal, myope, qui méprisait et occultait les

valeurs de la culture africaine – depuis les langues jusqu'à la civilisation matérielle. Ils répondirent avec Alioune Diop par une « présence africaine » : un message de renaissance.

Les historiens africains prirent le relais en allant plus loin encore. Nous avons affirmé la nécessité de refonder l'histoire à partir de la matrice africaine. Le système colonial se prolongeait jusque dans la sphère de la recherche. Toutes les recherches en agronomie, en géographie ou en économie se faisaient dans de grands instituts à l'étranger. La recherche était un des instruments de la colonisation à un point tel que la recherche en histoire avait décidé qu'il n'y avait pas d'histoire africaine, et que les Africains colonisés étaient purement et simplement condamnés à endosser l'histoire du colonisateur. C'est pourquoi nous nous sommes dit que nous devons partir de nous-mêmes pour arriver à nous-mêmes. Vous savez que nous avons recherché de nouvelles sources de l'histoire africaine, y compris la tradition orale. J'ai prouvé que le mot « pré-histoire » était un mot mal venu. Je ne vois pas pourquoi les premiers humains qui avaient inventé la position debout, la parole, l'art, la religion, le feu, les premiers outils, les premiers habitats, les premières cultures seraient hors de l'histoire ! Personne ne m'a contredit. Là où il y a des humains, il y a histoire, avec ou sans écriture ! Vous voyez qu'il y avait des choses à redresser. Nous avons en tout cas reconstruit l'histoire sur des bases qui ne sont pas spécifiquement africaines, mais essentiellement africaines. On peut dire que nous autres, historiens, avons fait un gros effort. Je ne dis pas que nous avons tout fait, mais nous sommes partis de la méthodologie, de la problématique, de l'heuristique de notre discipline pour la renouveler au service du continent africain, mais d'abord au service de la science comme aimait à le répéter Cheik Anta Diop.

À la Sorbonne, je me suis jeté corps et âme dans les études, avec passion, profitant au maximum de la chance très rare qui nous était donnée d'être disciples de grands

maîtres de la science historique et politique comme Pierre Renouvin, André Aymard, Fernand Braudel, Raymond Aron et d'autres. Pendant cette période, j'étais immergé dans un milieu où l'idéologie marxiste prévalait nettement. Les étudiants africains de l'époque étaient plus ou moins marqués par cette idéologie du fait de la guerre froide. Nous étions des « sujets coloniaux » avec une superstructure intellectuelle qui était incompatible avec cette condition. Le marxisme démasquait les réalités camouflées et décodait les discours aliénants d'alibi. Il affichait un volontarisme capable de faire l'histoire, de transformer les sociétés et d'aller vers l'élaboration, la création d'un « homme nouveau ». Il y avait donc à la fois la lutte concrète, le rejet radical du *statu quo*. C'était le type d'engagement exigé par notre condition d'Africains à ce moment-là. En même temps, j'ai été très marqué par Emmanuel Mounier, un philosophe chrétien, qui a retenu beaucoup d'éléments de la tradition européenne de l'esprit critique et de lutte pour libérer la personne humaine de toutes les forces d'oppression et d'obscurantisme. Emmanuel Mounier soulignait que le combat pour la justice ne doit pas étouffer la liberté, mais la liberté humaine, loin d'être sans condition, était toujours une liberté sous conditions.

Certes, les communistes africains s'autoproclamaient « vrais progressistes » et refusaient de renoncer à la plateforme du « socialisme scientifique ». Ils soupçonnaient les chrétiens progressistes de complaisance avec les Occidentaux, parce que tout en considérant la lutte des classes comme un constat historique, nous refusions de l'inscrire comme une option théorique et une stratégie univoque. La révolution pour nous ne consistait pas nécessairement dans une fracture violente, mais dans la transformation structurelle inscrite dans le temps, soucieuse de la majorité des démunis, mais à la fois refusant de transférer sur des minorités des

coûts humains incompatibles avec un minimum de droits et rejetant le réformisme complice de la violence structurelle du *statu quo*. Les chrétiens africains ont démontré dans les faits qu'ils étaient aussi nationalistes que quiconque. Dans des revues comme *Tam-Tam* par exemple, ils ont pris les devants du débat sur la « décolonisation » et sur un socialisme démocratique adapté aux réalités, aux intérêts et aux valeurs de l'Afrique.

Traditionnellement, l'histoire s'occupe de questions concernant le passé. Je voudrais vous inviter à préciser votre conception de l'histoire. Le déroulement des processus historiques est-il le fait du hasard ou bien les développements historiques sont-ils soumis à des lois ? Comment, en tant qu'historien, appréhendez-vous l'avenir ?

L'histoire marche sur deux pieds, celui de la liberté et celui de la nécessité. Si l'on considère l'histoire dans sa durée et dans sa totalité, l'on comprendra qu'il y a à la fois continuité et rupture. Il y a des phases où les inventions se bousculent : ce sont les phases de la liberté créatrice. Et il y a des phases où, parce qu'on n'a pas résolu les contradictions, des ruptures s'imposent : ce sont les phases de la nécessité. Dans ma compréhension de l'histoire, les deux aspects sont liés. La liberté représente la capacité de l'être humain à inventer, à se projeter en avant vers de nouvelles options, de nouvelles sommations, des découvertes. Et la nécessité représente les structures sociales, économiques ou culturelles qui, petit à petit, se mettent en place, souvent de manière souterraine, jusqu'à s'imposer en débouchant au grand jour sur autre chose. D'une certaine manière, la partie nécessité de l'histoire nous échappe, mais on peut dire que tôt ou tard, elle s'imposera par elle-même. On ne peut donc pas séparer les deux pieds de l'histoire – l'histoire-nécessité et l'histoire-invention – de même qu'on ne peut pas séparer les deux pieds de quelqu'un qui marche : les deux sont combinés pour

avancer. Dans la mesure où l'histoire a ce pied de la liberté, qui anticipe le « sens » du processus, il reste une grande porte ouverte sur l'avenir. L'histoire-invention appelle l'avenir; elle incite les gens à se propulser vers quelque chose d'inédit, qui n'a pas encore été catalogué, qu'on n'a vu nulle part et qui, subitement, est mis en place par un groupe de personnes. Cela signifie que tout n'est pas verrouillé par l'histoire-nécessaire: il reste toujours une ouverture.

Je prends un cas très concret pour montrer que les deux bases, les deux moteurs de l'histoire sont étroitement liés: l'unité africaine. Elle va se faire tôt ou tard, mais comment, on ne sait pas exactement. Quand Kwame Nkrumah a eu cette idée lumineuse: « *Africa must unite* », il y avait chez lui une inspiration, une vision et une volonté politique qui ont fait marcher les jeunes étudiants que nous étions à l'époque. C'est ce que j'appelle le pied de la liberté. Mais le président ivoirien Houphouët-Boigny ne voulait pas de l'unité africaine à l'époque. C'est ce qu'il a exprimé en disant que la Côte-d'Ivoire ne devait pas être la vache à lait de la Fédération des États ouest-africains. Cependant, la nécessité s'est imposée à lui. Quand il a créé des industries en Côte-d'Ivoire, il s'est aperçu qu'il fallait que d'autres pays envoient des travailleurs dans les plantations ou sur les chantiers de la Côte-d'Ivoire. Il avait aussi besoin des pays voisins comme débouchés. C'est ainsi que Houphouët-Boigny a lui-même lancé le Conseil de l'entente qui regroupe des États de l'Afrique occidentale francophone. Voilà un cas très précis où l'on voit qu'il y a, de temps en temps, de grandes personnalités qui font faire des bonds en avant par leur imagination. Mais parfois, on reste sous le pied de la nécessité souterraine pendant longtemps, jusqu'au jour où les gens se disent qu'il faut nécessairement changer de direction.

Quelle est la place de la révolution dans votre conception de l'histoire?

La révolution, c'est le processus structurel qui fait avancer, de façon invisible, les choses jusqu'au moment où la prégnance de ces structures est telle qu'il faut nécessairement faire un saut qualitatif. Je prends encore une fois le cas de l'unité africaine. Supposons que nous restions sans unité pendant encore cinquante ans et que les problèmes s'aggravent au point de vue épidémies, analphabétisme, emploi, etc. Je suis sûr que des groupes de plus en plus nombreux dans la société civile diront un jour: « Ce n'est pas possible, ça suffit comme ça, trop c'est trop! », et ils feront les États généraux du continent africain. Ce sera comme dans la nuit du 4 août 1789, au cours de laquelle l'Assemblée nationale constituante française vota l'abrogation des derniers privilèges de la noblesse et du clergé. Ce sera un acte aussi révolutionnaire qu'au moment où Jean Sylvain Bailly, qui présida cette séance mémorable de l'Assemblée nationale dans la célèbre salle du Jeu de Paume, déclara au nom du tiers état: « Le peuple rassemblé ne peut recevoir d'ordre. » La révolution, c'est le contre-pied de l'existant. C'est non seulement tourner la page, mais changer de dictionnaire.

L'historien peut-il prédire cet avenir?

Non, l'historien peut envisager ou pronostiquer, mais pas faire des prédictions prophétiques. Est-ce qu'il y a des lois générales dans l'histoire? C'est cette question qui a été la pierre d'achoppement des théories marxistes et du scientisme en général. Des philosophes comme le Français Auguste Comte, avant Karl Marx, ont voulu prédire l'évolution de l'histoire humaine et des modes de production, en se basant d'ailleurs sur l'évolution avant tout de l'Occident européen. En développant une « théorie des stades », ils ont cru qu'il y avait un déroulement mécanique, purement

matérialiste, de l'histoire humaine. Ils ne faisaient plus confiance à la capacité de liberté et à la demande fondamentale de liberté qui existent dans la nature humaine. C'est par son indétermination même que l'espèce humaine s'est déconnectée et distinguée des animaux pour se constituer en tant que telle.

Maintenant, on tombe dans une autre pensée unique qui estime que le libéralisme total – pas la liberté ! – doit libérer toutes les énergies positives. Comme si la fameuse « main invisible » existait ! Rien que ce terme est contradictoire, puisque la démarche du libéralisme prétend être fondée sur la rationalité la plus pure. Si notre sort est lié à la main invisible, comment peut-on dire que c'est rationnel ? Au contraire, c'est l'adieu à la raison, l'adieu à la rationalité ! Le libéralisme devient une religion parce que, justement, il n'est plus fondé sur les choses rationnelles, et les résultats positifs ne sont pas au rendez-vous. Si la main est invisible, le pied qui piétine les droits des plus faibles ne l'est pas.

En ce qui me concerne, je dirai qu'on est parvenu à un grand moment de l'histoire humaine. Quand la mondialisation aura échoué – et elle est sur la voie de l'échec parce qu'elle produit non seulement la pauvreté mais la paupérisation –, le temps sera arrivé pour des options stratégiques correctes pour l'humanité dans son ensemble. Quand il sera prouvé que le capitalisme non plus n'a pas de réponse déterminante, décisive, définitive à donner pour une histoire humaine correcte, peut-être que les conditions seront réunies pour découvrir enfin une solution spécifique : pour planter un nouveau décor, inventer un nouveau scénario et dresser un nouveau casting pour une nouvelle pièce plus digne de l'être humain.

Mondialisateurs et mondialisés

Le processus de mondialisation a connu dans les années quatre-vingt-dix une accélération extraordinaire. L'économie en réseau est omniprésente, le « village planétaire » est devenu proverbial. Mais en même temps se développe la résistance contre le néolibéralisme. Dans les pays industrialisés, beaucoup de personnes se considèrent plutôt comme des victimes que comme des bénéficiaires de la mondialisation. Apparemment, les capitaines de l'économie mondiale sont pleins de compréhension à l'égard des motifs de l'opposition. Alan Greenspan, le patron de la Banque centrale des États-Unis, reconnaît la « crainte légitime » qu'ont les alter-mondialistes, de perdre au niveau local le contrôle politique de leur destin. Klaus Schwab, le fondateur du World Economic Forum de Davos, déclare que les peurs exprimées dans les mouvements de protestation sont compréhensibles. Michel Camdessus, ancien directeur général du Fonds monétaire international (FMI) pense que « la mondialisation, parce qu'elle rapproche les peuples, peut être une avancée vers l'unité du monde ». Selon lui, « il ne faut ni la sacraliser ni la diaboliser, mais tenter de l'humaniser au nom de la dignité de la personne ». Quelle est votre appréciation de la mondialisation ? De quoi s'agit-il exactement ? Quels sont les enjeux pour les pays africains ?

Du point de vue africain, la mondialisation est l'aboutissement logique du système capitaliste de production. Celui-ci a atteint un seuil à partir duquel il doit nécessairement prendre des dimensions planétaires – ou disparaître. Les concepts de

compétitivité et de rentabilité aboutissent à une sorte de darwinisme économique. Résultat: seuls les plus adaptés – *the fittest*, comme disent les Anglais – survivront. Par la mondialisation, le capitalisme sort du cadre purement national pour adopter des dimensions planétaires, voire cosmiques. La propriété, bien localisée dans le temps, est en train de voler en éclats suite aux mouvements de capitaux spéculatifs. L'économie axée sur l'offre imposée au besoin par le monopole sur des marchés captifs se substitue à l'économie de la demande solvable mise en exergue par John M. Keynes pour actionner les économies nationales et mondiale. Tout cela produit nécessairement un échiquier mondial de la distribution du contrôle économique extrêmement fluide qui ne fonctionne pas au profit des consommateurs. Auparavant, le capitalisme fonctionnait selon le slogan bien connu: « Le client est roi. » Aujourd'hui, il n'y a presque plus cette référence; le système fonctionne, presque uniquement, pour le compte des échanges. On vend et on achète des actions, et les acteurs de ce jeu de l'argent dans les bourses internationales gagnent dix ou vingt fois plus dans la journée que ceux qui investissent leur argent dans la production. On en revient au capitalisme mercantile. Mais c'est un système plus inhumain encore que le capitalisme du XIX^e siècle.

Face à un capitalisme de cette nature, en l'absence d'une vraie bourgeoisie nationale, le capitalisme africain n'a aucune chance, sauf comme démembrement d'un système mis en place depuis le XVI^e siècle et dominé aujourd'hui par la triade: USA-Europe-pôle asiatique. Le capitalisme mondial est muni de technologies de communication extrêmement pointues qui sont loin du contrôle même partiel par les Africains. Le marché des logiciels au niveau de la production nous est quasi étranger. L'économie mondiale est devenue une économie d'intelligence et d'information; elle est moins fondée sur l'apport de matières premières des pays du Sud.

On ne veut même plus consommer les produits bruts que l'Afrique a été contrainte de produire, d'extraire de son sol durant la période coloniale. Voyez par exemple la substitution des fibres optiques au cuivre, qui a ruiné la Zambie. Les slogans mis en avant par certains des partenaires de l'Afrique, selon lesquels l'Afrique ne devrait pas manquer « le rendez-vous du troisième millénaire », sont idiots. C'est vraiment ce qu'on appelle l'opium du peuple pour abuser des gens et les lancer dans une fuite en avant tout en sachant qu'ils ne réussiront jamais tant que certaines conditions préalables ne sont pas remplies.

Avec la fin de la guerre froide, toute la planète est devenue le terrain de jeu du capitalisme. C'est comme une sorte d'arène où il n'y a que des gladiateurs de première catégorie qui s'affrontent. L'Afrique est devenue encore plus vulnérable devant un capitalisme de ce genre. Elle ne peut même plus jouer le rôle que les colonisateurs français ou anglais lui avaient assigné. Durant la période antérieure, sous le couvert des nations européennes, l'on pouvait espérer avancer. Maintenant, le capitalisme est débarrassé de ses scories de type national. Les dirigeants africains, qui ont été formés à l'école des institutions de Bretton Woods et que l'on propulse pour être les chefs d'État en Afrique, n'ont plus cette référence nationale, qu'elle soit coloniale ou néocoloniale.

Autrement dit, on ne mondialise pas innocemment. Je pense que nous pouvons difficilement prendre une place dans la mondialisation, parce que nous avons été déstructurés et que nous ne comptons plus en tant qu'êtres collectifs. Si vous comparez le rôle de l'Afrique à celui des États-Unis, vous verrez les deux pôles de la situation dans la mondialisation : entre les mondialisateurs que sont les États-Unis et les mondialisés que sont les Africains. Je ne sais pas de quel côté vous vous classez ; quant à moi, je sais que je suis un mondialisé. L'Afrique, en tant que continent, se situe plutôt

dans cette catégorie parce que c'est une question de rapport de force. C'est une question de savoir si on est sujet de l'histoire, si on est là pour jouer un rôle dans la pièce de théâtre. En réalité, il n'y a pas de pièce où il n'y a que des acteurs. Il y a aussi des figurants, et nous, Africains, avons été classés parmi les figurants, c'est-à-dire les ustensiles et les faire-valoir pour les rôles des acteurs.

Comment jugez-vous la mondialisation d'un point de vue historique ?

Le rôle de l'Afrique n'a jamais changé depuis le XVI^e siècle, c'est cela notre problème. Certains États-nations jouent le rôle de locomotive et d'autres jouent, depuis des siècles maintenant, le rôle de wagons. Même si la locomotive augmente sa vitesse, cela ne changera rien au statut des wagons ; on n'a jamais vu des wagons rattraper la locomotive ! Mais on sait qu'ils sont structurellement complémentaires du moins tant que les wagons accepteront leur statut.

L'Afrique a évolué comme tous les autres peuples du monde, de façon progressive, depuis les premiers collectifs humains de l'Antiquité égyptienne jusqu'au XVI^e siècle, à travers des chefferies, des royaumes, des empires de plus en plus importants, et ce, malgré le handicap du Sahara, qui occupe presque le tiers de l'Afrique. Au Mali, un développement remarquable attesté par les savants et voyageurs de l'époque avait intégré l'écriture et la civilisation autochtone du savoir et du pouvoir. Aux XIII^e et XIV^e siècles, la ville de Tombouctou était plus scolarisée que la plupart des villes analogues en Europe. Scolarisée en arabe, bien entendu, mais parfois on exprimait les langues subsahariennes aussi par l'écriture arabe. Y professaient des savants et des maîtres de l'enseignement supérieur qui étaient si prisés dans le monde de l'intelligentsia – aussi bien de l'Afrique que du monde arabe et de l'Europe – que des disciples traversaient

le Sahara pour venir écouter ces maîtres de Tombouctou, de Djénné et de Gao.

Au XVI^e siècle commença l'invasion extérieure : une ingérence de taille, avec les « grandes découvertes » de l'Afrique au sud du Sahara et de l'Amérique latine. Ces découvertes ont entraîné, comme vous le savez, la traite des Noirs. Après le génocide des Indiens, la traite a coûté la vie à des dizaines de millions d'Africains qui ont été arrachés à ce continent et expédiés dans des conditions atroces au-delà de l'Océan. Aucune collectivité humaine n'a été plus infériorisée que les Noirs après le XV^e siècle. On a commandé des esclaves noirs par millions ; on a utilisé des Noirs comme des reproducteurs d'autres Noirs dans des haras pour reproduire d'autres petits Noirs pour le travail dans les plantations. Combien d'enfants africains a-t-on jetés par-dessus bord ou abandonnés dans les comptoirs, loin de leurs mères qu'on emportait, parce qu'il aurait fallu trop de temps pour les nourrir avant qu'ils ne soient exploitables ? On les achetait par tonnes. On amputait et dépeçait comme viande brute les rebelles dits « nègres marrons ». Pendant ce temps, les théologiens en Europe débattaient doctement la question de savoir si les Noirs avaient une âme. C'est une question que l'on n'a pas posée à propos d'autres groupes humains. Tout cela est connu, personne ne peut le nier. Mais comment se fait-il qu'on n'arrive pas à reconnaître que toute l'espèce humaine a été infériorisée, humiliée, crucifiée par de tels traitements ? La traite des Noirs fut le point de départ d'une décélération, d'un piétinement, d'un arrêt de l'histoire africaine. Je ne dis pas de l'histoire en Afrique, mais d'une inversion, d'un retournement de l'histoire africaine. Si l'on ignore ce qui s'est passé au travers de la traite des Noirs, on ne comprend rien à l'Afrique.

La colonisation réalisa une deuxième forme d'économie-monde. Déjà, par la traite des Noirs et l'esclavage, l'Afrique avait contribué à propulser l'Europe dans l'industrialisation.

La colonisation a été beaucoup plus courte que la traite des Noirs. Mais elle a été plus déterminante. Le colonialisme était un système qui s'est entièrement substitué au système africain. Nous avons été aliénés, c'est-à-dire remplacés par d'autres, y compris même dans notre passé. Les colonisateurs ont préparé un hold-up sur notre histoire. Le « pacte colonial » voulait que les pays africains ne produisent que des denrées brutes, des matières premières à envoyer dans le Nord pour l'industrie européenne. L'Afrique elle-même a été empoignée, partagée, dépecée, et on lui a imposé ce rôle : fournir des matières premières. Ce pacte colonial dure jusqu'à présent. Si vous prenez la balance commerciale des pays africains, vous verrez que 60 à 80 % de la valeur des exportations de ces pays sont des matières premières. Pour certains d'entre eux, c'est le cuivre, pour d'autres c'est la bauxite, l'uranium ou le coton. Quand, avec Kwame Nkrumah, Amilcar Cabral et les autres, nous nous battions pour l'indépendance africaine, on nous répliquait : « Vous ne pouvez même pas produire une aiguille, comment voulez-vous être indépendants ? » Mais justement pourquoi nos pays ne pouvaient-ils pas produire une aiguille ? Parce que, pendant cent ans de colonisation, on nous avait affecté à ce rôle précis : ne pas produire même une aiguille, mais des matières premières, c'est-à-dire dépouiller tout un continent. Sur le plan politique, les Africains furent mobilisés pour des « luttes nobles ». Je ne parle pas des sales guerres coloniales où on utilisait les uns contre les autres – au Vietnam, en Algérie, à Madagascar et ailleurs. Pendant la première et la seconde guerres mondiales, nos frères, nos sœurs, nos parents participaient à la lutte contre le nazisme et le fascisme. Nous contribuions, en tant qu'êtres humains, à défendre les principes sacrés de la dignité humaine.

Aujourd'hui, quand on nous parle de mondialisation, vous comprendrez les hésitations des Africains. Bien entendu, il

y a des Africains très huppés qui vont mordre à cet appât. Par leur niveau de vie ou par leur rôle dans les organisations internationales ou nationales, ils font partie des mondialisateurs en tant que coéquipiers. Mais la majorité consciente qui subit déjà les effets négatifs se méfie de l'hameçon parce que ce n'est pas la première fois qu'on leur parle d'économie-monde. Les mouvements et mobilisations des syndicats contre les privatisations sont significatifs. Car les travailleurs savent que la logique implacable du profit chez les repreneurs privés s'exerce à leurs dépens.

Quels sont les points communs des trois phases de la mondialisation ?

Il y a des éléments de continuité, ne serait-ce que dans le principe même de l'économie capitaliste, à savoir le profit. C'est l'idée de laisser libre le marché et de faire croire que tout le monde en profitera au maximum et à l'optimum. Mais avec les nouvelles technologies de communication, on se trouve en face d'un marché nouveau qui a donné une forme nouvelle au capitalisme. L'État national est dépassé et, plus que jamais, nous sommes en face d'une économie de l'offre: on produit en quantité, quitte à fabriquer des consommateurs pour les adapter à la production. Je crois que c'est là le cœur du système actuel du capitalisme. Et l'Afrique, encore une fois dans ce domaine, est très mal lotie.

Jamais, depuis les indépendances des États africains, on n'a procédé à autant de réformes dans les domaines politique et social que durant la décennie écoulée. Et malgré tout, la plupart des États africains au sud du Sahara font partie des perdants de la mondialisation. Qu'est-ce qui pose problème ?

Ce troisième épisode de mondialisation est le stade suprême et ultime de la domestication. Évoquons-la rapidement en commençant par les aspects environnementaux.

Comme vous le savez, on est en train de dépeupler les mers africaines. Les ressources halieutiques sont véritablement sac-cagées, la désertification avance, les forêts tropicales et équatoriales sont en voie de sous-développement. La Côte-d'Ivoire a perdu les deux tiers de sa forêt au cours du XX^e siècle. Comment voulez-vous qu'on n'avance pas vers le désert? Un autre aspect de la destruction environnementale, ce sont les déchets toxiques que des entreprises du Nord ont transférés en Afrique, avec parfois la complicité de nos dirigeants. Tel chef d'État a été accusé d'avoir concédé des espaces de son pays pour enfouir des déchets dont il ne connaissait sans doute même pas la nature et la toxicité.

Au plan économique, les conséquences sont désastreuses. Au temps colonial encore, il y avait une complémentarité de producteurs. Les uns étaient spécialisés dans l'industrie, les autres limités à la production de matières premières. Mais cette production de matières premières se rétrécit de plus en plus, parce qu'on a de moins en moins besoin de matières premières naturelles. Toutefois, la Banque mondiale pousse les pays africains à des productions de rente. Pourquoi? Parce que les productions de rente rapportent des dollars pour rembourser la dette. Conséquence: quarante ans après l'indépendance, nous ne produisons même pas un bic. Notre balance commerciale en souffre, et les peuples, en plus de l'insécurité environnementale (biodiversité), souffrent de l'insécurité alimentaire qui était moins grave même au temps colonial et précolonial.

La Banque mondiale et le FMI poussent les pays africains à des privatisations qui sont basées sur le principe du profit individuel. La politique de privatisations a totalement bouleversé notre système de santé. Je prends le cas des médecins de l'hôpital principal de Ouagadougou. Tant que le système était étatique, les médecins consacraient tout leur temps aux malades. L'État mettait suffisamment de moyens

dans le budget social pour créer des conditions de travail susceptibles d'intéresser les médecins. Mais à partir du moment où la Banque mondiale a proposé au gouvernement de privatiser le système de santé, il fallait le rentabiliser. Le gouvernement a comprimé les budgets de la santé sur ordre de la Banque mondiale. La privatisation consistait à s'orienter vers un transfert des hôpitaux publics à l'hospitalisation privée, si bien qu'il y a eu un rush pour constituer des cliniques. Aujourd'hui, les médecins renvoient purement et simplement les malades à leurs propres cliniques quand ils viennent les voir à l'hôpital. Mais les cliniques sont absolument inaccessibles aux pauvres, les frais des soins y étant beaucoup plus élevés. Si vous entrez à l'hôpital, tout est payant, pour y entrer comme pour en sortir d'ailleurs. Les soins terminés, si vous ne payez pas, vous ne sortez pas de l'hôpital. Bientôt, la santé sera un bien réservé aux seuls riches: un bien privatisé.

La pauvreté nationale dans les pays du Sahel se double d'une très forte inégalité dans la répartition des revenus. Dans la plupart des pays, plus de la moitié du revenu national est concentrée dans les mains de 20 % des plus riches, alors que 20 % des plus pauvres ne disposent que d'environ 5 % du revenu national. Quelle est la logique de ce système ? Quelles sont les conséquences sociales de cette situation ?

En Europe, le capitalisme s'est bâti sur l'exploitation. L'accumulation s'est faite sur le dos des travailleurs au profit d'autres catégories sociales, à un point tel que l'Europe est devenue un modèle universel. La logique du système commande d'accumuler du capital au prix de certains facteurs de production, dont les coûts humains. C'est là où le capitalisme se disqualifie souvent: pour promouvoir un être humain, il faut en écraser deux ou trois. Les Occidentaux veulent que les pays africains fassent comme l'Europe, mais en l'espace de quelques décennies au lieu de quelques siècles comme

en Europe. L'exploitation est beaucoup plus dure, parce qu'elle est comprimée dans un laps de temps très court. C'est la course aux taux de croissance et non pas la course à la promotion humaine. Le système génère *ipso facto* la pauvreté; il débouche sur la paupérisation. Il ne faut pas considérer que la pauvreté soit la cause du sous-développement – elle est un produit du système actuel. Mais on fait comme si la pauvreté était une entité métaphysique qui affecte, malheureusement, certains groupes de l'espèce humaine pour des raisons qui les regardent. On soigne la pauvreté *a posteriori*, sans mettre en cause les ressorts et les structures du système. D'habitude, on ne met pas sur le tapis cette contradiction fondamentale.

Au cours de son histoire, le capitalisme a produit beaucoup d'inventions et propulsé les peuples vers plus de réalisations. Mais, dans le même temps, il a toujours produit la pauvreté. Au temps précolonial, et même pendant la colonisation, les sociétés africaines étaient marquées par un certain équilibre des revenus, du niveau de vie et du pouvoir d'achat des différents segments de la population. Cela était dû, en grande partie, au déficit dans l'industrialisation. 90 % de la population était vouée à l'agriculture, avec des équipements peu différenciés entre les exploitations. La plupart des exploitants ou chefs de famille ne disposaient pas d'un nombre de travailleurs avantageux au point d'être décisif par rapport aux autres; le travail salarié n'existait presque pas. À l'époque, quand on organisait des journées de travail collectif, on parlait d'une « invitation » d'une famille ou d'un village à venir aider pour le travail du champ. Ce travail n'était pas rémunéré: économie de dons et de contre-dons, de prestige et de partage.

Depuis les indépendances, ces facteurs de départ ont été de plus en plus bouleversés. Aujourd'hui, il y a la possibilité de louer ou de payer de la main-d'œuvre, d'être propriétaire

de terrain ou d'investir dans le secteur tertiaire, dans les centres urbains. Tout cela a créé une nouvelle catégorie de parvenus, ce qui n'existait pas dans l'Afrique traditionnelle. À la faveur de cette mercantilisation progressive et de la gestion corrompue, voire mafieuse, des biens de l'État, des fortunes se sont construites. Ces accumulations de fortunes marquent l'entrée dans le XXI^e siècle en Afrique. On va jusqu'à dire qu'on ne peut pas enrichir un pays sans appauvrir certains groupes sociaux. C'est la doctrine du capitalisme darwinien. La loi de la jungle veut que ceux qui survivent le fassent parce qu'ils dévorent les autres. Cela fait partie de ce qu'on appelle « les coûts humains » de la croissance. Mais ici, contrairement à la bourgeoisie occidentale au départ, on ne prend pratiquement pas de risque. L'État est privatisé au niveau patrimonial, et au lieu d'accumuler en Afrique, on transfère les biens dans les banques-refuges du Nord et dans les paradis fiscaux.

Les résultats de cette politique de paupérisation sont terribles. Le Burkina Faso, bien que son gouvernement applique les ordonnances de la Banque mondiale et du FMI, reste un des pays les plus pauvres du monde. Le revenu par tête d'habitant en Afrique, vous le savez, est cinquante fois inférieur au revenu d'un Suisse, d'un Français ou d'un Canadien. L'espérance de vie est tombée très bas dans beaucoup de pays africains, vingt-cinq ans de moins que dans les pays industrialisés. Autrement dit, un Africain moyen vit une génération de moins qu'un Européen. Il y a en plus des contrastes aigus de même ampleur à l'intérieur des pays africains eux-mêmes, de telle sorte qu'une distance explosive s'établit entre les pauvres et les milliardaires. Ceux qui souffrent le plus de cette situation, ce sont les femmes et les jeunes qui sont comme des fusibles dans le système : quand il y a une aggravation, ce sont eux qui souffrent le plus. J'ai cité une fois le mot de cette petite prostituée de Ouagadougou

qu'un journaliste a interviewée sur son lieu de travail avec d'autres copines. « Vous n'avez pas peur de contracter le sida? » leur a-t-il demandé. Une de ces petites de 14 ans lui a répondu: « Moi, je préfère mourir du sida que de mourir de faim. » Voilà la situation réelle de la misère. La misère, c'est l'annulation du choix. Et actuellement en Afrique, les gens ont de moins en moins le choix.

L'adaptation des structures économiques et sociales des pays pauvres aux exigences du marché mondial est, depuis des années, la recette standard du FMI et de la Banque mondiale. Votre pays, le Burkina Faso, est un cas type pour l'histoire passée et présente du programme d'ajustement structurel. Quel bilan faites-vous après dix ans de cure néolibérale genre remède de cheval?

Dès qu'on parle d'ajustement structurel, on doit poser les questions: ajuster à quoi? pour qui? Les vraies structures qui décident de notre sort, ce n'est pas le fait que notre budget soit en déséquilibre de quelques points. Ce sont par exemple les prix des matières premières. On nous incite, comme je viens de le dire, à produire du coton pour gagner des dollars. Toutefois, le problème, c'est que tout au long de la filière du coton, les circuits de production, de distribution et de fixation de prix vous échappent. Personne ne parle de toucher à la structure qui fixe le prix du coton, du cacao ou du café: elle est intouchable. Ce n'est pas une variable de notre marché à nous. C'est une donnée.

Si vous n'avez pas suffisamment de dollars à partir du coton, comment allez-vous acheter le riz qui vous est nécessaire pour survivre et qui est payable en dollars? Vous voyez, nous sommes pris dans des structures qui nous échappent. Quand on parle de programmes d'ajustement structurel, les structures véritables du capitalisme sont hors de contestation. Et d'ailleurs, ils ne dépendent pas de l'initiative autonome des Africains. Quand je siégeais à l'Assemblée

nationale de mon pays, on nous avait soumis un projet de loi sur les privatisations accompagné d'une note du gouvernement disant: « Si vous ne votez pas cette loi, nous n'aurons pas le crédit que nous attendons de telle institution financière. » C'était comme pour dire: votez ou crevez... L'ajustement, c'est pour les pauvres, les pays riches, eux, peuvent subventionner leur agriculture.

La convention de Lomé, née en 1975 et renouvelée tous les cinq ans, est à l'origine une idée de partenariat original entre les pays de l'Union européenne et soixante et onze pays du Sud dont quarante-huit d'Afrique. Se situant dans le prolongement des liens coloniaux, ces accords étaient basés sur l'idée qu'apporter un soutien public au développement était une mesure louable, mais qu'il était encore mieux d'aider les pays du Sud à s'insérer dans le commerce mondial. En juin 2000 a été signé à Cotonou un nouvel accord de partenariat qui a succédé aux accords de Lomé. Est-ce que ces nouveaux accords témoignent de l'abandon de l'aspect commercial de la convention de Lomé pour mettre l'accent, en compensation, sur l'aspect « aide au développement » ?

En ce qui concerne la convention de Cotonou, rien de fondamental n'a été touché, pas plus qu'au temps de la convention de Lomé. Les dirigeants européens et africains visent à maintenir un type de relations privilégiées entre le continent africain et l'Union européenne. Du point de vue commercial, la convention de Cotonou vise à ouvrir des débouchés garantis aux industries africaines. Au temps du tiers-mondisme dans les années soixante à quatre-vingt, des pays comme la Suède avaient décidé délibérément de diminuer la capacité de production de leurs usines textiles afin de favoriser l'importation de textiles de l'Inde. Mais ce genre de décision est largement dépassé aujourd'hui, puisque les productions sont distribuées en morceaux à travers le monde, afin de profiter des avantages comparatifs. On voit mal

comment il peut y avoir une harmonisation de vues entre le désir de maintenir des relations particulières et l'intention des mondialisateurs d'ouvrir le monde entier à l'anonymat du capitalisme mondial. Cette vision va à l'encontre du capitalisme d'aujourd'hui qui aspire à briser tous les particularismes, afin d'ouvrir le monde aux flux des capitaux sans barrières ni zones protégées. Si bien que les Africains ne peuvent plus venir avec un projet intégré et autonome de production.

Tandis que la réparation est devenue un principe accepté pour les victimes de l'holocauste européen de la seconde guerre mondiale, aucun principe de ce genre n'a été adopté en ce qui concerne la déstabilisation soutenue et délibérée dont le continent africain a été victime au cours des cinq cents dernières années, particulièrement à travers l'institution de l'esclavage et la traite des Noirs. Pourquoi devrait-on retenir ce principe pour l'Afrique subsaharienne ?

En effet, on a parlé très souvent d'un plan Marshall pour l'Afrique afin de lancer l'économie africaine et pour rétablir les peuples africains dans leurs droits. Tout ce qui s'est passé depuis le XVI^e siècle mériterait bien un petit plan Marshall, mais jamais cela ne s'est réalisé. Toutefois, quand je parle de réparations, je ne cible pas avant tout l'aspect économique, l'aspect, je dirais, des « droits de tirages spéciaux ». Ce que je demande, c'est de reconnaître non pas tellement le tort qui a été fait aux Noirs en tant que Noirs, mais le tort fait à l'espèce humaine à travers les Noirs. Je ne pense pas qu'il y ait de groupes humains qui aient été plus infériorisés que les Noirs. Le jour où l'on reconnaîtra cela, on nous intégrera dans l'espèce humaine. Il ne suffit pas de dire simplement : « Oui, ce sont des Noirs, on a trop sévi contre eux, on leur a trop tapé dessus, ces pauvres Noirs, il faut s'excuser... » La réparation dont je parle comporte plusieurs étapes. Il faut connaître et reconnaître ce qui s'est passé, assumer la res-

ponsabilité qu'on a dans ce qui s'est passé et tenir compte du fait que nous-mêmes, les Noirs, avons une responsabilité dans cette affaire.

Que pensez-vous du problème de la dette ?

Je suis de ceux qui pensent qu'il faut annuler la dette. La campagne internationale pour l'annulation de la dette est valable, du moins à court terme. Mais à long terme, elle n'est pas valable parce qu'elle s'adresse non pas à la cause du sous-développement, mais à un effet du système. Et tant que le système lui-même sera en place, la dette renaîtra de ses cendres. Il suffit de regarder la balance commerciale des pays africains – qui est négative – pour comprendre. La dette est structurellement comprise dans le pacte colonial où les uns ont toute la valeur ajoutée des produits et les autres n'en ont presque rien. La dette est le fils naturel de ce type de structure et, pire encore, de ce genre de système.

Parmi les points litigieux au centre du débat sur la mondialisation, on trouve les deux concepts de « marché » et d'« État ». Pour ceux que vous appelez les « mondialisateurs », le marché est synonyme de modernité et de démocratie. Mais pour les alter-mondialisateurs, plus de marché signifie le démontage de l'État et une concurrence individuelle. Est-ce vraiment si mauvais ?

Je pense que ce qui est en jeu, c'est le projet africain endogène originel. Entraîner toute l'Afrique dans le marché, sans préparation, c'est vouloir l'abolition de la civilisation et de la culture africaines. C'est un hara-kiri programmé dont le logiciel est dans l'ordinateur du marché. Nous autres Africains, nous ne connaissons pas ce principe du « tout marché ». Peut-être parce que le marché, tel qu'il est en vigueur depuis le XVII^e siècle en Europe, était limité en Afrique. Des circuits commerciaux existaient, mais les peuples vivaient sur une base où beaucoup de choses étaient situées hors du

marché pour garantir le minimum à tout le monde. L'eau, par exemple, ne se vendait pas au prix du marché. Il m'est arrivé de nombreuses fois dans la brousse du Burkina Faso, quand je tombais en panne, qu'une fillette s'approche de moi pour m'offrir de l'eau. Personne ne lui avait demandé cette eau, mais c'est un droit pour ceux qui viennent d'ailleurs au point que le dicton, c'est: « L'étranger, c'est l'eau. »

Sincèrement, l'être humain s'animaliserait s'il mettait tout dans le marché. Un autre dicton montre bien cet humanisme africain, quand on dit que « le vieillard vaut mieux que son prix ». On ne dit pas « plus que son prix » parce que, justement, le vieillard n'est pas dans la valeur vénale du marché. Si on disait « plus que son prix », cela voudrait dire qu'on peut l'acheter, même à un prix meilleur marché. La vie est sacrée; c'est pour cela qu'on ne peut pas la mettre dans le marché, comme la santé ou le travail non plus. On dit aussi: « L'argent est bien, mais l'homme est meilleur, parce qu'il répond quand on l'appelle. »

Dans le système africain, la propriété a toujours été minimale. La production est restée beaucoup plus longtemps confinée au niveau familial, clanique – dans un contexte où il n'y avait pas pénurie de terres. Si bien que la course à la propriété dans les rapports de production ne fut pas un des grands moteurs du processus du développement économique en Afrique. En outre, dans ce système, on avait pris des précautions pour éviter que certains n'accaparent le capital sol. Dans le modèle de base de cette organisation, la communauté et les individus avaient des droits sur le sol. Il y avait des propriétaires éminents, à savoir la famille, le village ou la collectivité de la chefferie traditionnelle. Et la propriété réelle était en fait un usufruit. Ce n'était pas une propriété à la romaine, *usus*, *fructus*, *abusus*, c'est-à-dire l'usage, le fruit et la propriété affectée à une seule personne jusqu'à l'abus.

Je peux illustrer ce rapport à la propriété par un exemple très personnel. Mon père était le propriétaire usufruitier de nos champs. La grande famille avait un grand champ et chaque membre de la famille avait un petit champ sur l'espace dévolu à la grande famille. Ma mère, par exemple, avait un champ d'arachides et aussi des lopins autour de la maison pour l'horticulture, avec une polyculture très caractéristique de légumes et de fruits. Je me rappelle que quand j'entrais dans le jardin entretenu par ma mère, j'éprouvais un ravissement : c'était frais, humide et rempli de bonnes choses à manger ! Le grand champ portait le nom de *wuru gulé* (en langue san), ce qui signifie le grand champ, le bien public, c'est-à-dire le champ destiné à la collectivité. Le même mot désigne d'ailleurs aussi l'État et tout son domaine.

Le système africain traditionnel visait à limiter les dégâts et à éviter l'accaparement de la propriété par des individus, tout en réservant à chaque individu la possibilité de disposer d'un lopin de terre, afin d'affirmer ses capacités propres de création. Il y avait à la fois cette idée qu'il ne fallait pas mettre la terre dans le marché et la laisser à la merci des plus forts. Mais il ne fallait pas non plus laisser le sol à la disposition de l'État. Ni le privé-privé, ni l'État, telle était la consigne. Il pouvait y avoir, dans le système africain traditionnel, des secteurs réservés. Par exemple, dans les mines d'or de l'empire du Mali, les pépites d'or revenaient au roi et la poudre d'or aux orpailleurs. Le système était agencé de telle manière que le minimum était assuré à tout le monde. On évitait en même temps que les détenteurs de pouvoir n'accaparent la propriété au point de frustrer la masse de la population. Ainsi, les Mossi, l'ethnie majoritaire du Burkina Faso, ont toujours ce système si caractéristique de séparation de pouvoir entre le *naaba*, le chef politique, et le *têng-soba*, le propriétaire du sol. L'idée profonde derrière cela est d'éviter qu'un seul n'ait en même temps le pouvoir

de la propriété et le pouvoir politique, le pouvoir sur l'avoir et le pouvoir sur la force.

Je ne dis pas qu'il faille revenir purement et simplement aux pratiques d'avant la colonisation. Mais on peut en retenir quelques idées fondamentales. Il reste à savoir si on peut les faire prévaloir dans un environnement qui est entièrement livré à la privatisation mondialiste. Dans mon livre *Compagnons du soleil*, j'ai cité un texte hébreu intitulé « La terre, propriété et propriétaire ». C'est la terre qui est finalement propriétaire de l'homme ! Depuis l'Antiquité grecque et romaine, on a mis un accent trop prononcé sur la propriété et sur la privatisation de la propriété. En revanche, dans le système africain, on a « désintoxiqué » la propriété privée avant de la livrer à la consommation.

Si l'Afrique présente encore un intérêt pour l'Occident, c'est en raison de sa démographie. Sur le plan économique, le continent au sud du Sahara est hors jeu – 1 % du PIB mondial, 1 % des investissements directs étrangers, 1,5 % du commerce international. Compte tenu de ce faible poids économique de l'Afrique, voyez-vous une alternative à la mondialisation ? Est-ce que les pays africains pourraient jouer la carte du régionalisme face à la mondialisation des marchés ?

Face à la mondialisation, on est tenté d'employer le mot de Margaret Thatcher qui disait : « *TINA – there is no alternative.* » C'est vraiment la pensée unique, le Mac Donald's unique, les rails uniques, le préservatif unique... Mais cela ne signifie pas qu'on ne puisse agir. En tout cas, je suis de ceux qui pensent qu'on ne peut rien réaliser tout seul. Chaque fois qu'on a essayé de faire une réforme micro-nationale d'un système, on a échoué en Afrique. Toutes les tentatives micronationales de libération de l'Afrique – Sékou Touré en Guinée, Kwame Nkrumah au Ghana, Thomas Sankara au Burkina Faso – ont échoué en grande

partie parce qu'elles ont été solitaires et non solidaires. Je pense qu'on devrait poser comme postulat la formule suivante: la libération de l'Afrique sera panafricaine ou ne sera pas.

La régionalisation est déjà faite dans certains secteurs. Il s'agit de réaliser un véritable cadre panafricain de la division du travail en fonction des avantages comparatifs internes à l'Afrique même. Après cela, on pourra se tourner vers la compétition mondiale. Je ne crois pas que les mondialisateurs aient tellement intérêt à la régionalisation. Je me demande s'ils n'ont pas davantage intérêt à laisser les systèmes micronationaux en place, tout en organisant un espace panafricain à leur guise, selon leurs intérêts et leurs valeurs. Peut-être le modèle libéral des mondialisateurs consiste-t-il à laisser fonctionner une soixantaine d'États africains, qui gardent leurs insignes, leurs appareils et appareils formels, afin de laisser, économiquement, le champ libre aux transnationales? À mon avis, c'est pour masquer la nécessité d'une vraie régionalisation africaine que les mondialisateurs parlent de mondialisation avec le gratin des cadres de la pseudo-bourgeoisie africaine.

Dès lors, on est obligé de constater que l'approche régionale est carrément rejetée par les institutions financières internationales. Leur but est d'inclure tout le monde dans le même schéma en disant qu'il ne faut pas imaginer autre chose, que c'est « la fin de l'histoire ». L'aspect le plus affreux de la mondialisation, c'est qu'on veut tirer le rideau sur l'histoire humaine. On fait comme si l'homme ne pouvait plus rien inventer d'autre, alors que ce système est en train d'augmenter le nombre des exclus. Or, c'est exactement l'inverse: ce système n'est pas légitime. Comment y remédier dans un monde où le pouvoir de l'argent, celui du savoir et le pouvoir militaire sont concentrés entre les mains de la même minorité à travers le monde? Ou bien il faut être

complice ou bien il faut être adversaire, sinon ennemi. En tout cas, si vous n'entrez pas dans le jeu, vous serez exclu. Ou bien vous serez inclus de force avant d'être exclu en partie. Je me demande si on peut lutter contre ce système de paupérisation par déconnexion comme Samir Amin le suggérerait naguère. Je crois qu'il sera difficile de quitter l'espace du capitalisme néolibéral. Coca-Cola est omniprésent ! L'espace laissé par les transnationales est presque inexistant.

Face à des situations aussi contraignantes, il est vain de vouloir se liguer entre les pays du Sud seulement pour relever le défi. Il faudrait une alliance mondiale des États-nations et des groupes de la société civile à travers le monde. Mais il faut en plus, à mon avis, quelques poids lourds de l'économie mondiale, peut-être même jusque dans le ventre du capitalisme, qui acceptent dans une certaine mesure un *New Deal* de la production mondiale. Avec, par exemple, une série de plans Marshall d'un type nouveau pour accompagner les inventions d'un monde nouveau, d'un nouveau Nouveau Monde.

Comment peut-on promouvoir un développement économique durable en Afrique ?

Je crois que c'est un problème d'option sur le plan de l'économie politique et sur le plan de l'idéologie sociale. Certaines personnes disent que la différenciation des revenus est un des leviers de la croissance globale d'un pays, puisqu'elle favorise la création d'une épargne bourgeoise qui permet de lancer les entreprises. D'autres pensent, à la suite de Keynes, que la demande et le pouvoir d'achat des populations sont un facteur-clé pour stimuler la croissance. De ce point de vue, la rémunération du travail est un élément important dans la politique économique d'un pays. À mon avis, la maigre bourgeoisie nationale ne pourra pas lancer la production de l'économie en Afrique, pour trois

raisons: premièrement, elle ne récolte que des miettes du gâteau économique, du fait qu'elle ne contrôle pas les rouages fondamentaux de l'économie. Ce sont des étrangers – Européens, Américains et Libanais – qui contrôlent le commerce de gros et les principales usines depuis le temps colonial. Deuxièmement, l'épargne et l'accumulation restent très faibles à cause du clientélisme africain d'une part et de la mentalité de la bourgeoisie africaine d'autre part. Une mentalité qui consiste non pas à être et/ou à produire, mais à paraître et à distribuer. Ainsi, la bourgeoisie africaine n'investit pas dans le secteur productif, mais dans le secteur visible, tangible et passager. Et troisièmement, il n'y a pas d'accumulation sur place parce que les fonds accumulés sont transférés dans les paradis fiscaux à l'étranger. Par conséquent, miser sur une politique de l'offre par l'enrichissement d'une classe de possédants, c'est miser un peu sur le vide en Afrique. En revanche, la politique comptant sur la demande solvable et consistant à augmenter au maximum le pouvoir d'achat de la masse de la population est plus prometteuse. L'objectif du développement vise à donner aux uns et aux autres le minimum nécessaire pour que les gens ne meurent pas de faim et ne tombent pas dans la misère, devenant ainsi inutiles à eux-mêmes et à la collectivité.

J'insisterai encore une fois sur le fait que la dimension micronationale n'est pas apte au développement et à la croissance. On ne peut pas faire de l'accumulation suffisante, même privée, dans de petits pays. Ce n'est que sur la grande échelle qu'on peut faire les prélèvements nécessaires sur les revenus, qui permettent, à leur tour, éventuellement, d'engager une politique sociale. La richesse nationale est devenue, hélas, une réalité volatile. Aujourd'hui, l'argent ne s'accumule plus à l'endroit où il a été gagné. Ce n'est plus comme au XIX^e siècle européen où le système financier était concentré dans un même pays.

Pour conclure sur ce plan, je pense qu'il faut, premièrement, assurer le minimum aux populations, singulièrement aux majorités pauvres, et, deuxièmement, préparer l'intégration africaine des systèmes de production qui sont la base de l'accumulation financière nécessaire pour lancer l'appareil productif et ménager les possibilités de profit. Troisièmement, il faudra défendre le rôle de l'État. Il est évident qu'on ne peut pas bâtir une société sur le principe du « tout privé ». Il faudra non pas un arbitre mais un gardien du bien commun qui essaie d'empêcher la petite minorité de riches de dévorer entièrement la majorité de la population.

Les migrations sont l'un des phénomènes les plus marquants de la mondialisation. Par le passé, la mobilité a été un facteur essentiel d'adaptation des populations de l'Afrique de l'Ouest aux changements de leur environnement. Aujourd'hui, cette fluidité de l'ensemble régional tend à se réduire du fait surtout de la crise économique dans les pays les plus riches de la région. Quelle a été, du point de vue historique, la relation des Africains avec l'espace naturel ?

L'espace en Afrique traditionnelle est un élément capital comme partout dans le monde. L'espace africain a décéléralé l'histoire africaine. C'était un espace toujours disponible où les gens se repliaient pour trouver asile. Étant donné la grandeur du continent, pendant longtemps les gens ont pu disposer de l'espace comme ils le voulaient. Évidemment, ils en ont abusé, si bien que l'aménagement du territoire africain n'a pas obéi à une réglementation aussi restrictive et rigoureuse qu'en Occident. Il ne faut pas perdre de vue que la propriété foncière n'était pas régulée par le droit de type latin ; la disponibilité permanente en usufruit du sol a facilité l'installation des groupes humains. L'habitat africain a toujours été mobile, avec des départs et des arrivées sans cesse. Il faut partir de là pour comprendre le caractère absurde des frontières transposées de l'Europe sur l'Afrique – des frontières rigides, géo-

métriques, artificielles et parfois imaginaires. La contradiction fondamentale entre le métabolisme de base des peuples d'une part et les empêchements, les barrières, les interdits qui leur sont posés par l'administration de différents pays d'autre part, explique en partie le sous-développement africain.

Quelles étaient les conséquences à long terme de la disponibilité de l'espace ?

L'Afrique a été une terre de transhumance, de déplacements sans fin à travers tous les obstacles. Dieu seul sait qu'il y a dans ce continent des obstacles mal placés, comme le Sahara, qui vient barrer l'Afrique au mauvais endroit. Le fait que le Sahara sépare deux grands sous-espaces de l'Afrique a été un départ terrible, mais n'a jamais empêché les mouvements de la population à travers ce désert. Cette capacité de toujours partir ailleurs est une des lois les plus importantes de l'évolution des établissements humains en Afrique. Cela a amené aussi des inconvénients très lourds : il n'y avait pas avantage, pendant des siècles, à construire en dur, parce que les gens étaient amenés à partir toujours ailleurs. Les déplacements fréquents ont fait que les institutions n'ont pas pu être fixées et n'étaient pas favorables au système de l'écriture.

Pourriez-vous expliciter le rapport entre les migrations et l'écriture ? La densité de la population est-elle une condition des innovations ?

L'écriture, comme la géométrie en Égypte antique, provient de la fixation de la population. Tant que les gens étaient dans le Sahara, personne ne se souciait de noter quoi que ce soit ; il y avait de l'espace à profusion. Mais à partir du moment où a commencé la désertification, les gens se sont engouffrés dans la vallée du Nil. La densité a augmenté, et il a fallu s'organiser pour savoir qui était installé et à quel

endroit. La démarcation a amené l'idée de la computation, de l'écriture et du dessin qu'on utilisait pour garder les traces de la propriété.

Le système précolonial reposait fondamentalement sur la liberté de déplacement. La quasi-opacité des frontières est un phénomène relativement récent, qui a commencé avec la colonisation. Notons en passant qu'en réalité, les colons, dont nous nous plaignons, ont moins exploité les frontières que les dirigeants africains actuels. Dans le cadre de l'Afrique-Occidentale française, sur un espace immense de huit pays actuels, les gens pouvaient se déplacer comme ils voulaient. Les ressortissants d'une même ethnie n'étaient pas séparés, si ce n'est entre deux territoires relevant de deux pays européens différents. C'est ainsi que les Haoussa du Niger et du Nigeria furent scindés en deux blocs.

Quels sont les côtés positifs et négatifs des migrations ?

Il y a les aspects économiques et politiques, et les deux bloquent sérieusement le développement et l'épanouissement africains aujourd'hui. Sur le plan économique, je vous donne l'exemple des migrants mossi du Burkina Faso. La liberté d'installation dans les différentes parties du pays a amené les gens du plateau mossi à occuper les portions du territoire national moins densément peuplées. Parfois, malheureusement, cette dispersion des Mossi s'est faite sans régulation; les gens se sont installés avec des mentalités non pas de bon père de famille, mais de gens passagers. Une mentalité, en somme, de cueillette et non pas d'accumulation et de sauvegarde. Sur le plan politique, dans aucun pays il n'y a eu de la part des dirigeants africains une stratégie d'aménagement du territoire en fonction de l'occupation des sols par la population. Cela a facilité les contentieux interethniques ou intersociaux. Les frontières sont des bombes à retardement, en ce sens qu'il y a des conflits en perspective. Les déséqui-

libres démographiques devraient être compensés et réglés, mais généralement, on ignore sur quelle base cela doit se faire. Il n'y a pas non plus une volonté d'expliquer aux gens ce vers quoi on doit tendre.

Quand on parle de la politique migratoire, il y a un paradoxe : déficit en migration des pays riches, surplus de migrants dans les pays pauvres. Que pensez-vous des politiques en matière de migration en Europe ? Qu'est-ce qui, à votre avis, pousse les gens à migrer ? Sont-ils attirés par la richesse du Nord ? Les pays du Sud ne leur offrent-ils pas de perspectives ?

Les pays du Nord se sont enfermés dans des forteresses avec des « limes », des lignes de frontière semées de miradors. La plupart des pays mettent en avant le « droit du sol », certains autres recourent aux « droits du sang » pour empêcher que les gens de l'extérieur ne viennent les « inonder ». C'est la défense du niveau de vie, le refus de partager et le refus d'un monde pluriel. Mais en même temps, les pays du Nord font appel à des gens du Sud à cause du vieillissement de la population. Ils ont besoin de cadres et de techniciens de grande qualité. Si la dégradation de la natalité suit son cours et que les pays dits développés maintiennent cette politique de rejet des autres, ils iront vers le dépeuplement. Toutes ces interférences font que je pense que la politique du refoulement des « damnés de la terre » ne pourra pas continuer éternellement.

Les gens ne s'en vont pas de chez eux de gaieté de cœur. S'ils le font, c'est parce qu'ils sont plutôt refoulés de chez eux qu'attirés par le Nord. Le surplus de migrants dans les pays pauvres provient du fait des guerres et de la pauvreté, comme dans la région des Grands Lacs en ce moment. Le surpeuplement relatif de ces pays vient du fait que l'équipement technique et intellectuel n'est pas suffisant pour absorber toute la population.

Comment peut-on régler les tensions liées aux migrations? Quelle politique d'intégration des populations étrangères faut-il développer? Comment diminuer les préjugés et les difficultés liés aux différences culturelles et religieuses?

En ce qui concerne les migrations dans le Sud, la première des choses, c'est la formation; il faut une conscientisation nationale et internationale. Je suis persuadé que certaines gens, surtout les analphabètes, qui n'ont même pas une idée de la carte et de la densité du peuplement, considèrent les migrants comme des agresseurs. Un travail d'explication peut les aider à mieux comprendre les enjeux et les problèmes. Ensuite, s'agissant de la migration Nord-Sud, on doit agir à la source et provoquer le relèvement économique des pays pauvres de telle sorte que les gens restent chez eux et ne soient pas tentés par l'aventure: ou partir ou périr.

On peut diminuer les préjugés à travers l'intégration économique, politique, sociale et culturelle des étrangers. Malheureusement, les sans-papiers sont devenus un paradigme du monde au seuil du XXI^e siècle: il y a des possibilités de bouger techniquement par les trains, les bateaux, les avions, mais encore faudrait-il avoir les papiers! L'intégration culturelle sera donc difficile à réaliser. Comment faire vivre ensemble des chrétiens, des musulmans, des bouddhistes, etc.? Si les communautés veulent cohabiter harmonieusement, il faut des modèles d'inclusion extrêmement profonds qui soient les produits d'une conscientisation générale de la société. J'ai le sentiment que les Africains sont très tolérants sur le plan de la religion, des langues et de la culture en général. En Afrique, l'étranger est une valeur en soi. Être l'étranger de quelqu'un, c'est un lien privilégié. Quand il y a par exemple une dispute entre un étranger de passage et un membre de la famille, normalement le chef de famille prend position pour l'étranger. Parfois, on se dispute les étrangers; quand il y a un décès, on se dispute même la

dépouille mortelle de l'étranger ! C'est à qui s'en occupera, qui l'inhumera ! Cela paraît aberrant. Pourtant, c'est tout à fait dans la ligne de la conception africaine du rapport avec « l'étranger ». Dans ce contexte culturel, ce mot perd son sens usuel dans le monde occidental. Rien que cette considération des étrangers facilite la gestion des relations interethniques et interculturelles. La question de la religion ne se pose pas non plus de la même manière qu'en Europe où la religion masque une différenciation profonde entre les étrangers et les Européens. Alors qu'en Afrique, les gens de la religion traditionnelle ont le même soubassement que les musulmans ou les chrétiens. Ils appartiennent tous à une branche maîtresse qui est la culture traditionnelle africaine, à laquelle s'est superposée la religion chrétienne ou musulmane.

Je voudrais, pour terminer, attirer votre attention sur un aspect plus politique des migrations. Est-ce qu'on peut créer un État multiracial et multiethnique ? Peut-on créer des États fédéralistes ? L'Afrique a vécu depuis toujours sur une base pluraliste ; il est d'ailleurs trop tard pour constituer en Afrique des États-nations centralisés. Je crois que l'option du monde mondialisé pousse les Africains à opter pour le choix fédéral, c'est-à-dire des formules de démultiplication du pouvoir et le principe de subsidiarité. Le fédéralisme, j'y reviendrai plus loin, résoudra beaucoup de problèmes africains, aussi bien économiques qu'interethniques.

Guerre et paix

Durant les années quatre-vingt-dix, la position de l'Afrique dans le monde a profondément changé. Les relations bilatérales exclusives avec une puissance lointaine, ancienne métropole coloniale ou bastion révolutionnaire, ont disparu. Cette modification s'est opérée au profit de la multilatéralisation de l'approche politique, diplomatique et économique. Quelles ont été les conséquences de la disparition du système bipolaire ? Comment les cartes ont-elles été redistribuées ? Y a-t-il continuité ou rupture des liens néocoloniaux ?

En abrégé, on peut dire que le pouvoir des pays colonisateurs qui dominaient l'Afrique depuis la fin du XIX^e siècle est remis en question. Certes, ce pouvoir garde toujours des racines en Afrique, mais il est ébranlé par des forces nouvelles. Des forces intérieures à l'Afrique, mais surtout aussi des forces extérieures, représentées par des États non africains et par des puissances économiques, les transnationales. Au niveau des organisations internationales, la Banque mondiale, le FMI et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) interviennent de plus en plus en Afrique. Elles ne sont pas dépendantes des pays colonisateurs. Au contraire, à certains égards, ces institutions internationales coopèrent avec eux. À d'autres égards, la France, la Grande-Bretagne et la Belgique sont obligées de se soumettre aux approches, aux directives du FMI ou de la Banque mondiale. Donc, du point de vue économique, il y a une sorte de remise à plat, de repositionnement général de tous les acteurs en Afrique.

Ce jeu nouveau ne profite pas toujours aux pays ex-colonisateurs qui essaient de défendre leurs propres intérêts. Mais les intérêts français, britanniques, belges, sont, pour ainsi dire, enfouis, incrustés dans les intérêts plus vastes des transnationales.

De plus en plus, les organisations internationales et les transnationales agissent en lieu et place des États. À ce propos, je voudrais faire allusion à une carte publiée, en juin 2001, par la revue française *Caravane*, qui montre jusqu'à quel point l'argent extérieur envahit le secteur des mines du Congo. Sur cette carte, autour des noms des multinationales – Ridgpointe, De Beers, Banro, Darney, Cluff, etc. – sont indiqués les produits miniers qui sont visés. En montant du sud vers le nord de la république démocratique du Congo (RDC), on y trouve: le cuivre, l'uranium, le zinc, le cobalt, le manganèse, le fer, l'étain, le charbon, le diamant, le coltan, le niobium et l'or. On voit à travers cette carte qu'il s'agit d'un rush, d'un véritable assaut comme à l'aube de la colonisation. Je me rappelle que, quand Laurent-Désiré Kabila avançait vers Kinshasa, la capitale de ce qui devait devenir la RDC, il était accompagné par de véritables meutes, par des groupes qui chacun flairait sa concession minière. Au cours de la progression, on négociait en même temps les droits concernant les différents secteurs miniers du pays. Aujourd'hui donc, il y a une autre sorte de nouveau partage de l'Afrique qui ne dit pas son nom, mais qui se fait à travers l'invasion capitaliste, financière surtout, dans les différentes zones du continent.

Cela montre bien que les peuples n'intéressent pas du tout ces gens. Il y a des guerres qui sont soutenues, appuyées, trafics d'armes y compris, par ces organisations et compagnies minières transnationales. Et parfois, elles n'hésitent pas à susciter des rébellions pour affaiblir le pays avec lequel elles négocient. Autant elles peuvent jouer quand il

y a des adversaires – parce que ça permet de faire du chantage – autant, s'il n'y a pas de rébellions, elles sont affaiblies dans la négociation. Je l'ai déjà dit: cela ne fait que répéter le schéma, le modèle du temps de la traite des Noirs. Pendant la traite des Noirs, les bateaux négriers mouillaient au large des ports des grandes villes africaines, et à partir de leurs bateaux, les négriers interféraient dans la politique interne des chefs africains. Ils soutenaient tantôt l'un, tantôt l'autre, parce qu'ils savaient que le fruit de ces combats, de ces chocs, de ces affrontements, était des captifs de guerre qu'on pouvait vendre à volonté.

Depuis 1998, la France a officialisé son désengagement de l'Afrique à travers une réforme institutionnelle de sa coopération et par la fermeture de ses bases militaires en République centrafricaine. Même si elle le voulait, la France ne pourrait plus se permettre de s'immiscer aussi ouvertement que par le passé dans les affaires du continent. Partagez-vous cette analyse? Y a-t-il un déclin des puissances européennes, notamment de la France et de la Belgique?

Oui. Objectivement, le recul des anciens pays colonisateurs est en train de se faire. Au fur et à mesure que l'Union africaine se fera, je reviendrai là-dessus, elle enlèvera les atouts à la France et à la Belgique. Cependant, ces pays essaient de pérenniser leur influence. Dans le cadre du néo-colonialisme, les anciens pays colonisateurs ont leur partie à jouer, surtout à travers la langue qui a un impact économique, politique et géostratégique. La langue est un véhicule puissant et un appui structurel de taille dans les négociations, le commerce et les traités à caractère économique. Les Français promeuvent la langue parce que c'est leur rempart imprenable. Actuellement, il y a de gros efforts pour faire de la francophonie à la fois un patrimoine culturel commun et un investissement au profit de la France surtout. Le Canada engage aussi beaucoup de moyens dans ce domaine, surtout

par le Québec. Pourtant, à terme, je crois que les pays africains francophones exigeront de plus en plus l'emploi de leur langue nationale à l'école, alors que jusqu'ici, la tendance était de remplacer toutes les langues africaines par le français, dès l'entrée à l'école. C'est un enjeu stratégique majeur qui prendra peut-être un jour des dimensions conflictuelles graves, du genre *Kulturkampf* (combat culturel).

J'ajouterai encore un autre exemple tiré du domaine culturel. Au musée royal de l'Afrique centrale à Tervuren (Belgique), on trouve pratiquement tout le patrimoine culturel de la république démocratique du Congo. Certes, les Congolais ont encore des objets d'art chez eux. Mais ayant visité les deux pays, je peux vous dire que le plus riche est exposé en Belgique. Dès lors, on comprend que les Congolais soient attirés par la Belgique, qu'ils aillent passer leurs vacances là-bas. Si on leur dit : « Choisissez un pays en Europe », ils iront en Belgique, presque obligatoirement, parce que c'est là qu'ils peuvent s'y retrouver et se retrouver. C'est ce qu'on appelle des « marchés captifs », c'est presque un lien de servitude. Il y a des choses splendides au musée de Tervuren, d'une beauté à vous couper le souffle ! Mais les petits Congolais, qui sont en train de grandir, n'ont pas l'avantage de communiquer avec leur passé collectif. Et je ne suis pas sûr que les petits Belges soient très intéressés. Mais ils ont l'avantage d'en disposer à un quart d'heure de voiture de chez eux.

Surtout, les anciennes puissances coloniales disposent toujours de réseaux et de circuits à travers les pays qu'elles colonisaient, aussi bien en termes de cadres économiques que de dirigeants politiques et de leaders d'opinion dans la société civile. À travers tous ces réseaux, ces pays ex-colonisateurs peuvent agir très puissamment sur les rapports entre eux et les pays africains. La France, depuis le temps du général Charles de Gaulle, a gardé des liens très directs avec

les dirigeants politiques et les chefs d'État africains. À l'époque, il y avait le téléphone direct entre de Gaulle et quelques chefs d'État africains. Et puis, il y avait les réseaux du « Monsieur Afrique » de Charles de Gaulle et de Georges Pompidou, Jacques Foccart. Ces réseaux s'occupaient de décider qui il fallait mettre à quelle place au niveau politique en Afrique, afin de maintenir la pérennité de l'influence française dans les pays africains. Au point de vue géopolitique, les interventions militaires se faisaient selon l'importance de l'enjeu. Au temps de Giscard d'Estaing, des parachutistes français ont débarqué à Kolwezi parce qu'il y avait un intérêt politique immédiat à protéger le maréchal Mobutu Sese Seko et consorts. Depuis ce temps, des opérations militaires se sont faites pratiquement sans arrêt, mais nombre d'entre elles sont restées inconnues. Malgré la fermeture des deux bases de Bouar et Bangui en Centrafrique, et le retrait d'un certain nombre de ses hommes en 1998, la France maintient toujours des bases militaires dans certains pays africains. On ne peut pas dissocier les interventions géopolitiques et l'économie. Qu'on le veuille ou non : il y a une logistique à caractère économique pour défendre de puissants intérêts financiers en Afrique.

Finalement, je mentionnerai aussi les bureaux d'études qui sont des agences extrêmement puissantes pour véhiculer l'influence sur les pays africains, sans parler des confréries, des clubs, des congrégations missionnaires, qui jouent un rôle par l'éducation et la santé. Par ces secteurs, l'on touche à des aspects économiques extrêmement importants : le matériel sanitaire, les remèdes, le matériel scolaire et universitaire, les maisons d'édition, etc. Tout cela forme un bloc, comme on le sait, et l'on ne peut pas traiter de l'influence de la France en Afrique sans mettre en jeu tous ces secteurs de la vie culturelle, sociale et économique. Néanmoins, quand les sociaux-démocrates sont devenus majoritaires en Europe,

il s'est produit une certaine distanciation par rapport aux problèmes internes de l'Afrique. Je crois que cela va à l'encontre des intérêts des classes conservatrices ou néo-colonialistes. Mais la conjoncture peut facilement provoquer le retour du balancier conformément aux intérêts multi-séculaires des lobbies coloniaux.

Qui va remplir ce vide? Qui va profiter de l'ouverture de l'espace continental?

Évidemment, ce sont les États-Unis, pour plusieurs raisons. D'abord, ils contrôlent le plus grand nombre de transnationales dans le monde. Ensuite, ils ont des intérêts planétaires en matière d'approvisionnement en produits bruts stratégiques, indispensables pour leur économie, en particulier pour leurs industries de pointe. Dans l'aéronautique, il faut de plus en plus de minerais très rares, comme le fameux coltan ou le cobalt dont j'ai parlé tout à l'heure, qu'on trouve en particulier en Afrique. À travers leurs transnationales, les Américains ont besoin d'espace libre où ils peuvent opérer sans entraves. C'est pour cela d'ailleurs qu'ils répandent partout l'idéologie du libéralisme absolu. Ils sont intéressés à ce qu'il y ait un vide en Afrique, un vide créé par le repli des colonisateurs européens et par l'incapacité des pays africains à se prendre en main eux-mêmes.

Le désengagement français de l'Afrique intervient alors que, sur le continent africain, des puissances régionales s'affirment: le Nigeria en Afrique de l'Ouest, l'Ouganda et ses alliés au cœur du continent, l'Afrique du Sud et l'Angola dans l'hémisphère austral. Le Nigeria, en plus, arbitrerait plus que jamais les conflits en Afrique de l'Ouest. Qui seront les gagnants et les perdants de cette recomposition politique et économique sur le continent noir?

Fondamentalement, les pays anglophones sont mieux préparés que les pays francophones pour jouer un grand rôle

dans l'Afrique de demain, parce qu'on les a laissés voler de leurs propres ailes. Ils n'ont pas eu la même prétendue protection, de l'ancien colonisateur. Le jour où la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) décidera de l'ouverture totale des marchés, les pays francophones passeront par une phase difficile qui commence d'ailleurs. Admettons qu'on supprime les barrières douanières entre nos pays de l'Ouest africain : je suis sûr que le Togo et le Bénin, qui se trouvent coincés entre le Ghana et le Nigeria, risquent la phagocytose. Tout cet espace sera un marché anglophone, avec des produits qui proviendront essentiellement des pays anglophones. La raison est que les pays anglophones – le Ghana et le Nigeria en Afrique occidentale, le Kenya et l'Ouganda en Afrique orientale, et les pays anglophones en Afrique australe – disposent d'un tissu de petites industries. En outre, ils se sont préparés à la libéralisation tandis que les pays francophones ont toujours vécu plus ou moins raccrochés au parapluie atomique du franc français. La France a profité de la cagnotte de devises gérée par elle-même afin de régenter la vie économique des pays francophones. C'est une situation artificielle, puisque le franc CFA est fondamentalement surestimé. Alors, nous, les Africains francophones, nous ne sommes pas préparés à nous battre avec des gens qui sont habitués à la bagarre, alors qu'on nous a sortis du dessous de la cloche d'oxygène où nous survivions artificiellement.

À mon avis, les Français n'ont pas avantage à l'ouverture d'un grand marché ouest-africain. C'est pour ça qu'ils veulent toujours mettre en avant l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), c'est-à-dire garder l'enclos francophone. Mais avec les actuelles tendances mondiales néolibérales, la France ne pourra pas contrôler toutes les filières du marché ouest-africain. Donc, autant miser sur la réalité.

Et pourtant, des pays francophones comme la Côte-d'Ivoire étaient bien partis. La Côte-d'Ivoire avait réussi à s'industrialiser, parce qu'elle avait un marché interne et des pays francophones voisins qui y étaient liés. La Côte-d'Ivoire jouait le rôle d'un pays tuteur-colonisateur, vendant des produits manufacturés et achetant la force de travail et, parfois, les produits bruts des pays voisins. Si elle avait joué ce rôle jusqu'au bout, elle en aurait profité pour être une puissance sous-régionale. Mais aujourd'hui – quelle contradiction! –, c'est l'option pour l'« ivoirité », c'est-à-dire le repli sur soi. L'« ivoirité » amènera des conflits surtout à travers la question foncière. En tout cas, elle jouera contre le développement économique de la Côte-d'Ivoire puisqu'elle ne pourra plus disposer à volonté de la main-d'œuvre bon marché, de produits bruts, et se servir des pays limitrophes comme débouchés.

L'autre aspect, c'est qu'avec l'ouverture de plus en plus grande du commerce mondial, les Asiatiques se sont engouffrés dans de nouvelles opportunités. À l'époque de la Haute-Volta, les droits de douane étaient tels que les voitures japonaises y étaient pratiquement interdites afin de protéger les voitures françaises. C'était comme un embargo qui était infligé aux pays africains. Ils subissaient des dommages collectifs et individuels très lourds uniquement parce qu'ils étaient d'anciennes colonies françaises. Petit à petit, cette ouverture s'est agrandie. Les voitures japonaises ont aujourd'hui la part du lion dans le marché automobile, et cela est valable aussi dans d'autres domaines: les tissus, les appareils photographiques, le kleenex, le riz... Il y a une multitude de produits qui venaient de la France auparavant et qui sont remplacés de plus en plus par des articles venant d'autres pays, en particulier asiatiques.

D'une certaine manière, cela peut être avantageux pour les pays africains. Je pense au rôle que peuvent jouer des

pays dont on a oublié, du moins en Afrique occidentale, qu'ils étaient des pays colonisateurs, l'Allemagne par exemple. Aujourd'hui, l'Allemagne arrive en Afrique avec une sorte de virginité politique parce qu'elle ne charrie pas une image de pays colonisateur. Il y a aussi la qualité des produits allemands qui fait que ces produits s'imposent. Je pense que l'Allemagne est l'un des pays qui profitera le plus de ce vide qui est en train de se créer en Afrique. L'Allemagne est la première puissance européenne, et elle a une méthode d'extension commerciale qui est très éprouvée, très efficace, très méthodique. Aujourd'hui, il est certain que les Allemands peuvent en tirer profit.

Après la fin de la guerre froide, la démocratie, les droits de l'homme et l'économie de marché semblaient s'être imposés comme les seules valeurs universelles. Cependant, en Afrique comme ailleurs, la guerre est restée d'une grande actualité au cours des années quatre-vingt-dix. Pourquoi certaines guerres se sont-elles prolongées ? Pourquoi la naissance et la pérennité de certains conflits ? De quel type de guerre s'agit-il ?

En Afrique aujourd'hui, il y a d'abord les ambitions personnelles, en particulier celles des seigneurs de la guerre, les guerres de frontière, etc. La multiplication des guerres provient des problèmes structurels qui n'ont pas été résolus par l'indépendance. Les guerres structurelles proviennent de la condition africaine léguée par des siècles d'histoire. Bien entendu, il ne faut pas en chercher les causes ni au temps des Égyptiens ni au « Moyen Âge » africain. Fondamentalement, on peut dire que les principales causes des guerres et des conflits remontent à la seconde moitié du XIX^e siècle. Mais je dirais qu'en plus de cela, il faut aussi noter que les Africains ne sont pas bien dans leur peau pour des raisons qui datent peut-être de la traite des Noirs et du temps de la colonisation. Des éléments de contradiction ont perduré depuis ces

époques. Ils se traduisent par un état de peur et de complexe qui provient du fait que les Africains ont été trop bousculés sur quatre à cinq générations. Il en est résulté la destruction du sentiment d'appartenance, une crise d'identité profonde. Par conséquent, on retrouve dans les tensions actuelles des éléments constitués sur une échelle multi-séculaire.

Pourriez-vous donner un exemple d'une guerre structurelle ?

Je vous donne l'exemple de la récente ethnogenèse quelque peu monstrueuse sur fond de génocide entre les Hutu et les Tutsi. Comment se fait-il que les Tutsi et les Hutu n'étaient pas tentés par le génocide au XVIII^e ou au XIX^e siècle ? Au XIX^e siècle, Tutsi et Hutu du Burundi étaient unis d'office pour combattre les Tutsi et les Hutu du Rwanda qui, eux aussi, étaient liés. Pourquoi ? Parce qu'il y avait un processus nationalitaire en gestation entre la nation burundaise d'une part et la nation rwandaise d'autre part. À l'époque, il n'était pas question d'un conflit entre les Hutu et les Tutsi du Rwanda, tellement les processus nationalitaires étaient déterminants. Au temps précolonial, un Hutu, ministre d'un roi tutsi, pouvait même être plus important qu'un petit chef tutsi de province. On parle même du passage possible de la même personne de l'un des statuts à l'autre. À partir de la colonisation, on a hiérarchisé les ethnies africaines comme on a hiérarchisé les races, les Blancs en haut, les Noirs en bas. C'est là où les germes contemporains du conflit actuel ont été posés. Les nations burundaise et rwandaise étaient brisées en plein vol et ne pouvaient plus penser à se réaliser. Les contradictions entre les grands chefs rwandais et burundais ont disparu pour faire place à des contradictions de type interne, intrinsèque. Ces contradictions, qui n'étaient pas antagonistes au XIX^e siècle, ont été perçues de plus en plus comme des fleurs vénéneuses qui

bourgeoonnaient pendant la période précédente. Les Hutu et les Tutsi se sont vu assigner un autre type de division du travail que celui qui prévalait antérieurement. On a pris de préférence les Tutsi pour être dans le haut clergé ou pour exercer des fonctions dans l'armée et dans l'administration publique. La superstructure et la mentalité s'en sont trouvées renforcées.

La contradiction s'est aggravée par l'introduction de la démocratie formelle de type européen. Aux indépendances, après que les Européens furent partis, chacun s'est dit : « C'est moi qui dois commander. » Les Tutsi s'appuyant sur leurs fonctions de direction traditionnelle dans la société, les Hutu – qui étaient les plus nombreux – se sont appuyés sur la légitimité démocratique, sur le principe de la majorité. Par la suite, à défaut de Conférence nationale pour refonder la nation, Tutsi et Hutu se sont séparés de telle sorte qu'on parle aujourd'hui d'ethnies différentes alors qu'ils ont la même langue et la même culture sociale. Les uns et les autres ont eu des fonctions collectives différentes, mais ils sont du même peuple. J'en tire la conclusion suivante : si l'on veut résoudre le conflit en s'attaquant à ses racines, on doit alors inventer une nouvelle formation sociale, qui assure aux Hutu et aux Tutsi une participation égale, c'est-à-dire équilibrée aux structures démocratiques.

Les pays occidentaux et les États-Unis ne cessent de dire qu'ils sont pour la paix en Afrique. Selon vous, est-ce seulement du discours ? Quelle est la responsabilité des pays occidentaux dans le prolongement des conflits ?

Ils sont pour le maintien de la paix, car ils ne veulent pas être obligés de s'investir eux-mêmes. Les Américains, tout comme les Français, sont obligés de tenir compte de l'opinion publique dans leur propre pays, de sorte qu'ils ne peuvent plus envoyer leurs gars partout. Qu'est-ce qu'ils vont

faire dans la mesure où ils tiennent à tout prix à avoir accès aux minerais et aux sources d'énergie? Ils vont soutenir des régimes qui leur sont favorables. Or, ce ne sont pas tous les régimes africains qui leur sont favorables. Donc, ils seront amenés à diviser l'Afrique au risque de guerres de toutes sortes. Ils n'ont pas tellement intérêt à la paix...

Pourquoi pas? Voudriez-vous expliquer davantage?

De même que les négriers du XVI^e siècle qui voulaient la guerre entre les Africains, parce que la guerre leur fournissait les esclaves. Aujourd'hui, ce n'est pas aussi cru que cela, mais c'est la même chose. Les puissances occidentales veulent qu'il y ait des dirigeants africains et des pouvoirs politiques qui soient accommodants et, en tout cas, compatibles avec leurs intérêts stratégiques. Quand Pascal Lissouba, l'ancien président du Congo-Brazzaville, voulait des termes plus accommodants pour le Congo en matière d'exploitation du pétrole, il s'est trouvé face à face avec Elf-Aquitaine. Il a été « viré » à la faveur d'une guerre civile. Cela n'a pas changé: les puissances ont intérêt à ce qu'il y ait division entre les Africains. Évidemment, si tous les Africains disaient: « Il n'y a aucun problème! Venez, tout est libre! Creusez où vous voulez! Emportez ce que vous voulez! », les puissances étrangères n'interviendraient pas pour dresser les Africains les uns contre les autres.

Cette ingérence extérieure explique-t-elle la majeure partie des conflits en Afrique?

Non. Mais ce qui est certain, c'est que cette ingérence extérieure a une influence notable, voire déterminante, dans certains conflits, en particulier là où il y a de grandes réserves de minerais rares ou des sources d'énergie (RDC, Angola, Tchad, Soudan). C'est aussi simple que ça: chacun veut y puiser. Tous les hommes ou groupes du pouvoir économique

ou politique, Africains et non-Africains, sont branchés sur les produits rares du continent et veulent les contrôler. D'où les conflits permanents, puisque chacun a ses intérêts: les transnationales entre elles, chacune des transnationales avec les puissances africaines, les puissances africaines entre elles, et chacun des Africains avec les différentes transnationales. C'est pourquoi la guerre est à l'ordre du jour.

Le Liberia et la Sierra Leone ont été dévastés par de prétendues guerres tribales. Des sectes religieuses terrorisent les populations en Ouganda. Au Burundi, Tutsi et Hutu n'arrivent pas à s'accorder pour signer un traité de paix. Les conflits ethniques et religieux sont-ils donc le destin de l'Afrique?

Il faut voir d'où viennent ces scénarios d'instabilité et de guerre. Parmi les multiples causes des affrontements aujourd'hui, le trafic de diamants est une des principales sources de la guerre en Afrique, ainsi que le désir des seigneurs de la guerre de se tailler des empires.

Les conflits prétendument « ethniques » sont, en réalité, des conflits sociaux. Je vous en fournirai deux exemples. Le premier concerne le cas des Burkinabe qu'on chasse du centre et de l'ouest de la Côte-d'Ivoire: c'est un conflit qui n'est pas, fondamentalement, ethnique, c'est un problème de nationalité, puisque les Burkinabe en Côte-d'Ivoire sont surtout connus en tant que Burkinabe. L'autre exemple porte sur les conflits entre les Peul et les cultivateurs de telle ou telle ethnie. Là aussi, il s'agit en réalité de conflits sociaux. Ce n'est pas parce que les uns sont Peul et les autres Bobo que les conflits se produisent, c'est parce les uns sont éleveurs et les autres agriculteurs. Je suis persuadé que si l'on permettait la libre circulation des peuples, on désamorcerait l'essentiel des affrontements ethniques. Beaucoup d'ethnies ne se retrouvent qu'en dépassant les frontières prétendument nationales. Ces deux exemples illustrent le fait que les

Africains n'ont pas résolu la question de l'État, encore moins la question de la nation. Et tant que l'on n'aura pas posé des principes fondamentaux, stratégiques, pour résoudre cette question, des conflits s'allumeront de-ci de-là. Mais cela n'arrange pas les minorités dirigeantes. Pour eux, parfois, le pays est un fonds de commerce: le président parle au nom de son pays, il utilise son nom, et des négociations mafieuses ou non sont faites au nom de son pays. Il joue donc sur la souveraineté, les avantages, les droits et les prérogatives souveraines de son pays pour obtenir des avantages personnels.

L'autre aspect de la question, c'est qu'il faut tenir compte des soubassements économiques d'une situation de tension potentielle: le fait, par exemple, que certaines ethnies sont plus commerçantes que d'autres. Mais ce sont des tensions qu'on ne doit pas transférer sur le registre « ethnie » ou « race » ou « religion », comme on l'entend dire parfois. Ce sont des tensions sociales, et il faut les traiter comme telles. Dès qu'on les transfère sur le plan de l'ethnie, on risque de parler d'ethnies là où il n'y en a pas, comme entre les Tutsi et les Hutu. Et une fois qu'on parle d'« ethnie », on parle même de « sang » et de « race ». Alors là, on est très mal parti. Je pense que nous n'avons pas intérêt à parler des ethnies en Afrique. On devrait non pas les nier, parce qu'elles font partie de notre richesse culturelle, mais les transcender.

Concrètement, que veut dire « transcender les ethnies » ?

Je veux dire par là qu'on devrait les dépasser pour aller vers d'autres ethnies, parce qu'il y a des rapports trans-ethniques comme la parenté à plaisanterie qui ne se limite pas à une seule ethnie. En plus de la parenté à plaisanterie, des relations économiques solides se sont installées au bénéfice de l'une ou l'autre ethnie. Il faudrait cultiver ces structures interethniques et transethniques positives, parce qu'elles peuvent aider à résoudre des problèmes. Il est évident que la

guerre ne finira jamais si l'on s'entête à ne regarder que les ethnies qui dépassent souvent les frontières nationales. C'est pourquoi j'ai dit que l'union africaine se construira sur de grands travaux. C'est ce que j'ai appelé les « nouvelles pyramides » : au lieu de voir les choses par groupe ethnique et de mobiliser pour se défendre et barrer la route aux autres, il faut envisager des solutions interafricaines comme les Européens l'ont fait pour le charbon et l'acier avec l'Union dite minière dans les années cinquante. Chaque pays n'a pas les moyens pour aller très loin dans le domaine des grandes infrastructures. En revanche, si l'on se donne des objectifs communs, qui nécessitent la mise en commun de toutes les énergies, on mobilise tout le monde pour atteindre des résultats africains qui transcendent le niveau national.

Peut-on mettre fin aux guerres en Afrique ?

Actuellement, je ne pense pas qu'on puisse mettre fin aux conflits africains. Aujourd'hui, dès qu'il y a une petite guerre, c'est tout à fait légitime, on essaie d'y mettre fin. Mais ceux qui essaient de mettre fin à ces guerres, sont souvent ceux qui vendent des armes en sous-main ou bien qui défendent leurs intérêts pétroliers au prix de guerres civiles entre Africains. Les pays industrialisés consacrent au moins un tiers de leurs dépenses à la recherche en armement. À ma connaissance, à l'exception de l'Afrique du Sud, de l'Égypte et du Maroc, tous les pays africains s'approvisionnent en armes à l'extérieur – en Europe, en Russie et aux États-Unis. Les pays riches ont par conséquent une part importante dans les conflits africains. À côté des voies normales de commerce des armes, il y a les voies de trafics souterrains qui remplissent l'Afrique d'armes légères. Surtout d'armes légères, l'Afrique en est bourrée. Les biens les plus précieux de l'Afrique comme le diamant, l'or, l'uranium servent à introduire en Afrique beaucoup d'armes qui sont prises en

charge par les seigneurs de la guerre. Comment contrôler les armes ? De temps en temps, il y a un embargo comme sur le Liberia actuellement, qui empêche le Liberia de recevoir des armes ou de faire le commerce avec le diamant, mais il est impossible de contrôler ce commerce. Le commerce des armes est un élément capital.

C'est le même système qui est en jeu que celui de la créance et de l'endettement : de même qu'il y a des pays endettés en Afrique et des créanciers, qui ont intérêt à récupérer l'argent qu'ils ont injecté, il y a des pays producteurs d'armes et d'autres qui les achètent. Les armes nourrissent la guerre, et la guerre nourrit la production des armes. Les pays industrialisés continuent à produire des armes parce que, sinon, il faudrait détruire les industries d'armement. On continue à traîner des réflexes de guerres alors que les guerres des siècles passés devraient être impensables aujourd'hui. Le sadisme l'emporte sur le raisonnement. La volonté de puissance est une des pulsions fondamentales de l'être humain, mais elle relève plutôt de la bestialité résiduelle qui habite l'être humain.

Que pensez-vous de la constitution d'une force autonome africaine pour la prévention de conflits, le maintien et le renforcement de la paix ?

La question du règlement des conflits au niveau de l'Afrique ne peut se poser que sur la base interafricaine et même panafricaine. La France nous dit : « On va former des gens dans les armées africaines. » Mais, en même temps, elle veut garder le *statu quo* et manipuler les chefs d'État isolément pour qu'elle puisse continuer la bamboula comme avant. La meilleure preuve, c'est que dans le conflit congolais, on découvre de plus en plus l'implication d'une société comme TotalFinaElf, avec tout ce que cela suppose de dessous-de-table. Pendant qu'on vendait des avions et des

mines antipersonnel, on prenait en même temps des engagements avec telle ou telle transnationale, avec tel ou tel dirigeant africain.

Les Africains ont intérêt à régler leurs problèmes eux-mêmes. Cela met en exergue l'influence principale des superpuissances africaines parce que ce sont elles seules qui peuvent entretenir ces armées d'intervention africaine comme la Force ouest-africaine d'interposition (Ecomog). Ces grandes puissances africaines – le Nigeria, l'Algérie et l'Afrique du Sud – ont des responsabilités nouvelles. Je ne sais pas comment elles vont les exercer. Si l'on doit constater que c'est pour un microimpérialisme entre Africains, ce sera très mal parti. Mais si, sans être les gendarmes de l'Afrique, elles arrivent à prévoir, à prévenir ou à contenir des conflits, elles pourront jouer un rôle extrêmement important.

Quel rôle faut-il assigner aux armées dans l'évolution des pays africains vers la démocratie?

Les militaires jouent encore un très grand rôle en Afrique. Ils s'immiscent de manière permanente dans la politique africaine. Je crois que c'est Voltaire qui disait: « Le premier qui fut roi, fut un soldat heureux. » C'est par l'armée que, dans presque tous les pays du monde, les dirigeants sont arrivés au pouvoir. À peu près la moitié des dirigeants africains sont des militaires ou d'anciens militaires. Les militaires sont moins bien placés encore que les civils pour gérer l'État. Normalement, ils devraient obéir aux dirigeants civils. L'armée doit être une armée du peuple et non pas une armée contre le peuple. Il faut éviter que l'armée soit à part, séparée du peuple, vivant comme un kyste au sein du pays. L'armée ne doit pas vivre en autonomie par rapport au bien commun, à la république. Dans la République romaine, tous les grands actes de l'État étaient précédés par la formule suivante: *Senatus populusque romanus* (Le Sénat et le peuple

romain décident). Les chefs d'armée ne faisaient que recevoir les ordres des civils. Historiquement, la subordination du pouvoir militaire au pouvoir politique a été un progrès important. Ce n'est pas pour rien que dans la plupart des pays, c'est l'Assemblée nationale qui vote la déclaration de guerre. Mais une armée républicaine est un trésor pour la démocratie.

Quelle chance donnez-vous à la paix en Afrique?

À mon avis, l'unité africaine est un des antidotes de la guerre en Afrique. Les micronations sont en général portées vers les affrontements parce qu'elles sont elles-mêmes structurellement instables. Dans des unités fragiles, il y a une lutte permanente pour prendre possession du pouvoir. Dans ces conditions, on a vite fait de trouver une petite guerre extérieure pour divertir l'attention des compatriotes. Tandis que si on avait des espaces plus larges, les possibilités de croissance économique seraient plus grandes, les risques d'instabilité se trouveraient amoindris. Ensuite, les ethnies qui sont démantelées actuellement par le partage colonial, se trouveraient moins morcelées qu'aujourd'hui. Ce morcellement est une condition qui dispose à la guerre, car les populations ne se sentent pas bien psychologiquement. En revanche, dans des unités plus larges, elles se retrouveraient dans une situation moins attentatoire à leurs sentiments d'autoréalisation. Le fait de pouvoir se déplacer sans barrières est un élément de solution à une crise potentielle.

Les guerres actuelles ne doivent pas être portées au débit d'une conception africaine de la guerre. Il ne s'agit pas non plus de dire que les Africains ne connaissent pas la guerre. L'évolution de l'Afrique est ponctuée par des guerres comme l'évolution de tous les autres pays. Les guerres africaines sont des guerres minimales à côté des guerres européennes dites mondiales ou par rapport à la guerre de

Sécession aux États-Unis. Néanmoins, il ne faut pas oublier que, partout, les États-nations sont nés dans le sang. Pendant que l'Afrique de l'Ouest vivait dans une phase de paix, au temps de l'empire du Mali, la guerre de Cent Ans sévissait entre la France et l'Angleterre. Regardez aussi l'Italie qui s'est formée en tant qu'État-nation grâce à Giuseppe Garibaldi et au comte de Cavour – mais à travers combien de guerres ? On ne conçoit pas une transformation de l'Europe sans cette succession terrible de guerres. Je veux dire par là que les conflits et les guerres sont une affaire humaine banale, ordinaire, qu'on rencontre dans l'histoire de tous les peuples. Les intérêts en cause sont différents, mais une fois que la guerre est déclenchée, toutes les guerres se ressemblent. Des seigneurs de la guerre ont existé en Afrique depuis longtemps, comme dans tous les pays du monde, par exemple en Chine, au Japon et en Europe.

Je crois que les peuples africains sont en général assez pacifiques. Voyez comment les Africains passent leur temps à se saluer, à se serrer la main. On demande parfois : « Est-ce que tu as passé la nuit dans la paix ? », « Est-ce que tu t'es levé dans la paix ? », « Est-ce que la paix est dans la maison ? », « Est-ce qu'un tel est en paix ? ». Comme dans un exorcisme ou une incantation, on appelle la paix. Les peuples africains, pendant des siècles, ont vécu en cohabitation et généralement sans guerre ou avec de petites guerres dans lesquelles ils utilisaient des armes qui ne pouvaient pas provoquer une destruction massive de vies humaines. La plupart des sociétés étaient structurées avec une mentalité de recherche de paix. Surtout dans les pays où la guerre pouvait mettre fin à l'existence d'une entité sociale ou politique, les gens s'appliquaient à n'aller à la guerre qu'en extrême instance. En plus, les guerres précoloniales étaient des guerres civilisées. Je veux dire par là qu'on ménageait des créneaux à l'intérieur des guerres pour

observer des trêves permettant de continuer la production agricole pour l'année suivante, sans oublier qu'il fallait reprendre les armes après les récoltes. De même, il y avait des codes de conduite: certains actes à l'encontre des femmes ou des enfants étaient proscrits, certaines destructions étaient taboues et les femmes pouvaient se livrer à des rituels (comme le fait de se dénuder) pour conjurer certaines décisions de violence catastrophique. En plus, les missions des médiateurs étaient facilitées et protégées. Ainsi, quand les Français arrivèrent à Ouagadougou, ils ont envoyé un tirailleur sénégalais au roi des Mossi, le Moro-Naaba, pour lui intimier l'ordre de se soumettre. Le roi lui répliqua: « Tu as la chance d'être un envoyé, sinon je te ferais décapiter sur place. » Cet exemple montre que certaines règles de droit international étaient respectées. Et une fois que les Africains avaient réussi à réaliser la paix, ils ne cultivaient pas la rancune, comme le montrent les comportements de dirigeants africains des guerres de libération après la signature de la paix en Algérie, en Guinée-Bissau ou au Mozambique. Cela est bien conforme au dicton: « On ne lave pas le sang avec le sang, mais avec de l'eau. » En effet, il est dit: « S'il y avait quelque chose de bon dans la guerre, dans l'agressivité, les chiens l'auraient trouvé. »

Démocratie et gouvernance

La quasi-totalité des États subsahariens se sont orientés durant la dernière décennie vers des processus de démocratisation soutenus par des politiques de désengagement et de décentralisation. Au plan régional et sous-régional, des efforts d'intégration sont menés. De manière générale, les populations aspirent à plus de démocratie, de transparence, de justice et de mobilité. Mais ces transformations positives s'accompagnent d'évolutions contraires au renforcement des nations africaines et à la promotion économique, sociale et politique des populations. Les coups d'État qui ont affecté plusieurs pays d'Afrique depuis 1999 – Niger, Sierra Leone, Comores, Côte-d'Ivoire – illustrent le difficile enracinement de la démocratie en Afrique. L'État africain vit un problème fondamental de crise de gouvernance. Est-ce que le continent noir souffre d'un déficit de culture politique ?

Je ne pense pas qu'il y ait un déficit de culture politique. Le vrai problème consiste en la manière de concevoir le politique en Afrique. La période coloniale n'était pas une bonne préparation à la démocratie. Le régime colonial était paternaliste et autoritaire, voire totalitaire. Tant que les gens se considéraient comme des sujets et obéissaient, les colonisateurs laissaient l'ancienne organisation des chefs et des royaumes africains en place, quitte à se servir de ces structures pour implanter leur propre pouvoir. Et tous ceux qui gravitaient autour du pouvoir colonial – interprètes, gardes cercles, fonctionnaires subalternes africains – avaient appris

à se comporter non pas comme des représentants démocratiquement élus, mais comme des hommes du pouvoir.

Entre 1956 et 1960, la plupart des pays africains ont accédé assez soudainement à l'indépendance. Les nouveaux régimes ont hérité de ce système autoritaire et brutal. La majorité des dirigeants africains qui ont pris le pouvoir à ce moment n'étaient pas vraiment légitimes. En outre, il n'y a pas eu, à cette occasion, un apprentissage de la démocratie. Pendant la période coloniale, en Afrique francophone, il y a eu des simulacres de pouvoirs démocratiques. Des élections furent organisées pour envoyer des Africains dans les assemblées françaises. Mais c'était une sélection de quelques fonctionnaires qui fut envoyée en France à l'Assemblée nationale, au Sénat, au Conseil de la République. Ils y ont appris certaines modalités de la pratique parlementaire. Toutefois, ils n'étaient pas chargés d'enseigner la démocratie aux « sujets africains », si bien que les régimes indépendants ont passé rapidement du multipartisme au monopartisme. Les dirigeants africains de l'époque avaient peur d'être désarçonnés et ne se sont pas dévoués au multipartisme. Ils ont préféré museler les autres partis, même s'ils ne les supprimaient pas directement. Le monopartisme, dans le cas des pays francophones, a duré jusqu'aux environs du discours de La Baule, après la chute du mur de Berlin. C'est à ce moment que fut introduite la conditionnalité d'une démocratie formelle.

Aujourd'hui, les États se décomposent parce que les programmes d'ajustement structurel ont été imposés avec l'idée fixe que l'État était la forme la moins bonne pour gérer les affaires communes. Il fallait à tout prix que l'État cède la place au privé. Il s'agissait de détruire tout le pouvoir de l'État ou de le diminuer considérablement en transférant au maximum tout ce qui relève de l'État vers des organisations privées ou des structures décentralisées. Tel est le postulat

du néolibéralisme mis en vogue par la Banque mondiale et le FMI. L'État néocolonial a été remplacé par le privé. Mais comme le privé africain n'est pas implanté solidement, la suppression de l'État en Afrique a laissé un vide considérable. L'État, en fait, n'est remplacé par rien ; les gens ont perdu l'habitude de l'État africain traditionnel et ne se sont pas approprié l'État moderne du type colonial. C'est un grand déficit qui, en réalité, ouvre la voie à une sorte de chaos qui n'existe nulle part ailleurs. Ce vide est rempli par les plus riches et ceux qui se sont hissés au pouvoir. Alors, l'État-nation ne signifie rien pour nous, l'État africain n'est même pas une réalisation véritable de l'État-nation, c'est un avatar, une séquelle du système colonial.

*Quelles sont les généralités et les particularités de la démocratie ?
Y a-t-il des éléments spécifiquement africains de la démocratie ?*

Les principales références de la démocratie sont la participation maximale des différentes catégories de la population, la limitation et le partage du pouvoir ainsi que la solidarité. Ces références sont universelles. Elles existaient sous des formes variées selon les pays et selon les structures mises en place par les peuples africains, que ce soit des royautes, des empires, des systèmes du type patrimonial et clanique ou des démocraties du type villageois. Dans toutes ces catégories d'organisation du pouvoir, avec ou sans État visible, il y a en Afrique un effort pour la limitation, le partage du pouvoir, la participation et une certaine solidarité consistant en des dons et des contre-dons. Il y a à la base du système africain une puissante organisation autogestionnaire par les peuples eux-mêmes.

La gestion du bien commun existait en Afrique, comme je l'ai dit antérieurement, sous le vocable de *forobà* (en langue dioula), qui représente la conception africaine de « la chose publique » (*res publica*). La démocratie de base

existait sous le couvert de structures villageoises avec la représentation des différentes familles. Celles-ci se réunissaient régulièrement, soit à travers le groupe des dirigeants de ces familles – les aînés ou les doyens – afin de discuter tous les problèmes concernant le village, soit sous le couvert d'une chefferie importante ou d'un royaume. Toutefois, à la base, il y avait toujours cette autonomie paysanne et villageoise. Elle était le fondement le plus caractéristique de l'autogestion africaine. Au niveau supérieur, les chefs et les rois étaient entourés par des conseils d'anciens, représentant les différents clans ou les différentes ethnies présentes dans le village ou la ville.

Sur le plan villageois, l'essentiel était de communiquer, de mettre devant tout le monde les problèmes communs: s'il fallait recevoir des étrangers et leur donner des terres, déclarer la guerre à tel autre village pour telle ou telle raison, comment il fallait s'organiser au sein du village, etc. Chacun devait se prononcer sur le problème mis sur le tapis. Les plus anciens ou les plus autorisés prenaient la parole en dernier lieu pour faire une synthèse et choisir la décision la meilleure, la plus conforme à l'expression des uns et des autres. Les décisions prises par consensus s'imposaient à tous. À tous les niveaux, l'Africain était avant tout un être social. Toutes les étapes de la vie étaient marquées par des réunions. C'est pour cela qu'on a parlé du débat permanent africain qui était instauré sous les arbres – la palabre – où chacun avait non seulement la liberté d'expression mais l'obligation de s'exprimer.

Les formules de participation étaient extrêmement nombreuses. Avant de se rendre sur le lieu de la délibération, la famille s'était concertée pour donner son opinion. Et très souvent, les femmes avaient été consultées avant que le chef de famille ne quitte sa maison pour se rendre au lieu de la palabre. Parfois, la discussion était renvoyée pour per-

mettre d'aller consulter les femmes ou les vieillards à la maison. Une palabre pouvait durer des jours, voire des semaines ou des mois, parce que le principe était d'arriver au consensus maximal. On préférait renvoyer les débats dix ou vingt fois plutôt que de trancher et d'installer une contradiction grave dans le village ou dans la société. La démocratie n'existait pas sous la forme d'assemblée nationale où l'individu était représenté par des élus désignés par un vote. On s'exprimait par groupe. Les esclaves de la couronne, par exemple, qui étaient parfois des grands dignitaires militaires, avaient un droit de parole à l'instar des princes qui dirigeaient l'armée.

Sur ce plan, je pense que le pouvoir était amplement distribué. On disait que plus le pouvoir est partagé, plus il grandit. Le pouvoir était comparé à un œuf : si tu le serres trop fort, il se casse entre tes mains ; si tu ne le tiens pas suffisamment ferme, il peut glisser de ta main et se casser aussi. Alors, il fallait exercer le pouvoir ni avec trop de sévérité ni avec trop de laisser-aller. C'est une image profonde qui compare le pouvoir à quelque chose de très précieux comme l'œuf qui porte un germe : la vie. Et, effectivement, celui qui est au pouvoir détient la vie des gens.

Nous ne faisons pas du romantisme rétrospectif. Il y eut des tyrans en Afrique, et il y en a toujours. Mais nous voulons retenir les pépites, non les bas morceaux de notre patrimoine socioculturel. L'État africain traditionnel était une instance de gestion du bien commun et des décisions prises pour le compte de toute la cité, de tout le royaume. Il a été détruit, écrasé par la colonisation et, dans le meilleur des cas, remplacé par de nouvelles formes de régimes démocratiques auxquelles les Africains n'étaient pas habitués et dans lesquelles ils ne pouvaient pas se reconnaître ni se mouler comme on le fait dans les pays européens.

Vous dites que contrairement aux idées reçues, nombre de formations sociales et politiques en Afrique avaient atteint le niveau d'un gouvernement de droit, surtout dans les communautés villageoises. Selon vous, la colonisation s'analyse comme une rupture dans la gouvernance africaine. Comment les minorités étaient-elles traitées dans les sociétés traditionnelles ?

En fonction du sujet, il y avait la notion de minorité compatible et incompatible. S'il s'agissait d'un sujet extrêmement grave – par exemple l'accusation de sorcellerie –, on demandait à l'intéressé de quitter le village. S'il s'agissait d'un thème mineur, cela n'empêchait pas les gens de continuer à cohabiter.

Je voudrais ajouter un autre aspect qui garantissait le pouvoir populaire en Afrique. C'est le fait que l'écriture n'était pas répandue en dehors des villes du Sahel soudanais ou de la côte orientale. Car c'est à travers l'écriture que le pouvoir se concentre et qu'on s'oriente vers des structurations plus fortes. Or, à défaut d'écriture, on discutait de tout et tout le monde pouvait discuter. Il n'y avait pas de pouvoir exclusif réservé aux scribes et aux mandarins.

Un concept central de l'État de droit, c'est celui, pour les élites politiques dirigeantes, d'être comptables devant les citoyennes et les citoyens. Or, les élites africaines de l'indépendance ont repris les structures de l'État et dans bien des cas ont poursuivi des objectifs personnels. Il en est résulté une classe politique et une administration plus enclines à se servir qu'à servir. Comment voyez-vous les élites africaines au pouvoir ? Quels sont les mécanismes de contrôle de l'élite politique qui existaient dans l'Afrique précoloniale ? Comment ceux-ci peuvent-ils être exploités positivement aujourd'hui ?

Aucun État africain n'est capable de faire respecter le bien commun. L'État ne transcende pas les intérêts particuliers au point de faire respecter le bien commun par toutes les

citoyennes et par tous les citoyens. L'État en Afrique est très souvent un État patrimonial. Si celui qui est à la tête de l'État prend tous les biens publics comme biens patrimoniaux, c'est comme si l'État disparaissait purement et simplement. Ce qui caractérise certaines élites politiques, c'est l'esprit d'irresponsabilité. Le dirigeant européen du temps colonial était quelqu'un de très dur qui exigeait la discipline des Africains. Malgré cela, il se considérait comme responsable des populations sous ses ordres. C'est ainsi que le commandant de cercle devait répondre de ses actions devant le gouverneur. Le gouverneur de territoire devait répondre de ses actions vis-à-vis du gouverneur général de la Fédération. En revanche, nombre de dirigeants africains ont pris le pouvoir en abandonnant cette idée de responsabilité qui existait traditionnellement aussi chez les dirigeants africains. Les chefs d'État ont une tendance à vouloir diriger sans répondre de leurs actes.

Sur ce plan, il est utile de préciser la notion de responsabilité du pouvoir africain traditionnel. Un dicton africain déclare : « Ce n'est pas le roi qui a la royauté, c'est la royauté qui a le roi. » Le pouvoir en Afrique était largement partagé entre différents groupes qui entouraient le chef ou le roi. On faisait comprendre au roi, avant d'être investi, qu'il devait régner au profit du peuple. Le roi, dans la plupart des cas, prononçait des serments et s'engageait solennellement, au nom de ses ancêtres, à travailler pour la population et à ne pas commettre des abus, des actes de vol, de détournement de femmes, etc. Un contrat liant le roi et sa population par un engagement réciproque était souvent conclu, par exemple en pays ashanti.

Le roi lui-même était sous la surveillance d'un certain nombre de pouvoirs partiels, par exemple ses conseillers ou les griots. Ainsi, dans le système des royaumes yoruba au Bénin, les grands conseillers du roi avaient le pouvoir de sanctionner. Quand ils voyaient que le roi avait fauté ou qu'il

se comportait de façon autocratique, ils lui envoyaient des œufs de perruche pour lui donner l'ordre de se suicider. Les griots de leur côté exprimaient au roi les idées et les critiques de la population. Ces critiques ne pouvaient pas être formulées par n'importe qui; seuls les griots avaient le droit, traditionnellement, de s'exprimer avec beaucoup de liberté devant le roi. Ces propos prenaient la forme de proverbes ou de contes qui laissaient entendre clairement que le roi était visé, mais en évitant de lui faire perdre la face devant toute l'assistance. Elles devaient être prises au sérieux, tout le monde comprenait ce qui avait été dit. Même si ce n'était pas à travers des commentaires injurieux à l'égard du roi, tous les adultes comprenaient et prenaient acte.

Toute une panoplie de rituels mettaient en garde le roi et lui montraient qu'il devait exercer ses fonctions en toute responsabilité. D'ailleurs, chez les Mossi, le candidat à la chefferie se présentait dans le plus simple appareil avant qu'il ne soit désigné ou investi. Il portait un petit pantalon, avait le buste nu et son corps était couvert d'une peau de mouton. Cela signifiait qu'au départ, le roi était dépouillé de tout; il arrivait sans rien au pouvoir et devait se comporter sans s'enrichir sur le dos de ses sujets. Le roi devait être soumis aux devoirs et aux contraintes de son nouvel état; ses obligations lui étaient rappelées à chaque grande cérémonie ou « salutation ».

Ce qui est très caractéristique actuellement chez les dirigeants africains, c'est que l'idée d'avoir à rendre compte à des instances – une idée qui était très forte pendant la période précoloniale et au temps colonial – a souvent disparu. Dans ce cas, ces élites sont légales, la plupart du temps, parce qu'elles fonctionnent en conformité avec les lois, mais elles ne sont pas légitimes. Selon moi, une élite devrait être au-dessus du commun des gens du point de vue juridique, mais aussi au plan éthique et moral qui fonde la

légitimité. Toutes ces qualités manquent à bon nombre de nos dirigeants africains d'aujourd'hui; dans ce cas, il faut leur dénier la dénomination d'élite. Souvent, les dirigeants africains arrivent au pouvoir alors qu'ils sont loin d'être fortunés. Ils se servent du pouvoir pour accumuler des biens de toutes sortes – par une mainmise sur les terrains et terroirs, par des opérations frauduleuses à l'occasion de l'attribution de marchés publics, par la récupération de commissions importantes, il y a mille manières de s'enrichir. Une complicité plus ou moins mafieuse s'établit ainsi entre les dirigeants politiques et les opérateurs économiques. C'est au niveau de la famille des dirigeants politiques et de leurs proches en tant que prête-noms que les avoirs économiques sont accumulés.

Il en résulte qu'on n'a pas encore une tradition comme en Afrique précoloniale: des gens qui assument à l'égard de la population une responsabilité réelle et qui se considèrent comme au service d'un collectif. L'un des grands défauts de l'Afrique est de n'avoir pas d'élites indépendantes jouissant de moyens financiers qui leur garantissent une autonomie par rapport au pouvoir politique; il n'y pas de bourgeoisie ou de classe moyenne constituée. Même les élites intellectuelles s'alignent souvent sur la position du pouvoir politique et économique. À cause du népotisme et/ou de la corruption, la direction des États africains ne peut pas assumer correctement sa responsabilité à l'égard des intérêts des couches majoritaires de la population.

Dans ma compréhension d'un État de droit, l'idée de multiplier la responsabilité me semble très importante. Dans le terme de responsabilité, il y a une idée double: c'est à la fois la responsabilité des citoyens d'inventer ou de décider et c'est le fait de rendre compte. Quand on multiplie les instances de biens communs, on multiplie la participation, la responsabilité des citoyens. Il y a des niveaux dont l'État n'a

pas à se mêler. C'est la gestion directe par les citoyens d'un certain nombre d'intérêts, de biens, de services, de valeurs qui fait que chacun donne la mesure de sa propre créativité, sans être habité par la peur de n'être pas conforme à un supérieur hiérarchique. Le concept de responsabilité à double dimension permet de garantir la bonne gouvernance.

Face à l'échec de l'État postcolonial, le grand rêve des États-Unis d'Afrique resurgit à nouveau. Peut-on penser un nouveau modèle d'État multinational, fédéraliste, fondé sur un pacte social et démocratique et ancré dans les traditions du continent ? Comment peut-on repenser l'État à partir de la nature plurinationale des sociétés africaines ?

Les royaumes et les empires étaient fondés sur la division du travail entre des autorités territoriales et thématiques. Par exemple, dans l'empire du Mali, un ministère s'occupait des étrangers, un autre des impôts et un troisième des affaires religieuses. En même temps, ils avaient une responsabilité territoriale. Dans cette fonction, ils supervisaient les détenteurs du pouvoir administratif au niveau provincial. Les chefs des armées, les gouverneurs des différentes provinces étaient des ministres du roi. Ils ne dirigeaient pas directement leur territoire, mais servaient de pont vers les dirigeants dépendant du roi dans tel territoire. Les chefs de canton, quand ils venaient voir le roi mossi, passaient nécessairement par un ministre qui les hébergeait. Ce ministre avait donc une sorte de tutelle, mais pas le droit de traiter directement les problèmes de ces cantons. Le chef de canton était un prince, alors que le ministre, bien que proche du roi, n'était pas de la famille royale. Les ministres autour du roi avaient la prérogative d'introduire les chefs de canton auprès du roi. Au royaume du Mali, l'empereur ne s'occupait pas de traiter les problèmes du village, sauf si c'était un village d'orpailleurs. Dans les cantons, appelés *kafou*, il y avait

un système de gouvernement autonome ou tributaire d'une principauté supérieure. Certaines petites royautes relevaient directement de l'empire aussi. Autour de la capitale, c'était le territoire directement gouverné par l'empereur lui-même avec toute une série de fonctionnaires strictement organisés et la fiscalité bien structurée d'un État de type moderne.

Cette formule de subdivision du pouvoir au plan territorial comme sur la base des secteurs d'activités, était une sorte de « modèle » du système africain. Dans l'empire du Mali, il y eut des rois de différents comportements ou tempéraments. Mais l'idée de base, c'était de distribuer le pouvoir au maximum pour que chacun en ait un morceau et se sente partie prenante. Je crois que c'est cela qui a permis à ces systèmes de traverser les siècles pendant aussi longtemps. D'ailleurs, ces systèmes d'organisation raffinée du pouvoir n'avaient rien à envier aux organisations les plus sophistiquées dans d'autres parties du monde. En France, au temps de Louis XIII et de Louis XIV, les grands ministres de l'époque étaient aussi des bourgeois, non pas des princes. La formule du système fédéraliste est bien indiquée pour ce type de pouvoir politique couvrant de vastes espaces. Mais c'étaient de véritables États de droit. « C'est la royauté qui a le roi » équivaut à une règle constitutionnelle qui oblige le roi à se plier à une norme supérieure à tous. L'idée de base intégrait à la fois la régionalisation, le fédéralisme et la décentralisation.

Quelle place a-t-on réservée aux différentes ethnies dans cet État fédéraliste traditionnel?

Ce type de fédéralisme africain incluait aussi les ethnies et les groupes sociaux qui parlaient des langues différentes. Chez les Akan, au Ghana, il était interdit d'évoquer le statut d'esclave des affranchis. C'était une façon d'inclure cette catégorie sociale, sans référence ultérieure au passé. En

général, la place qu'on a réservée aux différentes ethnies dépendait du prince au pouvoir. Des ethnies minoritaires au départ ont créé et dirigé des empires. Rarement, mais parfois, les exactions et persécutions prirent une coloration anti-ethnique. Par exemple, le roi Sony Ali Ber, un Sonraï, qui fut l'un des premiers empereurs de l'empire du Gao, a été très dur vis-à-vis des Peul. On dit qu'il les a tellement décimés que les rescapés pouvaient tenir à l'ombre d'un seul arbre.

Cependant, le processus usuel en Afrique, c'est la liberté concédée à toutes les ethnies au sein d'un même empire. Les empires et les royaumes ont réuni des ressortissants de différentes ethnies. Il y avait, bien entendu, des phénomènes d'inclusion qui pouvaient aller jusqu'à l'inclusion culturelle et politique – l'objectif étant de réaliser l'homogénéité à l'intérieur du royaume. Ce fut le cas des Mossi qui constituèrent au fil des siècles quatre principaux royaumes ethniques construits à partir de populations autochtones. Actuellement, le royaume mossi est composé d'une seule ethnie qui elle-même est le résultat de l'inclusion d'une série d'ethnies préexistantes dont certaines ont survécu comme esclaves. Les peuples autochtones avaient intérêt à renoncer à leur langue. Quand vous parliez la langue du roi, vous aviez plus de chance de bénéficier de certains droits, par exemple au tribunal. Au royaume mossi, il y eut aussi une sorte d'attraction par la guerre et par les mariages des peuples vers le peuple dominant, de sorte que ce modèle mossi d'intégration maximale et d'homogénéisation des peuples sous la coupe d'un seul roi est différent du modèle malien du Gao. Encore que les mariages avec les autochtones ont fait que de nombreux rois ou chefs mossi étaient en fait des « métis » (Oubri, Naaba Kango, etc.). L'empire du Gao, lui, était tellement vaste qu'il ne pouvait pas être contrôlé par une seule ethnie. Bref, le modèle malien est véritablement caractéristique de ce que les Africains ont fait

de mieux en matière de structuration territoriale, juridique, politique et culturelle en Afrique de l'Ouest pour marier le pouvoir central avec les exigences de type fédéral et l'autonomie des bases et des marges.

Qu'est-ce que la citoyenneté dans un État multinational et fédéraliste ?

Les Africains peuvent se réclamer de plusieurs types de citoyenneté. Chaque citoyenneté avait, pour ainsi dire, son cadre, son terroir, ses groupes de gestion et d'autogestion. Ainsi, tous ceux qui appartenaient au royaume du Mali, avaient une sorte de citoyenneté malienne. Quand les gens se déplaçaient, on les repérait comme des ressortissants du Mali. À partir du dernier village appartenant au Mali, on regardait ceux qui venaient d'ailleurs comme appartenant à d'autres entités. Les ressortissants du Mali étaient des Mandinka. Ce terme désignait à la fois celui qui venait du pays mandingue et le ressortissant de l'empire du Mali. Partout en Afrique, la référence à la grande famille, au village, au quartier, au canton compte beaucoup. Quand un Africain demande à quelqu'un : « Qui es-tu ? », il veut savoir à quel groupe vous appartenez, d'où vous venez, quelle est votre identité collective et sociale et, partant, comment l'on doit vous traiter. Quand les Mossi disent *buudu*, cela signifie l'« origine », l'« extraction ». C'est la référence au point de vue socioculturel. Chez les Sanan, un autre peuple du Burkina Faso, le mot *torrow* signifie la même chose : c'est le socle originel.

Ce sentiment d'appartenance à plusieurs sphères désigne la citoyenneté en Afrique. Je propose donc un système pyramidal de citoyennetés : la citoyenneté locale, la citoyenneté fédérale et la citoyenneté régionale. Ce dispositif traditionnel peut être pris comme un modèle pour l'avenir de nos pays. Il permet à la fois de constituer des espaces immenses

– subcontinentaux, continentaux ou transcontinentaux –, et de se replier dans l'espace périphérique et basique, où il y a une autonomie de gestion. Aujourd'hui, les technologies de pointe de la communication permettraient à la fois l'espace maximal et l'espace minimal, puisqu'il est possible de se joindre immédiatement et de créer un sentiment d'appartenance à ces différents étages. Il faut profiter de cette rencontre entre l'option africaine de citoyenneté et les capacités des technologies ultramodernes.

Sur quelle base linguistique cet État multinational et fédéraliste devrait-il se constituer? Quelle place accorder aux langues nationales?

Il faut lever une équivoque: on a l'impression que l'Afrique est partagée seulement en trois grands morceaux – les anglophones, les francophones et les lusophones. Cependant, on ne peut pas constituer l'Afrique fédérale et multinationale sur cette base. On ne peut pas, par exemple, constituer un État fédéral uniquement entre pays francophones, sur la base de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). Cela ferait fi de la réalité africaine multiethnique, avec des ethnies qui chevauchent les frontières de la francophonie! Par exemple, l'arabe est aussi omniprésent.

Il faut donc savoir pour le compte de quelle entité ou identité on travaille. Si c'est vraiment pour l'identité africaine, on ne peut pas, malgré tout, établir le multiethnique et le multinational sur la base de langues étrangères. Il est évident que, en Afrique francophone, le français n'a pas assuré une mainmise sur la majorité de la population. Les gens utilisent le français comme un instrument, mais leur identité profonde réside dans le fait qu'ils appartiennent à telle ou telle ethnie africaine. On ne peut donc pas établir un État fédéral sur la base d'une langue étrangère, en divi-

sant les ethnies qui se trouvent dans les pays anglophones, lusophones ou arabophones voisins.

Pour repenser l'État à partir de la nature plurinationale des sociétés, il faudrait, à mon avis, revenir à l'alphabétisation et à la scolarisation dans les langues maternelles africaines. Cela donnerait place à l'identité de chacun. Un État, une nation fédérale, qu'est-ce ? C'est avant tout des objectifs à atteindre, y compris au niveau des langues. En Afrique, on ne peut pas installer un État fédéral avec une trentaine de langues. Mais, en réduisant leur nombre à trois principales langues, on peut souvent couvrir 80 à 90 % de la population. Si les coûts de cette stratégie sont très lourds, les gains sont incommensurables.

On appelle nos pays des pays francophones, anglophones ou lusophones malgré le fait que jusqu'à 70 ou 80 % des populations ne parlent pas ces langues. 80 % de la population sénégalaise parle le wolof. Pourtant, on ne dit pas que le Sénégal est wolofophone mais francophone. À mon avis, c'est un abus de langage. Mais il y a des pays qui pourront fournir des modèles ou des voies. En Afrique du Sud, par exemple, il y a une scolarisation dans diverses langues, en anglais aussi bien que dans les langues nationales. Ces langues, qui jouent un rôle transversal à travers les différentes ethnies et pays de la région, pourront servir de base pour le fédéralisme en Afrique australe.

Le problème des langues est fondamental parce qu'il touche à l'identité des peuples. Et l'identité est nécessaire pour le développement comme pour la démocratie. Les langues touchent aussi à la culture, aux problèmes de la nation, à la capacité d'imaginer, à la créativité. Quand on répète dans une langue qui n'est pas originellement la sienne, on a une expression mécanique et mimétique de soi, sauf exceptions. (Mais gouverne-t-on pour les exceptions ?) On ne fait qu'imiter. Alors que quand on s'exprime

dans sa langue maternelle, l'imagination est libérée. Je suis persuadé que le fédéralisme irait beaucoup plus vite si on l'établissait sur la base des langues africaines. Le haoussa, le bambara, le dioula, ce sont des langues-ponts qui existent déjà. Le dioula est parlé dans au moins huit pays de l'Afrique de l'Ouest, le haoussa dans au moins quatre ou cinq pays, dont le Nigeria, qui fait largement la moitié de la population de l'Afrique occidentale. Les passages linguistiques entre les différentes régions de l'Afrique de l'Ouest aideraient tous ces pays à se constituer plus rapidement. Si, dès les « indépendances » en 1960, on était parti sur ces bases, on aurait des structurations sociopolitiques extraordinaires et un fédéralisme extrêmement original. Mais on a fait une sorte de fuite en avant, en s'installant dans le *statu quo* néocolonial.

Cela dit, il est impensable et impossible de rejeter les langues imposées par la colonisation parce que objectivement, elles ont été intégrées dans notre patrimoine culturel, elles unissent des peuples africains entre eux et avec la communauté internationale. Les langues nous font accéder à des gisements fabuleux de cultures et d'histoire qui sont des portes incontournables pour entrer dans le monde contemporain. À condition de sortir du statut de colonisés et qu'on ne nous oblige pas à laisser nos propres langues au vestiaire ou dans la poubelle du monde moderne. De nombreuses expériences d'Europe et d'Asie peuvent nous inspirer.

Un des arguments utilisés contre l'introduction et la propagation des langues africaines dans le système scolaire africain est de dire que cela favoriserait l'ethnisme et le régionalisme. Que pensez-vous de cette objection ? Peut-on éviter que les langues nationales ne servent de prétexte à un multipartisme ethnique ?

Une opposition peut en effet être liée à l'enjeu des langues, comme on l'a vu en Afrique du Sud avec la formation nationaliste zouloue, l'Inkatha Freedom Party (IFP), dans la région du Kwazulu-Natal. Mais c'est très dangereux de laisser fonder des partis d'opposition sur des bases purement linguistiques. Il ne faut pas non plus rejeter le multipartisme parce qu'il fragmenterait le pays, en faisant correspondre un parti à une région ou à une ethnie. Il faut corriger une éventuelle tendance à l'ethnisme par des facteurs comme l'éducation civique et la conscientisation politique en général à travers les médias. On doit faire en sorte que les gens deviennent tributaires d'une façon de penser et d'une ligne idéologique beaucoup plus que d'une affinité linguistique ou ethnique.

Le multipartisme reste valable bien qu'il ne soit pas souvent fondé de la même manière qu'en Europe, où, historiquement, les partis se sont fondés sur des classes sociales. Les pays où la scolarisation est avancée et où les gens peuvent avoir accès à une plate-forme idéologique, sortent très vite du multipartisme ethnique ou régionaliste. Les Africains sont très tolérants sur le plan ethnique. On peut facilement dépasser l'ethnie pour aller vers des options programmatiques et politiques. Je prends mon cas par exemple : je dirige un parti multiethnique. À aucun moment, je n'ai senti qu'on minimisait mon autorité parce que j'appartiens à une ethnie minoritaire. Je suis le leader du parti, élu par des gens venant de toutes les régions. Mais il y a d'autres partis où le problème se pose davantage, parce que la référence à l'idéologie est moins forte. Plus le programme s'impose à l'ensemble des militants et plus l'accent est mis sur la formation, plus le risque de la dérive ethnique diminue. Quand il n'y a pas de programme, cela laisse toute la place à l'ethnie et à la région.

Dans la plupart des pays africains, les chefs coutumiers craignent que la refondation de l'État ne porte atteinte à leur autorité. Quelle place faut-il accorder aux autorités traditionnelles dans un État multinational?

Dans la plupart des cas, les colonisateurs se sont appuyés sur les autorités traditionnelles en leur laissant une sorte d'autonomie et en s'en servant comme intermédiaires entre la nouvelle autorité coloniale et les populations. C'est le *indirect rule* des Anglais. Il a été pratiqué partout où il y avait des autorités traditionnelles capables d'assumer la responsabilité de gérer leur peuple sous la direction du pouvoir colonial.

En ce qui concerne la place à accorder aux autorités traditionnelles, il est évident qu'on se trouve ici en face d'une sorte de contradiction, puisque l'État moderne n'est pas un État féodal. Or, le système traditionnel est un système de type féodal qui considère que les populations sont composées de sujets du chef; la structure des chefferies n'admet pas que tous soient des citoyens égaux. C'est pourquoi je crois qu'il y a une incompatibilité théorique entre cette chefferie traditionnelle et la République. Il n'est pas question de considérer les citoyens comme des sujets. Le chef n'a pas d'attributions et de légitimités modernes qui soient différentes des légitimités que le pouvoir de l'État moderne peut lui conférer. Les chefs ont bien compris que leur autorité était mise en jeu par les instances démocratiques républicaines, et que s'ils se tenaient purement et simplement à l'écart, ils étaient à la merci de n'importe quelle loi qui pouvait les marginaliser ou les exclure.

Cette représentation de la chefferie traditionnelle dans les institutions républicaines est-elle spécifique au Burkina Faso? Comment la situation se présente-t-elle dans d'autres pays africains?

Je crois que c'est partout la même chose, à moins que dans certains pays il n'y ait une prise en compte des chefs

traditionnels par l'État, avec une rétribution donnée aux chefs leur permettant de garder leur statut et un certain niveau de vie en tant que chefs ainsi que certaines attributions comme auxiliaires de la justice et de l'administration par exemple. Du point de vue d'un État de droit, il y a là un problème d'intrusion ou d'inclusion du système traditionnel dans le système républicain et démocratique. Beaucoup de paysans considèrent un chef, qui se présente en tant que candidat aux élections législatives, non seulement comme leur chef concitoyen, mais surtout comme leur chef traditionnel. Ainsi, lors des élections, il est arrivé que des chefs s'installent sous les grands arbres à côté du bureau de vote, entourés de leur cour, se présentant à la fois comme candidat démocratique républicain et comme chef de leur village ou de leur région. Certains chefs essayaient de contrôler les votes de leurs concitoyens qu'ils considéraient comme leurs sujets en disant: « Moi, j'opte pour tel candidat. » Le chef, dans ce cas, ne peut pas être à égalité avec les autres candidats qui sont considérés par les paysans comme des sujets du candidat qui est chef. En somme, si le chef n'obéit pas à la loi, c'est un souverain qui fait semblant de solliciter les suffrages du peuple souverain! Dans ce cas, il faudrait aller jusqu'à des sanctions pour démontrer aux gens que le chef n'est pas au-dessus de la loi. La loi est la même pour tout le monde, par conséquent, il faut agir conformément à la loi.

Quelle solution peut-on envisager? Est-ce qu'on peut résoudre la contradiction entre les chefferies et les institutions républicaines?

Oui. Mais nous n'avons pas intérêt à liquider la chefferie traditionnelle, à condition qu'elle accepte de se soumettre aux lois de la République. Beaucoup d'expressions culturelles, esthétiques et religieuses dont on ne peut se passer, sont liées à la chefferie. On pourrait parler de la musique des Mossi, qui est liée à la chefferie, de même que les habillements des

griots et des tambouriniers. On ne peut pas détruire cela et croire qu'on pourra garder le patrimoine culturel tel qu'il est. On a donc intérêt à conserver la chefferie, mais pas comme chefferie du XVIII^e siècle, bien que certains de ses principes de bonne gouvernance puissent éventuellement inspirer des législations même démocratiques.

Que faire alors ?

Si on enlève aux chefs toute autorité et qu'on les rabaisse au point que les gens soient amenés à les mépriser ou à les considérer comme peu de chose, tout ce qui entoure la chefferie risque de disparaître. La meilleure solution, c'est de faire comprendre aux chefs qu'il y a une bonne nouvelle : un *New Deal* dans lequel les chefs sont obligés de se soumettre au concept d'égalité devant la loi. Il n'est plus question de régime féodal, mais de régime démocratique où on ne peut pas obliger des citoyens comme on obligeait les sujets. Si les chefs acceptent cette norme, on doit leur attribuer des fonctions pour la promotion de la culture dans leur domaine. Surtout, on doit leur manifester une déférence et tolérer, pendant une certaine période, que les populations leur témoignent leur respect par des attitudes et des comportements qu'on ne s'attendrait pas à voir de la part d'un citoyen à l'égard d'un autre citoyen. Quand on voit les paysans mossi se prosterner, s'accroupir, s'agenouiller devant leur chef, on pourrait se dire qu'il faut supprimer tout cela. Toutefois, cela ne pourra pas disparaître aussitôt, car ce serait une perte pour l'ensemble du pays, un vide sans substitution. On ne peut réaliser des monarchies constitutionnelles très démocratiques comme aux Pays-Bas, en Belgique, au Danemark ou en Norvège.

Mais on peut intégrer les chefs dans des structures de type consultatif, ou bien ils peuvent s'insérer, à titre individuel, dans des structures délibératives comme le Parlement. Mais le moule général, c'est la République. Les chefs sont

des gens qui peuvent être extrêmement utiles, parce qu'ils connaissent la société; ils peuvent donner des conseils, non seulement pour mieux comprendre cette société, mais l'amener à obéir à des décisions prises dans le cadre de l'État. Je pense qu'il y a un équilibre à trouver. Pour ce qui concerne la gestion de la terre, on devrait tirer parti de la disposition traditionnelle dont j'ai parlé plus haut, et faire en sorte que les chefs de terre soient requis et utilisés dans certains domaines et les chefs politiques dans d'autres domaines. Mais on devrait garder cette division du travail telle que la tradition l'avait conçue dans les villages: le chef politique n'a pas à se mêler des problèmes de gestion des terres. Par ailleurs, les chefs en tant que tels ne peuvent pas officier comme membres de la société civile s'ils sont militants d'un parti ou clients abonnés aux miettes du pouvoir.

Comme beaucoup de pays africains, le Burkina Faso a un système présidentiel. Quel effet un tel système a-t-il sur le Parlement? Quelles expériences avez-vous faites à ce sujet, en tant que député de l'Assemblée nationale?

Le Parlement devrait être beaucoup plus proche de la population que le pouvoir exécutif. Les députés sont élus par le peuple, ils ont normalement des racines dans le peuple. Mais la réalité est souvent différente. Au Burkina Faso, par exemple, pendant la deuxième législature (1997-2002), le Parlement était dominé par un parti unique de fait qui totalise 103 sur 111 députés. Dans ces conditions, les députés n'ont pas de ligne, ils appartiennent pratiquement au parti. Et comme le parti n'a presque pas de ligne non plus, le pouvoir « se monarchise » de plus en plus. Il y a donc un processus négatif: au lieu d'avoir un multipartisme qui assure l'expression plurielle de la volonté politique du peuple, il y a un monopartisme de fait.

C'est un monopartisme qui assure un pouvoir personnel au président. Dans un système de ce genre, vous êtes choisi par cooptation. Une fois que vous êtes député au Parlement, vous entrez dans le groupe privilégié qui s'assure tous les avantages du pouvoir. Ce groupe constitue des clientèles autour de chacun de ses membres en redistribuant tous les avoirs qui dépendent du pouvoir. Dans ces conditions, les députés au Parlement ne peuvent pas jouer un rôle d'équilibre du pouvoir au profit de leur parti. Au contraire, ils sont là pour augmenter autant que possible les éléments de leur pouvoir. Leur formule, c'est de tout prendre. Ce n'est plus de la démocratie, c'est de la cooptation pour une poignée d'aristocrates de la politique. Un tel Parlement ne peut vraiment pas contribuer à la fondation de l'État de droit. D'autant plus que le président a le pouvoir constitutionnel de recourir au référendum et de dissoudre l'Assemblée nationale.

Ce que vous décrivez là, ce sont les excès d'un système de domination qui transfère entre les mains du président un pouvoir quasi monarchique. L'opposition a-t-elle une chance dans un tel système ?

J'estime que l'opposition doit être très soutenue dans les pays africains. On doit lui apporter une aide parce qu'elle est aussi nécessaire à la démocratie que le pouvoir. Il est évident que, sans opposition, on ne peut pas parler de démocratie. Cependant, il faut que ce soit une vraie opposition, que ce ne soit pas un groupe antagoniste qui vise simplement à l'alternance sans penser à l'alternative. La démocratie implique le fait d'offrir un choix au peuple; c'est à lui de profiter des possibilités ou non de changer de menu, si je puis dire. Le peuple doit observer les uns et les autres, voir ce qu'ils proposent au menu et attendre le moment propice pour se donner comme dirigeants ceux qui peuvent lui offrir un autre menu. Si les élections ne donnent pas une possibi-

lité de choisir entre plusieurs choses différentes, ce n'est pas la peine de les organiser.

C'est tragique, ce qui se passe en Afrique actuellement, où l'Union européenne se satisfait parfois d'un multipartisme de façade. Je crois que cela va dégoûter les jeunes du militantisme partisan. On encourage des pratiques qui menacent la démocratie. Alors que si on favorisait un vrai multipartisme, le peuple, au moment des élections, pourrait se dire : « Nous avons suivi telle équipe, elle fonctionnait sur telle base. Nous constatons que ça ne va pas. Elle nous trompe. Nous allons choisir une autre formule, un autre menu. » C'est ça, la souveraineté du peuple. Sans être idéaliste, c'est cela le principe.

Je crois que seule une vraie opposition peut ouvrir la voie à cette problématique de l'exercice de la souveraineté par le peuple. En dehors de cela, c'est de la mythologie, des apparences, de la parodie. C'est du cinéma où le scénariste, le réalisateur, le producteur, le script, les grands acteurs et même les figurants sont très loin du peuple : c'est une farce tragique ! En Afrique, dans beaucoup de cas, c'est ce qui se passe exactement. Toutefois, le grand problème de l'opposition, c'est la misère. Il faut un minimum de logistique de la démocratie, il faut avoir les moyens de déplacement pour aller jusqu'au village et parler aux gens dans leur langue. Dans la mesure où les gens ne sont pas tous scolarisés dans la même langue et que la télévision et la radio sont accaparées par le parti au pouvoir, il ne reste qu'une seule possibilité : c'est de se transporter dans les villages, auprès des gens, et de leur lancer un message direct dans leur propre langue. Mais cela a un prix, cela coûte aussi cher que la démocratie. Malheureusement, on est cloués à la capitale, parce qu'on n'a pas les moyens de transport. C'est un risque permanent d'annihilation structurelle de l'opposition. Celle-ci ne peut pas vivre tant qu'elle n'est pas visible ; elle n'est pas crédible

si elle n'est pas présente sur le terrain. Or, pendant ce temps, les observateurs et les partenaires étrangers sont en prise permanente et directe avec le pouvoir, j'allais dire vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Ils croient que l'opposition peut d'elle-même, sans aucun appui, survivre, s'autopromouvoir et disputer un jour le pouvoir pour l'arracher à ceux qui l'exercent actuellement. Est-ce naïveté ou cynisme machiavélique ? Ou complicité avec le César tropical ?

La question des pouvoirs locaux est à l'ordre du jour, dans le monde entier, et elle n'est pas sans relation avec la mondialisation de l'économie. Pour les tenants du libéralisme, c'est un des moyens de démantèlement de l'État et du projet de privatisation. Pour les partisans d'une démocratie participative, il s'agit de donner plus de pouvoir aux milieux populaires, la dimension locale étant un des lieux de résistance au néolibéralisme et à l'absence de l'État dans des domaines-clés comme l'éducation et la santé. Quels sont les avantages et les dangers sociopolitiques du renforcement des pouvoirs locaux ? Peuvent-ils favoriser la participation citoyenne à la gestion des affaires locales ? Quelle est votre position à l'égard du processus de décentralisation dans votre pays ?

En principe, la décentralisation et la participation populaire sont les deux faces d'une même médaille. On doit laisser à chaque niveau décentralisé le soin de traiter ses problèmes. L'avantage de la décentralisation, c'est qu'on a beaucoup plus facilement l'authenticité, la réalité, la véracité de la démocratie. On définit la démocratie comme le pouvoir du peuple par le peuple et pour le peuple. Si vous donnez un pouvoir réel à l'instance du type citoyen qui commence par la grande famille, vous êtes sûr de ne pas miser sur du vent puisque vous êtes descendu jusqu'au socle, à la roche-mère. En plus, le pouvoir local, c'est l'antimonopole du pouvoir, c'est la garantie que le pouvoir est vraiment partagé, qu'il est socialisé. C'est la garantie de la démocratie, de la

république, de la quête et de la conquête du bien commun et du développement. Au niveau local, l'identité individuelle et collective est sauvegardée, parce que les gens savent défendre ce qui relève de leur responsabilité et ce qui constitue leur personnalité.

Au Burkina Faso, l'enjeu de la décentralisation, ce n'est pas tellement le fait de donner le pouvoir à la périphérie; c'est la nature du pouvoir qui pose problème. Le gouvernement a élaboré des textes d'orientation sur la décentralisation en 1998 sans préciser les attributions des nouvelles structures. Même si les attributions sont précisées, la pratique est telle que les gens qui se réunissent pour les mettre en application seront désignés par le sommet. C'est pourquoi je dis que tant que les pouvoirs sont dévolus à des gens cooptés par le sommet et que les textes de base sur la décentralisation sont sortis de la poche du parti au pouvoir, on ne peut pas garantir une vraie décentralisation. Malheureusement, les partenaires européens se laissent abuser par les formes et par les aspects institutionnels de la décentralisation. Ils estiment que dès qu'il y a élection municipale, la démocratie locale est en marche. Toutefois, si ces élections sont comprises dans la logique et la dynamique d'un parti unique de fait, elles ne signifient strictement rien. Ou bien elles signifient quelque chose de moindre valeur que certains autres thèmes comme celui de l'impunité.

Comment définissez-vous les relations entre l'État central et les collectivités décentralisées? Quel rôle l'État national devrait-il jouer dans un cadre décentralisé?

À mon avis, l'État ne devrait pas se retirer avant que le local ne soit opérationnel. S'il se retire avant de réaliser quoi que ce soit au niveau local, les gens restent entre deux chaises. Les gens sont parfois tellement limités qu'ils n'ont même plus les conditions de la survie; ils sont à la merci du

premier venu. S'ils n'ont même pas la sécurité alimentaire et qu'ils ne savent pas comment manger le lendemain, il est évident que cette conception d'une gestion locale est promise à la servitude et non pas à l'autonomie. Souvent, au plan local, les gens n'ont pas le choix. Ils sont tellement fragilisés qu'ils sont obligés d'accepter ce qui leur vient d'en haut. Même si l'administration centrale cède des miettes de pouvoir, le parti du pouvoir peut récupérer la totalité de ce pouvoir à travers les maires qui sont en totalité ses militants.

Au Burkina Faso, l'expérience a montré qu'il y a peu de municipalités qui aient un véritable pouvoir décentralisé. Les lois sur la décentralisation sont là, mais leur application pose problème. Les conditions pour la décentralisation ne sont pas remplies, d'abord au niveau du budget. Souvent, ce sont des budgets de fonctionnement, à l'image du budget de l'État, dont le budget d'investissement productif est financé à 90 % par l'extérieur. Les mairies ne sont pas à l'abri de la domestication, parce que le niveau de leur budget dépend largement du niveau de la production dans les ressorts de la commune. Or, cette production économique au plan communal est loin d'être contrôlée par les municipalités. Même les communes qui ont des industries sont dépendantes de conditions qu'elles ne contrôlent pas, que ce soit le prix mondial des matières produites ou le prix mondial des intrants.

Pourquoi le modèle d'État multinational fondé sur la décentralisation et ancré dans les traditions du continent ne fonctionne-t-il pas en Afrique ?

Parce que l'État-nation a mal pris et est mal compris. Dans le système africain d'aujourd'hui, le chef de l'État-nation accapare tout le pouvoir aux dépens des pouvoirs judiciaire, parlementaire ou législatif. Le vrai nœud du pouvoir d'aujourd'hui, c'est l'exécutif du pseudo-État-nation.

Tous les autres pouvoirs sont affaiblis; le fédéralisme n'existe pratiquement pas, la décentralisation non plus. Le système politique africain dépend trop des décisions du chef de l'exécutif.

L'État africain digne de ce nom pour le XXI^e siècle devrait être un État fédéral, sans doute à partir des États actuels. Je pense qu'un jour, il faudra remettre à plat le problème territorial africain. Au lieu de substituer et gérer le legs colonial, il s'agit de réaliser la production de l'espace optimal. Nous ne pouvons pas rester éternellement prisonniers des frontières que les colonisateurs ont installées. Il faut d'une manière ou d'une autre une refondation de type fédéral avec à la base une décentralisation maximale pour des entités réellement authentiques. Ces entités ou collectivités représenteraient le mieux les intérêts et la culture des différentes entités à la base. Et entre les deux, il peut y avoir une autorité moyenne qui serait déjà elle-même une petite fédération. La grande fédération aurait autorité pour traiter avec l'extérieur. Elle aurait le pouvoir des affaires étrangères, des finances, de l'armée. L'État actuel, instance moyenne, serait une fédération des pouvoirs opérant à la base et correspondant aux réalités concrètes. Il faudrait donc non pas détruire les frontières actuelles, mais les dépasser. Comment tenir compte par exemple du fait sénoufo, haoussa ou sonraï dans un réaménagement de l'Afrique de l'Ouest? C'est difficile de gérer certaines réalités où, actuellement, il y a des tensions. Or, il faut essayer de rendre les frontières actuelles le plus légères possible, en faire des pointillés au lieu de murs en béton, et les transformer de structures belligères en foyers de prospérité et locomotives des nouvelles configurations.

Science sans conscience n'est que ruine de l'âme et du corps

Est-ce qu'il y a stagnation du développement technologique en Afrique ?

Oui. On peut dire qu'il n'y a pas de développement technologique en dehors d'un certain niveau d'industrialisation. Fondamentalement, la technologie marche avec l'industrie – la technologie conditionne l'industrie, et l'industrie conditionne la technologie. Ce n'est pas pour rien que les technologies du monde contemporain se sont développées dans les pays où il y avait le plus de manufactures, comme dans certaines villes italiennes au Moyen Âge, dans la vallée du Rhin ou dans les villes de la mer du Nord, aux Pays-Bas ou, surtout au XIX^e siècle, en Angleterre et en Écosse. Dans la mesure où l'Afrique est réduite jusqu'à aujourd'hui à ne commercialiser que des produits bruts, elle n'a pas été poussée à inventer. Dans l'Antiquité, l'Égypte était très avancée en astronomie. Thalès et Euclide se sont « ravitaillés » auprès des Égyptiens. Au début du Moyen Âge, les inventions des Arabes et des Chinois ont beaucoup profité à l'Occident. Ce dernier n'a renoué avec les acquis de la Grèce qu'à travers les Arabes. Les Arabes ont ajouté aux découvertes de la Chine, et l'Europe a perfectionné les découvertes de la Chine en matière de boussole, d'imprimerie, de poudre à canon. Ce sont ces grandes découvertes qui ont

permis à l'Europe de s'enrichir, d'accumuler et de préparer les voies de la technologie industrielle.

Depuis le ^{xvi}e siècle jusqu'à nos jours, l'Afrique a été inhibée. Elle a été confinée à l'imitation, à la consommation des inventions d'autrui. On l'a déresponsabilisée au point de vue progrès technique et industriel. Pendant ce temps, la traite des Noirs a facilité à l'Angleterre l'accession à la suprématie industrielle. Ce n'est pas pour rien que Londres, Manchester et Liverpool sont devenues les capitales industrielles de l'Europe. C'est dans ce milieu qu'on était le mieux préparé à inventer des machines. Il y existait une sorte d'aspiration fonctionnelle et structurelle pour aller plus loin en matière d'équipement. Ainsi furent mises au point et développées la machine à vapeur et les machines à filer et à tisser.

Pourquoi y a-t-il eu un développement discontinu des sciences et des technologies dans les différentes parties du monde ? Pourquoi la science est-elle particulièrement développée dans certaines parties du monde ?

Beaucoup d'éléments interagissent ici. En Europe, la technologie et l'industrie ne sont pas arrivées partout et en même temps. Pourquoi les pays des Balkans n'ont-ils pas le même essor industriel que la Grande-Bretagne au début du ^{xix}e siècle ? Pourquoi le développement industriel en France s'est-il fait dans les régions du Centre alors qu'il a commencé un siècle plus tard en Bretagne et dans le Massif central ? J'explique ces différences par une sorte de dialectique : dans les régions où la science et la technique étaient avancées, le progrès pouvait le mieux s'enclencher. Ce n'est pas un cercle vicieux pour ne rien dire, mais le déclic originel ; le big-bang de la science est en général un effet de seuil provenant de la rencontre fortuite ou combinée de plusieurs « intrants positifs ».

J'insiste sur certains interdits pour expliquer le développement discontinu de l'Afrique à l'égard de l'Europe. Voici deux exemples. Le premier concerne la lutte du chef malinke, Samory Touré, en Haute-Guinée, contre l'arrivée des Français à l'époque coloniale. Au cours d'une longue guerre, ce grand Africain a démontré qu'il était à la hauteur de ses adversaires alors qu'il avait des armes beaucoup moins sophistiquées – des fusils qui dataient plus ou moins de la période de la traite des Noirs. Pour se ravitailler en armes, il chercha à installer des manufactures de production d'armes. Alors, les bijoutiers et les chasseurs (*dozos*) du pays mandingue ont commencé à dupliquer des fusils européens qu'ils avaient arrachés aux Français dans les combats. Mais une fois que Samory Touré eut été battu par les Français, les manufactures de production d'armes furent interdites. Il n'avait fait que ce que les Japonais allaient faire quelques décennies plus tard : imiter les producteurs européens ! Avec la technique de la fonte à la cire perdue, les producteurs africains avaient imité toutes les armes qui leur tombaient entre les mains. En d'autres termes, ils avaient une capacité endogène de production tout à fait remarquable. Si, au lieu de vouloir les écraser et les condamner ensuite à ne plus rien inventer, on avait établi un système de coopération et de partenariat dès cette époque, l'Afrique serait aujourd'hui industrialisée.

L'autre exemple montre qu'il y avait de la part des envahisseurs et des colonisateurs une volonté d'embargo sur la technologie et la science en Afrique. Au XVI^e siècle déjà, le roi Affonso du Congo avait tout mis en œuvre pour faire venir des producteurs européens. Il n'y avait pas encore d'industries, mais des artisans de très haute qualité qui produisaient à la main : des maçons, des forgerons, des menuisiers, etc. Affonso voulait que les Portugais lui envoient des artisans pour former, accompagner et encadrer ses propres

producteurs endogènes. On le lui a refusé, bien qu'il eût été à tout point de vue sur la même longueur d'ondes que les Européens, en ce sens qu'il s'était converti à la religion chrétienne et qu'il luttait même pour supprimer la religion traditionnelle africaine. Affonso était demandeur d'un vrai partenariat. Au lieu de cela, on installa des comptoirs négriers pour acheter ses propres sujets, et lui-même échappa à un attentat à l'église, au beau milieu de la messe... Je veux dire par ces exemples que même si la science de type européen ne s'est pas développée en Afrique, les savoirs étaient extrêmement développés. Un « embargo historique » a empêché l'Afrique de bénéficier des échanges avec l'Europe et le monde arabe. En fin de compte, on aurait très bien pu s'imaginer des échanges profitables pour les deux parties. Car les premiers explorateurs de l'Afrique font état de performances africaines extraordinaires dans le domaine technique.

De manière générale, on peut dire que, sporadiquement à travers l'histoire, il y a des sortes d'explosions de découvertes. Le développement technique de l'humanité s'est fait, à des moments différents, à travers tous les continents, et chaque continent y a contribué à son tour. Partout, l'esprit humain est aux aguets, en quête de comprendre, d'améliorer, de progresser. Les innovations technologiques se sont produites parce qu'il y a eu des gens qui avaient l'esprit alerte, inventif, mais aussi parce qu'une association d'idées et de faits s'est réalisée. Selon Emmanuel Mounier, la science comme la liberté sont sous conditions : il faut que certaines conditions objectives soient remplies pour qu'il s'ensuive tel ou tel type d'invention. Pourquoi certains pays européens n'ont-ils jamais eu de prix Nobel de science ? S'il s'est produit une explosion de découvertes dans certaines régions d'Europe, c'est exactement la même question qu'on doit poser à propos de la vallée du Nil. Pourquoi l'Égypte

a-t-elle devancé les autres pays antiques ? Pourquoi, dans ce qu'on appelle la « préhistoire », l'Afrique a-t-elle devancé l'Europe ? Ce n'était pas du tout par le mérite supérieur des préhominiens africains. C'est sur la base de certaines conditions objectives que les découvertes se sont produites et que l'homme lui-même, l'inventeur, s'est constitué en Afrique.

Par conséquent, je dirais qu'il faut distinguer une double dimension. Dans la mesure où il n'y a pas de manufacture et d'industrie, l'esprit humain n'est pas sollicité. Et dans la mesure où l'esprit humain n'est pas sollicité, il s'étiole, il entre en hibernation, se déconnecte et développe un complexe d'infériorité qui désarme ses capacités à inventer. C'est une sorte de démission qui consiste à dire : « Ce n'est pas notre rayon, ce n'est pas notre terrain. » Ainsi, on a prétendu que les Africains n'avaient pas la capacité pour comprendre les mathématiques. Évidemment, cette thèse absurde a disparu. Mais il fut un temps où beaucoup d'Africains avaient fini par l'accepter eux-mêmes. Par la suite, ils ont démobilisé leur esprit et se sont laissé entraîner par le mimétisme et l'extraversion.

Les méthodes traditionnelles de recherche ont-elles des côtés scientifiques ?

Les Africains ont fait des progrès énormes dans la connaissance et l'utilisation des plantes, par exemple, pour la guérison des hépatites, la réduction des fractures... Les Africains avaient aussi une connaissance des sols extrêmement avancée, de même pour la mise au point et la conservation de certains aliments. L'accumulation de ces connaissances n'était pas aussi scientifique qu'en Europe. Il ne faut pas pour autant en conclure qu'il n'y avait rien de scientifique. Dès que l'esprit humain se met en branle, il suit un certain nombre de règles qui sont les mêmes partout.

C'est par ces méthodes scientifiques que les remèdes ont été mis au point, avec le handicap que, là où il n'y avait pas d'écriture, l'accumulation des connaissances se faisait moins bien. Quand le transfert des connaissances entre les générations se fait par voie purement orale, il est évident qu'il y a des déperditions beaucoup plus grandes. Voilà ce qui a ralenti et freiné la connaissance scientifique africaine. De même, les troubles dans la stabilité et l'accumulation déclenchée par la traite ont décéléré et déconstruit les processus de progrès.

Malheureusement, toutes ces inventions ont été mises sous le boisseau pour que les pays africains soient des objets qu'on exploite sans leur donner à eux-mêmes l'occasion de réaliser un développement endogène ! Et aujourd'hui, les savants européens s'intéressent aux trouvailles de l'Afrique. Ils viennent ramasser les écorces, les racines, les feuilles afin d'essayer d'en découvrir le principe actif pour la production de remèdes. Des remèdes que l'on vend en Afrique beaucoup plus cher à des inventeurs dépourvus de brevets...

Faut-il revenir en arrière pour remettre en marche la machine d'invention technologique ?

Ce n'est pas en arrière ! Si on avait permis à Samory Touré de traiter avec les Européens à égalité, s'il n'y avait pas eu cette volonté de dominer, de soumettre et d'empêcher de se développer, on aurait des réalisations insoupçonnées aujourd'hui. Et si Affonso avait pu lancer ses manufactures et s'il y avait eu des échanges dignes de ce nom, l'Afrique se serait développée. Ces exemples montrent une fois de plus : on ne développe pas, on se développe. Par ailleurs, je crois qu'il n'est pas question de retourner en arrière parce que ce qui est appliqué par les Africains même aujourd'hui est parfois en avance.

Aujourd'hui, qu'est-ce que l'Afrique pourrait apporter à l'Europe en termes d'innovation?

Au titre du Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur (CAMES) que j'ai dirigé pendant une dizaine d'années, j'ai organisé quatre grands colloques sur la pharmacopée africaine, à Libreville, à Kigali, à Lomé et à Niamey. Je mettais ensemble des guérisseurs africains et des universitaires dits modernes. Nous y avons constaté que dans le secteur de la thérapeutique, les Africains ont beaucoup innové. Il n'y a pas de maladies que les Africains n'ont pas essayé de soigner. Ce qui est caractéristique, c'est cette approche psycho-socio-somatique des thérapies africaines. Des psychothérapeutes français ont démontré que les Africains avaient toujours associé le remède, la mobilisation de l'esprit du malade et l'accompagnement social. Il y a des remèdes qui fonctionnent quand le guérisseur danse avec le malade, quand il mobilise toutes les énergies psychiques du patient. En matière de thérapie, on le sait, il n'est pas suffisant de laisser le malade et le médicament face à face. La science, ce ne sont pas seulement les trouvailles mécaniques, chimiques ou biochimiques. C'est aussi la mobilisation des ressources et des énergies qui dorment chez l'homme et qui, la plupart du temps, sont encore inexplorées et inconnues.

Il reste encore tellement à apprendre. Par exemple, on devrait non seulement revisiter la conception africaine de la thérapie, mais aussi la psychologie africaine. Les Africains accordent beaucoup d'importance à la psychologie. Par exemple, l'aspect psychologique de la présence humaine est le premier des remèdes. Dès qu'on entre dans un hôpital en France, on constate qu'il y a des salles entières où les malades sont aux prises avec leurs équipements, leurs remèdes – sans personne à côté. Comment voulez-vous guérir dans ces conditions? Si l'on se plongeait davantage dans la pratique psychologique des Africains, on verrait qu'il y a

des montagnes de connaissances à découvrir. Malheureusement, beaucoup de choses sont perdues. Et le Nord, à l'exception de certains spécialistes, humanistes de surcroît, a décrété que l'approche africaine n'avait aucune contribution à apporter aux progrès de la science.

En matière de science, il suffirait de conjuguer ce qui est bien partout pour atteindre quelque chose de vraiment universel. Car l'universel n'est pas simplement l'addition des différents particuliers. Et ce n'est pas un particulier qui, en écrasant tous les autres, peut s'autoproclamer universel. L'universel, c'est ce qu'il y a de plus précieux dans tous les particuliers qui doivent se rencontrer comme les plans latéraux à la pointe d'une pyramide.

Qu'est-ce qui empêche le développement de la recherche en Afrique noire ?

Si l'on n'avait pas bridé les Noirs, on aurait aujourd'hui beaucoup plus de chercheurs parmi lesquels des prix Nobel. Nous avons d'excellents chercheurs qui ont fait leurs preuves dans les centres les plus qualifiés sur la planète. Malheureusement, comme on le sait, il y a cent mille experts africains hors de l'Afrique alors que nous hébergeons cent mille chercheurs du Nord dans les centres de recherche en Afrique. L'égalité arithmétique des chiffres ici ne doit pas masquer la distorsion des rôles scientifiques et politiques joués par ces deux contingents. D'un côté, c'est la quantité dont l'absence empêche un vrai décollage de la recherche endogène en Afrique. De l'autre, c'est une assistance technique marginale pour le Nord, décisive pour l'Afrique. Les Africains travaillent dans les institutions les plus prestigieuses à l'étranger, soit pour des raisons économiques ou politiques, soit parce qu'ils n'ont pas les équipements nécessaires en Afrique. En plus, ce qui manque en Afrique, c'est l'organisation. Il n'existe pas de communauté scientifique

suffisante pour provoquer l'accumulation de savoir. Tant que les chercheurs sont enfermés dans des ghettos micro-nationaux et qu'ils n'ont pas de rapports entre eux, la science n'avancera pas. Car la recherche scientifique avance par la contestation et le combat intellectuel entre scientifiques, par l'obtention d'une masse critique de matière grise en dessous de laquelle rien de décisif ne se passe. Tant que ces conditions objectives, individuelles et collectives ne seront pas réunies, les Africains ne pourront pas donner leur mesure scientifique et technologique.

L'autre aspect que je tiens à souligner, c'est que l'accumulation des connaissances se fait en Europe. Avant qu'on ne crée le CAMES, les chercheurs et les professeurs qui voulaient passer d'un grade à l'autre envoyaient leurs dossiers et leurs productions scientifiques en France. Ainsi, chaque année tombaient en France, gratuitement, toutes les recherches faites par les plus grands chercheurs africains. La récapitulation et l'accumulation se faisaient au profit du front pionnier en France. Qui plus est, ces recherches n'ayant pas été nécessairement publiées, elles pouvaient être conservées dans le secret. C'est pourquoi la question de la science ne peut pas être examinée en dehors de considérations politiques et des intérêts géopolitiques. Aujourd'hui, beaucoup d'Africains participent à des équipes de chercheurs. Mais les directeurs de recherches, les maîtres se trouvent en Europe, et les recherches sont, aujourd'hui encore, accumulées aux États-Unis ou en Europe. Le résultat ou le brevet est pris à ce niveau.

Je pense qu'il y a des possibilités énormes en Afrique. Mais il faut bien se dire que la vitesse d'évolution de la recherche scientifique est telle que, si les Africains ne réalisent pas très rapidement des projets de recherche conséquents, non seulement ils ne seront pas visibles, mais ils n'existeront pas. Cela nous menace comme cela menace certains pays européens qui ne sont pas encore vraiment entrés

dans la danse de la science. Encore une fois, on peut se poser la question : qui est sujet et qui est objet de l'histoire ? Nous avons été inhibés, handicapés sévèrement, mais rien ne nous dit que nous ne pourrions pas progresser. Regardez ce que l'Inde a réalisé. En peu de temps, ce pays s'est imposé dans de nombreux domaines. L'Afrique, avec toutes ses ressources naturelles, pourrait être un haut lieu de la science, surtout en matière de biodiversité – à condition que ses ressources soient utilisées intelligemment. Mais il ne faut pas que nous soyons comme le gorille dans sa forêt : installé au milieu des éléments et passant d'une branche à l'autre pour consommer depuis que la forêt existe. Autrement dit, la forêt n'est pas une richesse tant que les hommes et les femmes ne la transforment pas.

Comment peut-on valoriser les savoirs traditionnels des paysans africains ?

En ce qui concerne notamment les variétés de maïs à haut rendement introduits, on sait depuis longtemps qu'elles entraînent, pour les semences par exemple, une plus grande dépendance des paysans à l'égard du marché mondial. Or, durant des siècles, les paysans ont sélectionné des semences variées adaptées aux différentes conditions écologiques et phytosanitaires. Ces variétés risquent d'être dépassées ou rejetées alors qu'elles constituent une réserve très importante pour les paysans. Heureusement, aujourd'hui, on commence à reconnaître que les paysans ont trouvé des formules plus respectueuses de la nature.

Les savoirs paysans doivent absolument retenir notre attention. Je prends les méthodes autochtones de conservation de graines que les Africains ont découvertes : elles sont souvent remarquables ! La construction des greniers est non seulement un art au plan architectural, mais surtout une technique. Elle permet de garder le mil en épis ou d'autres

céréales dans des conditions de sécurité totale pendant des années. Ces stocks de connaissances risquent de disparaître petit à petit, si l'on n'y prend garde. C'est pourquoi il y a lieu de faire un bilan des savoirs accumulés. Je sais que des chercheurs ont établi des nomenclatures de termes scientifiques africains en matière de botanique et de sciences vétérinaires. Je me rappelle qu'une fois, au cours de mes sorties, nous nous sommes assis au bord de la route au milieu de plantes de la brousse. Eh bien, sur ce petit espace sur lequel nous étions installés, une de nos camarades, d'un certain âge, a reconnu aussitôt autour d'elle quatre plantes qui servaient à quelque chose ! J'ai vu par cet exemple que les gens qui ont été éduqués par la tradition sont mieux armés pour vivre dans le milieu africain que ceux qui ont été déracinés. Je veux dire par là que l'éducation africaine devrait être endogène et se fonder au maximum sur l'accumulation des connaissances africaines. Le problème, c'est que beaucoup de cadres africains ont tourné le dos à ce stock de connaissances. Ils sont beaucoup plus tournés vers ce qu'ils ont appris ou mal retenu de leur initiation aux sciences « modernes ». Souvent, ils ne connaissent pas un traître mot des réalités et des choses qui les entourent ; ils sont piégés.

Historiquement, comment l'accès à l'innovation s'est-il produit ? Y avait-il des techniques de vulgarisation ?

Cela dépendait des domaines. Dans la connaissance des plantes, les innovations se faisaient à la fois sur le plan individuel et collectif. Admettons qu'un grand guérisseur fasse des trouvailles importantes dans la guérison d'un cas de maladie difficile. Cette découverte se répandait comme un feu de brousse et le guérisseur en question voyait sa clientèle augmenter rapidement. Par cette voie, les nouveautés étaient vite socialisées au moins pour les clients qui en profitaient.

Un des handicaps des sciences africaines, c'est leur caractère ésotérique. Mais l'ésotérisme sévit aussi dans les grands laboratoires ! Plus la découverte était neuve, plus elle était cachée, sauvegardée par le guérisseur lui-même. Cette mise en réserve constitue un risque important pour le progrès de la science en Afrique puisqu'elle ne favorise pas l'accumulation des savoirs. Les guérisseurs, la plupart du temps, attendaient le dernier moment pour choisir celui à qui ils devaient révéler leurs acquis. En général, ils n'hésitaient pas à initier leurs fils à un certain nombre de connaissances. Toutefois, ils attendaient souvent l'article de la mort pour choisir leur héritier en matière de savoir. Ils prenaient leur temps pour étudier le caractère, le comportement, les habitudes de celui qui allait hériter des connaissances. Comme on dit : le savoir est lourd et dangereux. Les plantes qui guérissent sont parfois les mêmes qui empoisonnent. C'est la raison pour laquelle les guérisseurs ne pouvaient pas vulgariser sans précaution leurs connaissances. Malheureusement, ils pouvaient mourir subitement, ce qui a provoqué une décélération des connaissances africaines.

Ces connaissances étaient aussi très socialisées, en ce sens qu'elles n'étaient pas dans le marché. Les grands guérisseurs ne vendaient pas leurs produits ; ils ne demandaient rien en contrepartie de leurs services. Au moment d'acquérir ces connaissances, ils faisaient le serment de ne jamais vendre leurs produits. Une des doctrines des guérisseurs disait que celui qui vend, enlève le potentiel curatif au remède. En général, les clients devaient soit faire un geste symbolique pour marquer leur reconnaissance – quelques cauris ou un poulet –, soit ne rien payer du tout. Il faut louer cet humanisme africain qui a su retenir le principe que tout ne doit pas être mis dans le marché. Tout au plus, le producteur de santé s'attendait-il à un contre-don.

En plus de la transmission individuelle, l'initiation collective par classe d'âge était une autre voie de la vulgarisation des connaissances. À l'occasion de l'initiation, les jeunes d'un même village ou de la « petite région » se retiraient dans des espaces réservés en brousse. L'initiation était vraiment un haut lieu du transfert des savoirs dans toutes les branches utiles à l'être humain : environnement, vie sexuelle, thérapies, guérison, connaissances sociales. C'était en quelque sorte une communication gratuite puisque l'ensemble du village prenait en charge les initiés. Hélas, la rigueur des épreuves entraînait parfois des accidents mortels.

L'internet se répand plus rapidement qu'aucun autre moyen de communication auparavant. Mais la majeure partie de la population mondiale n'a pas participé à ce développement. Le « fossé digital », c'est-à-dire la distance entre l'équipement en technologies de l'information des pays industrialisés d'une part, et les pays en voie de développement d'autre part, est difficile à combler. Les nouvelles technologies de l'information et de la communication sont-elles des instruments de développement ?

On a intérêt à bien maîtriser toutes ces technologies de pointe, car il est évident que l'ordinateur ne broie que le grain qu'on lui donne à moudre. La masse des informations qui doivent être « malaxées » par tous ces outils sophistiqués doit venir d'une collecte de base faite par des humains. La constitution des données brutes est un moment important de la gestion de l'information. Je pense qu'il faut utiliser les technologies modernes de communication comme des instruments nouveaux. Sur ce plan, les Africains ne resteront pas au bord du chemin. Je crains d'ailleurs qu'ils ne soient trop tentés d'utiliser toujours ce qu'il y a de plus nouveau sans en maîtriser tout à fait l'esprit. Il faudrait que les nouvelles technologies interviennent dans un contexte bien préparé. D'abord, les logiciels doivent être adaptés à la réalité africaine, par

exemple dans l'enseignement. Ensuite, on a besoin de techniciens africains éminents qui soient enracinés dans leur propre culture. Sinon, on reçoit ces technologies comme des jouets: on tapote dessus, c'est agréable, cela produit des effets merveilleux, mais on n'aura pas d'appropriation véritable de l'innovation technologique. C'est comme ces pays du Golfe qui avaient fait lancer un satellite géostationnaire pour communiquer entre eux. Mais communiquer pour dire quoi? Il faut un contenu! Dans mon livre *la Natte des autres*, le chapitre introductif s'intitule: « Le développement clés en tête » et non pas: « clés en main ». Le développement clés en main, ce serait justement l'ordinateur dont on ne comprend pas le cœur, dont on n'est pas capable de changer le logiciel. C'est l'appareil à l'état brut: on vous apprend mécaniquement à l'utiliser, mais vous ne l'introduisez pas comme un rouage dans votre propre système. C'est cela le problème capital de l'introduction des technologies de pointe en Afrique.

En outre, il s'agit d'empêcher les gens de gérer internet avec la mentalité de l'homme de Cro-Magnon. Avoir accès à l'internet est une chose, l'éthique en est une autre. Il ne suffit pas d'être savant, de savoir jongler avec des équations, maîtriser l'algèbre et la géométrie ou l'économétrie. Comme l'a souligné le philosophe Blaise Pascal: la connaissance et la conscience sont deux catégories différentes. Ce qui fait la différence de l'être humain par rapport aux animaux, c'est la conscience. Il faut que la conscience se hisse au fur et à mesure au niveau de la science pour la dépasser. Plus la science avance, plus on bute sur des enjeux qui mettent en cause des choix moraux, éthiques et politiques. Est-ce qu'on peut faire le clonage des êtres humains? On pourra répondre à cette question non pas par des exercices purement mentaux, mais en se référant à d'autres paramètres. Des catégories qui ne relèvent que de la conscience. Dans ces conditions, si l'être

humain n'élève pas sa conscience au fur et à mesure qu'il élève la science, cela peut déboucher sur des actes irréparables. Comme François Rabelais disait à l'époque: « Science sans conscience n'est que ruine de l'âme. »

C'est dans ce sens qu'on doit gérer internet avec une conscience nouvelle de l'homme du XXI^e siècle. Si nous ne faisons pas de progrès dans ce sens, nous serons prisonniers, esclaves et victimes des inventions qui sont en train de s'accumuler. Plus on découvre des choses qui peuvent libérer l'homme, plus d'autres groupes humains les emploient pour asservir l'homme. C'est cela le drame même de la condition humaine et singulièrement du système occidental: il y a de grands principes, mais tant que l'industrie et la recherche en armement prélèvent et accaparent la moitié des investissements disponibles, c'est un système antihumain. À partir du moment où la raison a été instaurée, l'être humain devrait être susceptible de progrès non seulement dans l'invention et la destruction des choses, mais aussi dans le gouvernement de son propre esprit et de sa propre conscience.



Droits de l'homme, droits des femmes ?

Plus de cinquante ans après la proclamation de la Déclaration universelle des droits de l'homme par les Nations unies le 10 décembre 1948 à Genève, la valeur universelle et l'indivisibilité des droits humains sont reconnues dans le discours officiel des États et des organisations internationales. À côté de la protection universelle des droits humains au sein de l'ONU, on a vu également naître des instruments régionaux de défense des droits humains promus par des groupes homogènes de pays au sein de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). Quelle est l'importance de la référence aux droits humains dans des pays où la dignité humaine est constamment bafouée, sans doute à cause de la pauvreté qui y règne ? Que doivent faire ces pays, pauvres de toute façon, pour la protection des droits humains ?

Les droits humains en Afrique sont consignés dans plusieurs textes fondamentaux que les États ont accepté de ratifier. Ces droits figurent dans la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 et dans la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples. En outre, les droits individuels, économiques, sociaux, civils, politiques et culturels sont consignés dans toutes les constitutions africaines avec plus ou moins de nuances.

On distingue, d'habitude, entre les droits reconnus et les droits garantis. Le fait de les reconnaître nous oblige à faire des efforts pour passer à leur réalisation. Selon moi, il faut afficher ces droits en tant que tels, les placer comme ligne

d'horizon à atteindre. Prenons le cas du droit à l'éducation. Il est évident qu'un pays comme le Burkina Faso, où il y a 72 % d'analphabètes, ne garantit pas le droit à l'éducation. Mais si l'on ne reconnaît pas ce droit parce qu'on ne peut pas, dans les conditions actuelles, l'appliquer, c'est comme si on le refusait. Le droit à l'éducation fait partie des droits imprescriptibles qui doivent être absolument reconnus; c'est une exigence de la dignité humaine. J'estime que pour les droits imprescriptibles, les États doivent remplir les conditions nécessaires et suffisantes pour que ces droits soient garantis. Que les gouvernements nous disent: « Il est vrai que le respect des droits humains coûte cher. Mais nous prendrons des dispositions pour que le budget de l'État ne soit pas trop grevé par la nécessité de respecter la vie humaine. »

Cependant, beaucoup de dirigeants politiques se conduisent comme si ces droits n'existaient pas. En outre, nombreux sont les régimes africains qui, systématiquement, par des textes de loi et des décrets, vident de leur substance les droits protégés par la Constitution. Je vous donne le cas typique de l'article 37 de notre Constitution au Burkina Faso. La Constitution fixait le mandat du président de la République à sept ans avec la possibilité de se faire réélire une seule fois. À la fin de la première législature, en 1997, les députés du parti majoritaire ont voté une proposition de loi qui a tout simplement supprimé les deux mots: « une fois », pour laisser le texte amputé suivant: « Il est rééligible. » Voilà donc une loi qui a tué la lettre et l'esprit de la Constitution. Et cela n'a été possible que parce que le président disposait à l'Assemblée d'une majorité qualifiée (les trois quarts) qui lui permettait de réviser la Constitution sans recourir à un référendum. Heureusement que cette loi a été elle-même modifiée depuis, mais sans clarifier totalement la situation. C'est une pratique fréquente en Afrique qui permet d'échapper à la Constitution en se réfugiant sous la loi,

alors que la Constitution est supérieure à la loi. À mon avis, il faudrait instaurer un débat là-dessus : comment les États font-ils pour vider leurs constitutions de leur charge positive en se servant de la loi ? Et comment arrivent-ils à vider la loi, à son tour, de tout son contenu bénéfique par un décret ? Les constitutions africaines offrent un tableau mirifique des droits humains, mais ces droits sont « dégonflés » par la loi, puis par des décrets, selon les besoins des régimes au pouvoir. Si bien que nous avons des régimes qui brandissent devant tout le monde des constitutions magnifiques. En réalité, ils les détruisent au fil des ans au profit de l'exécutif et aux dépens des pouvoirs législatifs des Assemblées.

Les droits humains sont-ils vraiment universels ?

L'idée de droit, au niveau des droits naturels et du respect de la dignité humaine, existe dans toutes les cultures humaines. Les premiers hommes qui ont décidé d'enterrer leurs compagnons ont inventé les droits humains. Enterrer un être humain, c'est un acte presque religieux pour satisfaire le respect de la dignité humaine. Il n'est pas pensable qu'on laisse dévorer un être humain par des fauves ou par des rapaces.

En plus des droits naturels, dans toutes les cultures existent des droits civils, sociaux et politiques. Ces droits sont présents dans la conception morale qui défend de tuer, de laisser mourir ou de s'attaquer aux envoyés. Le droit à la solidarité envers les autres êtres humains est aussi un droit reconnu, selon des modalités d'applications différentes. En Afrique précoloniale, les gens considéraient que la solidarité était un devoir moral, pas seulement juridique. Un dicton bambara dit : « Si tu vois des voleurs s'attaquer à un homme, ne dis pas aux voleurs : "Laissez cet homme", mais dis-leur : "Laissez-nous." Si tu vois des fauves s'attaquer à un homme, ne dis pas : "Laissez cet homme", mais : "Laissez-nous." Si

tu vois des rapaces en train de dévorer le cadavre d'un homme ne dis pas: "Laissez ce cadavre d'homme", mais: "Laissez-nous", car tous les hommes sont solidaires. » C'est presque un texte de commandement, une sommation, une référence éthique.

Quels sont les autres points d'ancrage dans la tradition historique permettant une promotion efficace des droits économiques, sociaux et politiques ?

Dans la mentalité et dans la culture africaine, il ne faut pas laisser subsister un mal. Le mal est conçu comme une rupture d'équilibre. Et si l'on n'y remédie pas, non seulement celui qui a commis le mal, mais toute la société, voire tout le cosmos, en souffre. En Égypte, la déesse Maât figurait cet équilibre à la fois éthique, juridique et biologique. On éliminait celui qui manquait aux droits d'un autre être humain, par exemple le sorcier. Que ce soit à tort ou à raison, on l'éliminait parce que sa seule présence mettait en danger l'équilibre social et cosmique. Quand un homme avait commis un adultère avec la femme d'autrui, des jugements existaient pour reconnaître le criminel. Il y avait des méthodes – ni très scientifiques ni très morales d'ailleurs – qui consistaient à faire les jugements de vérité en prenant un fer chauffé au rouge ou en buvant certaines potions qui, si vous étiez innocent, étaient inoffensifs, mais dans le cas contraire, vous tuaient. Tout cela était un peu hasardeux, mais l'idée c'était qu'on ne devait pas laisser le vide s'installer et que l'équilibre devait être rétabli.

Souvent, les sanctions pour le non-respect des droits humains ou des lois n'étaient pas des sanctions par la prison mais plutôt par la compensation et la réparation d'une manière ou d'une autre. Par exemple, pour les adultères, il y avait des compensations en nature et/ou des demandes de pardon publiques officielles devant certaines autorités. Ces

gestes, ces démonstrations étaient considérés comme une façon d'effacer ce qui s'était passé et servaient à rétablir l'équilibre. En dehors de cela, on craignait que les choses ne restent tordues, bancales, et n'entraînent ainsi d'autres malheurs. D'ailleurs, je n'ai vu aucun cas en Afrique au sud du Sahara de prisons construites, sauf pendant la période de la traite des Noirs où on mettait les esclaves dans des cages, des cagibis, en attendant le passage d'un bateau négrier. Mais c'était une autre logique mise en place alors pour dompter le bétail humain.

Dans l'ancien temps, traditionnellement, on reconnaissait la nécessité d'un minimum vital pour tous. J'ai vécu moi-même encore le respect du droit à l'alimentation. Dans le temps, quand je passais à côté d'un champ et que j'avais faim, je pouvais cueillir directement quelque deux ou trois épis de mil ou de maïs, ce n'était pas défendu. La gestion des stocks céréaliers était confiée au chef de la grande famille et, le plus souvent, l'on ne consommait pas le mil de l'année. C'était un principe de précaution pour être sûr de ménager une marge de sécurité. Cela allait dans le sens du respect de la vie, du droit à l'alimentation. Certes, on pourrait analyser le monopole que le patriarche avait de prélever des grains du grenier commun comme un abus de pouvoir. Mais en réalité, c'était une garantie. Il fallait qu'il ait une gestion de sauvegarde, de prudence, de telle sorte qu'il n'arrive pas un moment où la famille soit dans la pénurie ou le déficit.

On donnait une terre à tous ceux qui venaient d'ailleurs, non sans avoir pris des précautions dans l'examen du cas. Quand vous veniez vous installer, avec votre famille, dans un village et que vous demandiez l'hospitalité aux villageois, ceux-ci devaient, en principe, vous donner une terre. Des jurys, dont les chefs de terre, y étaient spécialement habilités. D'ailleurs, il y avait des éléments ésotériques et religieux

liés au sol considéré comme un esprit. Dans la mesure où le sol recevait les semences, on croyait que c'était le sol lui-même qui avait la vertu de la reproduction. Donc, le sol n'était pas un bien marchand qu'on pouvait manipuler n'importe comment.

De même, comme indiqué précédemment, le droit à l'eau était garanti. Les auteurs portugais nous racontent qu'à leur arrivée au Congo, entre la mer et la capitale du roi, de lieu en lieu, il y avait des canaris d'eau qui étaient placés par le roi pour les voyageurs. Cela veut dire que le roi prenait sur lui cette responsabilité à l'égard des hôtes publics et officiels. Les rivières et les lacs étaient considérés comme dépositaires de forces occultes. D'ailleurs, le geste traditionnel en Afrique de verser un peu d'eau ou du *dolo* (bière traditionnelle) par terre avant de boire soi-même, montre bien qu'on concevait le sol comme une entité à servir en priorité. Il contenait une force qui nous reliait à des instances supérieures.

En plus des droits individuels, il y avait les droits corporatifs et professionnels, par exemple pour les forgerons, les tambouriniers et les tisserands. Malheureusement, il y avait des discriminations et même des ségrégations qui allaient à l'encontre des droits humains. On a vu des cas en Haute-Volta où des jeunes gens, qui avaient décidé de se marier, ont dû renoncer parce que le fiancé était un forgeron et la fiancée était issue d'une famille de chef. Mais une autre dimension de cette approche catégorielle par « ordres » permettait aux griots et aux forgerons de jouer un rôle spécifique. En effet, ils étaient réputés avoir des pouvoirs tels qu'on ne pouvait pas les affronter sans courir de graves risques. Quand on voulait entamer des démarches pour un mariage difficile ou « huppé », on envoyait des griots comme émissaires et porte-parole. De même, en cas de conflit, les forgerons servaient de médiateurs. Or, à ce titre, ils étaient

protégés par le droit des émissaires. « La foudre ne tombe pas sur l'envoyé, sur l'ambassadeur. » J'ai été étonné de voir que ce dicton de chez nous se retrouve aussi dans les mêmes termes au Cameroun. Cela montre que la pensée africaine était très répandue au travers des brassages entre des peuples aujourd'hui lointains. Bref, nombre de ces droits individuels furent enterrés dans la traite des Noirs, puisque celle-ci donnait le droit à la guerre pour avoir des esclaves et le droit sur la vie d'autrui.

Est-ce qu'il y a une contradiction entre la logique du marché capitaliste et le respect des droits humains ?

Pas forcément. Parmi tous les droits, il y a des droits plus importants que d'autres qu'on ne peut pas mettre dans le marché comme n'importe quelle autre chose. Les droits à l'alimentation, à l'éducation, à la santé, à la vie, à la participation démocratique sont des droits dont on ne peut pas faire fi ! Privatiser la santé ? Privatiser l'éducation ? Même si on les privatise, il faut que l'État garde un minimum d'autorité pour encadrer le privé sans se substituer à lui. Ou alors on laisse les citoyens dans la nature, sans protection, et on laisse au marché le soin de décider si telle catégorie de la population doit survivre ou non. Mais le marché, c'est qui ? La loi du profit est telle que si le marché n'est pas réglé, si la main invisible et aveugle du marché domine sans limites, le respect de certains droits élémentaires ne sera pas garanti. Et cela va à l'encontre des intérêts de la majorité des citoyens. Il y a un seuil qu'il ne faut pas dépasser en matière de respect de la propriété privée. Qui va s'occuper des citoyens burkinabe qui n'ont pas le minimum nécessaire pour payer l'entrée à l'hôpital, si on abandonne tout au marché ? Il faut empêcher que le marché n'écrase les plus faibles, le minimum social doit être garanti par l'État.

Je voudrais maintenant m'entretenir avec vous sur la situation des femmes. En Occident, les inégalités entre hommes et femmes, bien que globalement croissantes, tendent à se réduire. Les femmes ont conquis une visibilité dans l'espace public et ont vu leur rôle économique essentiel reconnu. Comment la vie de la femme a-t-elle été transformée ces dernières décennies en Afrique ? Quelle est la situation de la femme africaine aujourd'hui ?

En général, la situation des femmes dépend des pays, de la religion, des coutumes ethniques, de la capacité personnelle des femmes et du marché. Je prends l'exemple de ce qu'on appelle l'économie informelle ou populaire pour montrer que les femmes africaines ont pu s'ouvrir de nouvelles perspectives. Je crois que c'est dans cette économie qu'elles ont le plus avancé. L'économie informelle se substitue petit à petit à l'économie formelle. L'économie de marché telle qu'elle a été imposée en Afrique de l'extérieur, surtout depuis le temps colonial, est plus ou moins délaissée parce que les Africains n'en maîtrisent pas les paramètres. Elle est fondée essentiellement sur la monnaie, laquelle n'est pas disponible dans beaucoup de cas, si bien qu'il y a une sorte de retour des uns et des autres vers une économie parallèle, un marché « par terre », où les banques ne dominent pas la situation. Les femmes contrôlent ce marché parce qu'il est à leur taille. On n'y met pas en œuvre des sommes considérables de crédits que les femmes n'ont pas. Sur le terrain de l'alimentation et de la nutrition, les femmes sont présentes à tous les niveaux : dans les jardins potagers, elles produisent elles-mêmes des légumes, des fruits et toutes autres denrées à leur portée. Elles récoltent et transportent elles-mêmes, elles vendent et achètent. C'est un marché vital puisque, dans les villes, les gens mangent de plus en plus à l'extérieur. Ce n'est pas comme il y a trente ans où chacun retournait en famille pour manger à midi.

Le savoir est un autre domaine où de plus en plus les femmes s'imposent. Il y a des femmes qui sont allées aussi ou plus loin que les hommes en matière de formation universitaire. Aujourd'hui, plus personne ne doute que la capacité à l'éducation et à l'instruction ne soit égale en ce qui concerne le genre. Dans l'Afrique traditionnelle déjà, elles ne souffraient pas de discrimination. Il y avait des femmes thérapeutes, des prêtresses, des souveraines émules de la pharaonne Hatshepsout. Leurs activités quotidiennes les amenaient à contrôler de nombreux savoirs. Plus tard, la colonisation a détérioré la situation des femmes en matière de savoir. D'abord, on ne recrutait pas de fonctionnaires femmes. Ensuite, on n'imaginait pas, à l'époque, l'enseignement pour les jeunes filles. Les statistiques scolaires montrent clairement que les femmes étaient déconsidérées dans l'éducation. J'ai rarement vu à l'époque coloniale des filles aller à l'école et y rester longtemps. Cependant, sur ce plan, il n'y a pas à faire un faux procès aux Africains, car ce fut le reflet de la situation dans les pays colonisateurs. En fait, au XIX^e siècle, on voyait très peu de femmes instruites en Europe au niveau supérieur. Je pense que les colonisateurs se cachaient derrière la civilisation africaine en disant que les femmes étaient déconsidérées. En même temps, ils ignoraient les pouvoirs parallèles que les femmes avaient dans la société africaine. D'ailleurs, je n'ai jamais entendu un débat du type : « Est-ce que les femmes sont capables de faire ceci ou cela ? » C'est plutôt sur le terrain du devoir que les gens s'interrogent : « Est-ce que c'est bon pour la famille et la société que les femmes poursuivent leurs études ? » Le problème de la famille auquel on fait généralement allusion dans de tels propos, c'est la reproduction biologique. Les femmes ont toujours été piégées dans des systèmes où elles devaient « produire des producteurs ». Et là, elles jouent un rôle irremplaçable, évidemment. Enfin, il ne faut pas oublier

que le droit de vote des femmes en France date d'après la seconde guerre mondiale.

Quelle était la place des femmes dans le système traditionnel de gestion du pouvoir ?

Beaucoup de préjugés existent faisant croire que les femmes africaines étaient purement et simplement victimes des hommes dans la société africaine traditionnelle. En réalité, elles jouaient de très grands rôles. Le rôle économique d'abord, parce qu'elles avaient plus de pouvoir économique que dans l'Afrique d'aujourd'hui. Les femmes disposaient de champs personnels qui n'étaient pas acquis en toute propriété, mais qui, à titre d'usufruit, leur permettaient de produire et d'accumuler à leur propre niveau. Les femmes avaient la possibilité d'avoir des petits champs et des jardins, dans la cour ou autour de la maison sur des sols très fertiles. Les fruits de cette exploitation leur revenaient personnellement, alors que la récolte du grand champ était distribuée sur décision du patriarche de la grande famille. Les femmes avaient une gestion opérationnelle au quotidien au fur et à mesure qu'on leur remettait la part de céréales qui devait être consacrée à la nourriture quotidienne. Il y avait donc une sorte de division de travail entre le doyen, ordonnateur de la dépense, les jeunes qui grimpaient dans le grenier, et les femmes qui recevaient le mil pour la nourriture quotidienne. Ce type de division du travail est très typique de la culture africaine. Les femmes pouvaient avoir des biens personnels leur permettant de jouir d'une certaine autonomie de comportement.

Les femmes africaines détenaient des pouvoirs insoupçonnés, par exemple dans le domaine religieux. Elles contrôlaient des organisations purement féminines à caractère professionnel et religieux, par exemple des sociétés plus ou moins secrètes. Elles avaient en outre la capacité de gérer les

activités qui avaient une incidence sur l'avenir. Les semailles devaient être accomplies par les femmes puisqu'elles étaient symboles de fécondité. Bien sûr, elles étaient accablées par énormément de travaux. Pendant toute la journée, elles étaient écrasées par des tâches innombrables. Mais la division du travail était telle que les tâches demandant le plus de force physique étaient réservées aux hommes, par exemple le travail de défrichage des champs. La récolte et le transport des céréales revenaient aux femmes.

Par ailleurs, la femme africaine gardait des liens extrêmement forts avec sa famille d'origine. La parenté par les femmes était la plus étroite, la plus exigeante, celle qui liait beaucoup plus que la parenté du côté des hommes. Les parents maternels sont ceux qu'on ne trahit jamais. Les relations entre un homme, ses parents maternels et ses beaux-parents sont absolument privilégiées et ne peuvent être transgressées en aucune manière. De plus, la femme africaine gardait son nom de famille. Très souvent, on appelle la femme par le nom de sa famille d'origine. Elle n'était pas obligée de prendre le nom de son mari. Les enfants étaient sevrés très tard, à trois ou quatre ans; pendant cette période, ils dépendaient de leur mère. Après avoir été porté dans les entrailles, l'enfant était porté sur le dos pendant très longtemps, si bien que le rapport des enfants à leur mère était extrêmement fort. À partir d'une certaine période, les fils échappaient au pouvoir de leur mère. Mais les filles restaient attachées à celle-ci même au-delà.

La femme africaine pouvait, à de nombreuses occasions, revenir dans sa famille d'origine. Elle devait y retourner pour des obligations sociales telles que les naissances, les mariages et les décès. Elle pouvait décider de quitter la maison de son époux parce qu'elle ne supportait pas les traitements subis. Quand elle regagnait sa famille, le mari était

obligé de venir faire des démarches, parfois très longues, avant de récupérer son épouse. Tout cet aspect domestique assurait à la femme une certaine autonomie.

Sur le plan politique, la femme jouait un très grand rôle en tant que mère et femme de roi. La reine-mère, la linguère de la tradition wolof au Sénégal, avait sa cour royale exactement comme son fils, avec des hommes comme courtisans. Au niveau militaire, des contingents étaient réservés pour la garde personnelle de la reine-mère. La femme du roi avait aussi une position de pouvoir. Dans certains royaumes, d'ailleurs, quand le roi mourait, son héritier était son neveu, c'est-à-dire le fils de sa sœur. La femme, par ce biais, avait une grande influence puisque chacun succédait à son oncle maternel. Leur position-clé sur le plan social et politique faisait des femmes africaines des personnalités puissantes à un point tel qu'elles étaient plus importantes que le roi surtout en tant que mère du futur roi. Les femmes accédaient souvent au pouvoir royal en Afrique. De très nombreuses reines exerçaient la royauté elles-mêmes et dirigeaient des armées. Vers la fin du XIX^e siècle, des contingents militaires étaient formés uniquement de guerrières qu'on qualifia d'amazones. Des milliers de femmes ne se mariaient pas parce qu'elles étaient militaires dans l'armée du royaume d'Abomey. Dans les combats, c'étaient des unités d'élite qui étaient engagées sur les fronts les plus difficiles.

Est-ce que les femmes étaient soumises au même système de contrôle que les rois dont nous avons parlé antérieurement ?

Oui, les femmes étaient obligées de s'y soumettre. Mais je n'ai jamais vu dans l'histoire de cas où on demande à une femme de se tuer. Parfois on condamnait la reine et les domestiques du roi à être enterrées avec celui-ci, afin de l'accompagner dans l'autre monde et de lui assurer les services dans l'au-delà. Ce furent des obligations terribles mais

qui paraissaient normales, puisque les domestiques se disputaient parfois l'honneur d'accompagner le roi. Au total, on peut dire que le pouvoir féminin était une réalité puissamment originale dans l'Afrique originelle. Je crois que c'est un des traits caractéristiques de la civilisation négro-africaine qui met l'accent sur la place de la femme dans la société, même si, sur la place publique, la femme ne se signale pas. Et le résultat de tout cela c'est que la femme africaine, quoi qu'on dise, jouit d'une capacité d'initiative certaine jusqu'à nos jours.

Toutefois, elles souffraient parfois de mutilations corporelles telles que l'excision qui n'existait pas partout fort heureusement. Dans les ethnies où elle était une pratique courante, les femmes la subissaient avec beaucoup de stoïcisme. Mais je pense qu'il faut resituer ces pratiques dans un ensemble sociologique qui, s'il n'excuse nullement les pratiques de ce genre, les explique largement. Hélas, dans presque toutes les cultures du monde, les femmes ont subi et subissent bien d'autres formes de mutilation !

Les missionnaires Sœurs Blanches arrivèrent en 1912 en Haute-Volta où elles mirent sur pied des congrégations qui initièrent les jeunes filles aux « arts ménagers », à l'hygiène, à l'alimentation – bref, aux valeurs du temps de la Belle Époque en Europe. Quel était l'idéal de femme qui prédominait ? Quels effets a-t-il eus sur la pratique de l'action missionnaire ? Qu'est-ce que la Mission a changé pour les filles ?

On ne peut pas dire que la religion ait systématiquement diminué le rôle des femmes. Il y avait une pratique en usage chez les Mossi en Haute-Volta qui consistait pour le chef à donner une jeune fille à quelqu'un avec l'obligation pour ce dernier de donner sa première fille au chef qui pouvait en disposer comme il l'entendait. Évidemment, cette pratique se faisait au détriment de la femme comme mère et comme conjointe à qui on déniait le droit de choisir son époux ; elle a

été battue en brèche par les missionnaires Pères Blancs et les Sœurs Blanches. Beaucoup de filles et de femmes ont échappé au mariage forcé par cette voie et beaucoup de foyers chrétiens ont été constitués à travers cette récupération.

Donc, la religion a joué un rôle ambigu, et comme toujours en histoire, il faut se garder des analyses hâtives et unilatérales. D'une part, les Sœurs Blanches ont aidé les filles à échapper au mariage forcé et à apprendre un métier. Le fait que la religion chrétienne insiste sur la valeur individuelle de chaque personne a aidé à la libération de la femme. Mais d'autre part, la religion chrétienne, à la suite de saint Paul, a prôné la soumission de l'épouse à son époux, ce qui fait que l'Église a souvent été présentée comme étant misogyne. Il faut donc resituer les discours et les pratiques dans leurs contextes respectifs.

Quelles sont les contraintes majeures pour les femmes aujourd'hui ?

Depuis les indépendances, les femmes ont obtenu des acquis considérables sur le plan individuel. Malgré tout, elles restent en retard par rapport aux hommes. Cela est dû en grande partie aux contraintes dans des domaines autres que celui de la connaissance et de l'instruction. Je pense en particulier aux mariages précoces et au fait que les filles sont plus assujetties aux travaux domestiques que les garçons. Je prends par exemple le cas des garçons peul qui vivent comme bergers en brousse. Eh bien, très souvent les garçons sont déchargés de cette tâche par leurs parents, alors qu'il n'y a pas d'échappatoire pour les fillettes et les filles : chaque jour, il leur faut contribuer au travail des mamans. Tant que tout ce labeur domestique pèse sur les épaules des filles et des femmes, elles seront retardées. Le travail domestique est la principale source d'oppression de la femme. Mais il faut ajouter à ce handicap sociologique le manque à gagner en matière d'emploi et de revenus financiers (crédits).

Dans la situation actuelle, je crains que les charges qui pèsent sur les femmes ne s'alourdissent, du fait de la paupérisation générale (exode rural, prostitution, etc.). Les femmes sont de plus en plus abandonnées alors qu'auparavant on ne pouvait pas répudier une femme aussi facilement. Aujourd'hui, les liens sociaux sont distendus et le contrôle social est devenu moins contraignant. Certains hommes abandonnent complètement leurs devoirs à l'égard des enfants en les laissant à la charge des femmes.

Bref, la moitié de la société est handicapée, inhibée et empêchée de fournir sa part de créativité. Je crois que c'est quelque chose de structurel, et les dirigeants africains doivent s'assigner la résolution de cette question comme un objectif stratégique de premier ordre. Les femmes méritent protection, et le code familial est un des terrains dans lequel cette protection doit être érigée. La cause des femmes, qui sera défendue d'abord par les femmes elles-mêmes, est pourtant un enjeu primordial pour la société dans son ensemble.

Quelle analyse faites-vous du développement du féminisme durant ces dernières années ?

Lors de la Conférence mondiale des Nations unies sur les femmes à Pékin (1995) est apparue une fracture entre les féministes africaines et les féministes des pays du Nord. Pendant toute une période, les féministes africaines avaient le même discours que celles des pays du Nord, du Canada en particulier, qui était un des hauts lieux du féminisme mondial. À partir de Pékin, les femmes africaines ont commencé à parler de leurs aspirations spécifiques. Elles ne se sentaient plus obligées de s'aligner sur les comportements et les revendications et l'agenda des femmes d'ailleurs. Autant il y avait une plate-forme minimale sur laquelle les femmes de tous les pays du monde pouvaient s'entendre,

autant il fallait reconnaître des espaces spécifiques. Ainsi, les femmes africaines ont déclaré que la liberté d'être lesbienne ou de ne pas l'être ne faisait pas partie de leurs préoccupations. Cela se comprend très bien parce que les pulsions du sexe et les impulsions de la conscience ne sont pas les mêmes dans toutes les sociétés. Même si, dans les sociétés européennes ou américaines, les femmes en sont arrivées à ce stade où elles estiment qu'elles doivent être libres d'avoir des conjointes du même sexe, ce n'est pas un problème prioritaire pour les femmes noires aujourd'hui. Dans le fond, il s'agit d'une lutte pour la non-dépendance. Je crois que cette lutte s'impose dans tous les domaines, pas seulement dans le domaine des problèmes du genre mais aussi dans le domaine de l'indépendance politique, mentale et religieuse : partout il faut éviter l'exclusion et la dépendance. La licence tous azimuts n'est pas la liberté. La liberté des femmes et des hommes est soumise à un certain nombre de limites ou d'autolimites sans lesquelles elle conduit tout droit vers des risques inédits et de nouveaux esclavages.

Comment la situation des femmes évoluera-t-elle au XXI^e siècle ?

Difficile de prédire. Mais je suis sûr que la libération avancera. Ce qui ne signifie pas qu'il n'y aura pas de régressions partielles ou locales. Les femmes ont accumulé un capital énorme ; elles constituent une force de frappe. Elles ne seront pas libérées de l'extérieur, elles se libéreront elles-mêmes, individuellement et collectivement. Or, sur ce plan, elles disposent déjà d'une marge de manœuvre considérable. Je ne pense pas qu'il y ait une force capable de les en empêcher. J'ai souvent dit à nos femmes africaines que leur situation diminuée jusqu'à aujourd'hui provient de leurs propres fautes. Il est certain que si les femmes s'entendaient vraiment, elles mèneraient le monde.

Et le monde serait différent si les femmes étaient au pouvoir? Pensez-vous que les femmes ont une manière différente d'exercer le pouvoir?

Je crois. On a toujours dit que, quand les femmes sont méchantes, elles le sont deux fois plus que les hommes. Cela s'est vérifié plusieurs fois dans les guerres civiles, les guerres de religion et les révolutions où on a vu des femmes terribles. Mais ce sont des exceptions. En général, les femmes sont davantage liées à la vie, elles penchent du côté de la souplesse, de l'équilibre, de l'entente, de la compassion. Alors que l'homme est plutôt enclin à la polémique et à l'agressivité, même s'il faut vaincre sans convaincre.

Les femmes doivent lutter pour être elles-mêmes. Elles exercent le pouvoir, malheureusement dans beaucoup de régimes africains, sur la base d'une affectation dans des domaines marginaux, périphériques, auxiliaires. On leur donne des fonctions d'appoint qui relèvent du ludique, de l'amusement, de la fête: la fête pour satisfaire les hommes, si bien que la fonction tend à prévaloir. Des femmes acceptent ce rôle parce que le pouvoir sexuel (le cinquième pouvoir?) procure un accomplissement individuel pour celles qui sont engagées politiquement. Ce n'est pas tellement le contrôle du pouvoir, en tant que pouvoir politique, mais c'est le contrôle du pouvoir sexuel qui est affiché: il s'agit d'arriver à être la maîtresse du maître! Le résultat est qu'on les confine dans des petits harems, pour ne pas dire dans des petits ghettos.

Heureusement, nombre de femmes résistent à l'instrumentalisation. Il faut reconnaître qu'il y a beaucoup de fortes femmes en Afrique, dans tous les secteurs de la société civile surtout. Elles ont un grand esprit communautaire qui leur a permis de jouer un rôle héroïque et sublime dans les mouvements de libération et dans la lutte pour l'indépendance. Même quand leurs maris, leurs fils, leurs frères étaient arrêtés, emprisonnés ou éliminés dans les

combats, les femmes continuaient à militer dans les maquis avec les hommes. C'est d'ailleurs le signe que l'Afrique n'a pas trop opprimé les femmes dans son histoire. Sinon, il resterait une sorte de déficit naturel et permanent comme celui qui afflige les gens qui ont souffert de servitude pendant longtemps et qui sont inaptes à se prendre en main. Mais on ne sent pas du tout cette tare chez les Africaines. Elles n'ont aucun complexe d'infériorité et disposent d'une capacité créatrice, d'une force d'initiative qui est frappante dans tous les domaines. À terme, c'est une garantie absolue pour la libération.



Si nous nous couchons, nous sommes morts

Il y a plus de quarante ans que les pays africains indépendants se sont lancés dans une entreprise d'une ambition planétaire nouvelle: mettre fin à la misère extrême dans laquelle vivait la majorité de la population de la planète, mettre fin aux inégalités, donner à chacun les conditions de vie permettant son épanouissement personnel. Pour les élites des pays récemment affranchis des systèmes de domination étrangère, il était évident que la colonisation ayant causé la misère, sa disparition entraînerait rapidement une égalisation mondiale des conditions matérielles. À l'époque, vous avez été en première place dans ce combat pour l'indépendance et l'unité de l'Afrique. Qu'est-ce qui motivait votre engagement d'alors? Comment les ambitions et les rêves des leaders africains de l'époque vous ont-ils influencé?

Mon engagement politique, social, intellectuel et international a commencé à la fin de mes études en France. J'étais déjà engagé en tant qu'étudiant. Pendant mes études à la Sorbonne, à Paris, je lançai l'Association des étudiants voltaïques en France et je fus cofondateur de l'Association catholique des étudiants antillais, africains et malgaches. J'ai aussi animé un journal catholique qui s'appelait *Tam-Tam*; c'était une revue de réflexion sur les problèmes politiques, sociaux, idéologiques, spirituels et culturels de l'Afrique.

C'est à la sortie de mes études que je me suis lancé à fond dans la lutte pour l'indépendance et pour l'unité africaine. En 1957, je suis arrivé à Dakar où j'avais été envoyé

comme fonctionnaire français. Je travaillais dans la fonction publique française à un très haut niveau en tant que professeur agrégé, après avoir été recruté sur une liste de candidats français. En 1958, j'ai créé le Mouvement de libération nationale (MLN), un mouvement panafricain qui avait des sections en France, en Haute-Volta, au Sénégal, au Dahomey et au Cameroun. Le MLN a fait campagne pour le non à la Communauté franco-africaine lors du référendum du 28 septembre 1958 organisé par le président Charles de Gaulle. À l'issue du scrutin, nous avons constaté que seule la Guinée avait opté pour l'indépendance, conformément à nos propres options pour l'indépendance immédiate et la constitution des États-Unis d'Afrique sur la base d'un socialisme africain. Alors que de Gaulle avait déclaré pendant la campagne que la France « ne mettra pas d'obstacles » à l'indépendance, quelques semaines après la déclaration d'indépendance de la Guinée, la France a rappelé tous ses assistants techniques. C'était pour mettre la Guinée à genoux. La Guinée était le seul État africain francophone à avoir rejeté massivement la Communauté franco-africaine. Ayant fait campagne pour le non au référendum, j'ai été interpellé par la suite par le président Sékou Touré. Il m'a envoyé un émissaire à Dakar pour me demander de venir travailler en Guinée. C'est à ce moment que j'ai décidé d'abandonner ma carrière de professeur de lycée à Dakar.

Avant de partir, je suis allé voir le recteur de l'université de Dakar. Il m'a dit: « Monsieur le professeur, vous avez devant vous une carrière brillante, réfléchissez avant de la sacrifier. » Je lui ai répondu que je n'étais pas venu pour discuter avec lui, mais pour l'informer de ma décision. Et au moment de le quitter à la porte de son bureau, il me promettait la lune en disant: « Monsieur le professeur, je vous le répète, réfléchissez encore. Vous avez devant vous une carrière! On va africaniser! » Il m'a encore promis de me nom-

mer professeur à l'université, alors que j'étais encore dans les classes terminales au lycée. C'est comme cela qu'on s'est quittés. Je sais que si j'avais voulu suivre cette voie, j'aurais récolté les dividendes, puisque avec A. Moumouni, nous étions les premiers professeurs à ce niveau après Léopold Sédar Senghor. Mais nous sommes allés en Guinée, mon épouse Jacqueline et moi-même, et nous avons jeté par-dessus bord notre carrière. Nous étions une trentaine de professeurs, d'ingénieurs, de docteurs africains venant de partout. Nous avons constitué une espèce de corps expéditionnaire pour aller « sauver la Guinée », comme on disait. C'était un épisode fantastique, palpitant, de lutte anti-colonialiste et pour l'Unité. Je me rappelle qu'avant les indépendances, le mouvement des jeunes était puissant, parce qu'il y avait cet enjeu : l'indépendance. Nous étions tous animés par cette lutte. Nous n'avions pas le choix : il fallait se battre. La jeunesse dans son élite avant-gardiste avait opté sans esprit de retour pour « l'indépendance, maintenant ! ». C'était une option non négociable. C'est dire que nous étions prêts aux sacrifices qui n'apparaissaient d'ailleurs pas comme tels.

Notre génération a été marquée par des gens comme Kwame Nkrumah, Aimé Césaire, Amilcar Cabral, Patrice Lumumba et Léopold S. Senghor. Ce qui nous attirait chez ces leaders, c'était l'idéologie de l'indépendance, de l'unité et du socialisme. Je me rappelle avoir écrit dans *Tam-Tam* plusieurs fois sur Kwame Nkrumah que je n'avais pas encore rencontré à l'époque. L'un de mes articles était intitulé : « Kwame Nkrumah, un pilote ». Vous voyez, ce titre était déjà tout un programme. Même avant de partir en Guinée, j'avais fait la connaissance de Nkrumah, à partir du manifeste du MLN que je lui avais présenté. Mes rencontres avec Nkrumah ont été une révélation fantastique, une confirmation sur le plan politique.

Au Burkina Faso, on vous appelle souvent « l'opposant de tous les jours » pour vous être opposé aux différents régimes en place. Pourquoi avez-vous maintenu cette position durant toutes ces années ? Pourquoi continuez-vous à vous battre ?

En effet, j'ai été dans l'opposition dès le départ. Je n'ai pas bougé parce que la position coloniale et néocoloniale n'a pas bougé. Après avoir passé un an en Guinée-Conakry, où j'ai enseigné au lycée tandis que ma femme était directrice du collège des filles, j'ai été nommé directeur général de l'Éducation nationale en Haute-Volta. À ce moment, j'ai expliqué à Sékou Touré qu'il fallait que je retourne chez moi parce que la lutte pour l'indépendance continuait dans d'autres territoires. Il a fini par accepter. En Haute-Volta, je ne me retrouvais pas du tout dans la manière dont Maurice Yaméogo, le premier président après l'indépendance, gérait le pays. Il avait été placé à la tête de la Haute-Volta par les autorités françaises. Il ne suivait pas du tout la même ligne que nous. Son régime était même l'antithèse de ce que nous avions rêvé pour les pays africains. Alors, le MLN est devenu clandestin en 1958, et nous le sommes restés jusqu'en 1970.

Mon choix de statut d'opposant n'est pas un choix par principe ni d'ailleurs volontaire. Ce n'est pas parce que je n'accepterai jamais de gouverner que je refuse toute participation au gouvernement. En tant que parti politique, nous voulons, bien entendu, exercer un jour le pouvoir d'État au Burkina Faso. Déjà, le programme du Mouvement de libération nationale était extrêmement clair et rigoureux à cet égard. Il était pour l'indépendance par rapport aux pouvoirs étrangers, l'unité africaine et un socialisme refondé sur les réalités, les intérêts et les valeurs de l'Afrique. Ce programme indépendantiste, anticolonial et antinéocolonial, progressiste aussi, visait à transformer l'Afrique. Nous voulions la faire vivre sur ses racines afin de

donner une version moderne de l'africanité et une version africanisée de la modernité grâce au développement endogène. Je crois que cette ligne politique est difficilement compatible avec le type de régimes que nous avons eus successivement en Haute-Volta d'abord et ensuite au Burkina Faso.

Au temps de la révolution, à partir de 1983, j'ai mangé le pain de l'exil à Dakar pendant neuf ans. Pendant tout le régime du Conseil national de la révolution (CNR) sous Thomas Sankara d'abord, puis après l'exécution de Thomas Sankara, sous le Front populaire, j'ai été menacé. Notre parti a perdu beaucoup de camarades. Du Front populaire, on est passé au régime soi-disant démocratique de Blaise Compaoré. Ce régime continue à couvrir des liquidations physiques et à maintenir l'impunité, ce qui fait que nous ne pouvons pas le soutenir. Tout au long de cette période, depuis 1960 jusqu'à aujourd'hui – cela fait plus de quarante ans, même dans la vie d'un peuple c'est beaucoup –, nous avons eu ici ou là l'occasion d'entrer dans des gouvernements d'union et de transition avec un ou deux ministres, mais nous ne nous sommes pas insérés comme partie intégrante du pouvoir en vue de défendre notre ligne. En effet, il ne s'agit pas de s'intégrer dans une équipe gouvernementale pour y perdre son identité. Dans ce cas, ce serait une inclusion pour aboutir à une exclusion – pour finalement disparaître sur l'échiquier politique. D'ailleurs, nous avons eu des cas d'autres partis politiques qui sont allés « mordre à l'hameçon » en acceptant de rejoindre le gouvernement de Blaise Compaoré. Ils ont presque tous disparu en tant que parti, à savoir en tant que ligne politique à défendre. Petit à petit, on les a démantelés en appelant certains à des postes ministériels, en en corrompant d'autres et en maintenant d'autres encore sous le chantage de dévoiler leurs détournements.

Nous ne disons pas: « Quelles que soient les conditions, nous ne participerons à aucun gouvernement. » Mais nous disons encore moins: « Quelles que soient les conditions, nous sommes prêts à participer à tout gouvernement. » Les conditions sont les suivantes: premièrement, un contexte de salut public ou de crise à résoudre bien identifiée par une structure consensuelle; deuxièmement, compatibilité du programme de la composition de ce gouvernement avec notre propre ligne; et, troisièmement, limitation dans le temps et délimitation des étapes avec évaluations et obligations de résultats.

Nous savons qu'il est très dur d'être dans l'opposition: nous travaillons avec nos propres moyens. Nos militants souffrent encore plus que nous-mêmes. Malgré tout, l'opposition doit survivre pour qu'il y ait l'espoir d'une alternative. Vous savez, nos dirigeants africains ne se basent pas sur les réalités africaines pour diriger, mais sur des « marchés » où ils sont objectivement complices de valeurs et d'intérêts minoritaires ou étrangers. Très souvent, on spolie les Africains, on détruit leur environnement, on arrache de leur sol le pétrole, les minerais précieux, toutes choses qui sont des attentats aux intérêts majeurs de ces peuples. Et la plupart du temps, les valeurs que représente leur culture ne sont pas prises en compte. Nous ne cherchons pas simplement une alternance pour remplacer les autres à des portefeuilles, à des sièges, uniquement pour refaire la même chose. Au contraire, nous voulons une alternative, c'est-à-dire une nouvelle ligne politique, une nouvelle plate-forme optionnelle et surtout aussi une mise en place des forces politiques réelles qui assurent la transformation sociale. Je ne suis pas pour un socialisme d'État, un socialisme communiste ou stalinien où tout est réglé par l'État, où tout appartient à l'État, où l'État accapare les biens et spolie les autres instances des autres niveaux au point de tout mettre dans

son propre sac. D'abord, ce n'est pas efficace économiquement, et ensuite ce n'est pas démocratique. Je suis pour un socialisme démocratique. Malheureusement, on doit constater que beaucoup de projets alternatifs qui avaient été développés dans les années soixante et soixante-dix – le nouvel ordre économique mondial, le socialisme de l'Ujamaa en Tanzanie, les modèles de développement socialisants dans les anciennes colonies portugaises – furent brisés à cause de la guerre froide ou de contradictions internes.

J'aimerais savoir pourquoi Thomas Sankara était opposé à votre parti et pourquoi vous étiez alors menacé au point de devoir vous exiler. J'ai l'impression que certaines des options de la période Sankara n'étaient pas pour vous déplaire...

Je comprends que les gens se préoccupent de cette question parce qu'ils n'ont pas compris les prises à partie de la part du régime « révolutionnaire » instauré au Burkina Faso à partir de 1982-1983. Mais je crois qu'il faut réfléchir avant de répondre à une telle question. Beaucoup de faits restent inconnus ou camouflés. Moi-même, je n'ai pas été acteur. Par ailleurs, l'historien que je suis ne peut s'exprimer avec la rapidité du journaliste.

En fait, je n'ai pas tellement connu Thomas Sankara, je l'ai rencontré une fois pendant une heure à peu près. C'était à mon retour au pays, après la prise du pouvoir le 4 août 1983. Au lendemain de mon arrivée, j'ai été mis en résidence surveillée. J'ai donc pris l'initiative de le rencontrer. La réponse a tardé. Probablement, cela reflétait les différences d'attitude à mon égard. La rencontre a finalement eu lieu au Conseil de l'entente, en présence du chef de la gendarmerie. J'ai été frappé par la liberté de ses propos. Cela a été un échange assez franc et direct qui consistait à expliquer pourquoi ils avaient fait leur coup : « Nous avons pris le pouvoir, parce qu'il s'agissait de libérer notre peuple », disait

Sankara. C'était une présentation de la révolution du 4 août 1983 ainsi qu'une mise en garde, au cas où certains décideraient de s'opposer à eux. Je lui ai répondu à ma manière, directement, pour dire que nous n'avions jamais exercé le pouvoir, que nous avions un programme, un idéal que nous défendions sans ambages depuis de longues années. Et si nous avions commis des erreurs (ce qui est inévitable en politique), il faudrait tenir compte aussi des acquis positifs de notre action.

Par la suite, j'ai essayé de reprendre le contact et demandé un autre rendez-vous. En vain. Après les attaques publiques contre moi, ce fut l'exil. Et c'est là où Sankara a pris l'initiative, par des personnalités mandatées, de me faire contacter à trois reprises. Le message était identique : « Il faudrait revenir. C'est votre pays, il a besoin de vous. » J'ai répondu que, sur le principe, il n'y avait pas de problème, mais pas dans l'immédiat, cela exigerait un peu de temps. Sankara était un patriote sincère et désintéressé, un idéaliste volontariste. Il n'a jamais réalisé assez tôt que les conditions objectives de la révolution n'étaient pas réunies. De plus, le contexte s'opposait à la réalisation de son programme.

Le concept de la société civile est aujourd'hui universellement utilisé, mais dans des sens très différents et parfois opposés. Ce qui est sûr c'est que le concept de la société civile ne peut être compris sans être remis dans le contexte social de sa genèse et de son utilisation. Quelle est sa signification spécifique de votre point de vue ?

Le concept de la société civile est un concept relationnel face à l'État et désigne ce qui n'est pas de l'État, ce qui est un contre-pouvoir à l'État, sans toutefois être systématiquement et structurellement opposé à l'État ni se confondre avec un parti politique du pouvoir ou de l'opposition. À mon avis, il faut bien préciser la relation avec l'État, parce que c'est l'essentiel de la société civile. Il peut arriver que des

organismes de la société civile soient d'accord avec l'État sur un point particulier et circonstanciel. Sans s'y opposer, ils se rencontrent sur la même plate-forme que l'État, mais ils continuent à disposer d'une indépendance. Je crois que Georg W. Friedrich Hegel, dans sa définition de la société civile, a insisté beaucoup sur les rapports à l'État et la différence d'avec l'État. Ceux qui ne sont pas dans l'État – comme fonctionnaires ou participants du pouvoir – appartiennent selon lui d'office à la société civile. Le philosophe italien Antonio Gramsci de son côté a mis l'accent sur le pouvoir d'État ainsi que sur l'hégémonie culturelle qui est nécessaire à l'État pour se perpétuer. Selon Gramsci, pour arriver à prendre le pouvoir de l'État, il est indispensable de conquérir, au préalable, une hégémonie culturelle et idéologique. Le fait d'être indépendant de l'État et de ses institutions, c'est l'élément fondamental de la définition. L'autre aspect qui caractérise la société civile, c'est l'organisation et la conscientisation citoyenne. Dès qu'on dit « citoyen », il y a une référence à un bien public. Si vous organisez des producteurs de carottes et que vous ne vous intéressez à rien d'autre, est-ce qu'on vous classera dans la société civile? Je ne conçois pas que les producteurs de carottes, qui ne font rien d'autre que de produire des carottes, soient des membres de la société civile. Le fait de poursuivre un but en relation avec le bien commun me semble constitutif de la société civile.

Mettez-vous la chefferie traditionnelle dans la sphère du pouvoir?

Oui. Actuellement, les chefs contribuent à créer cette hégémonie dont j'ai parlé tout à l'heure. Ils sont non seulement associés, mais étroitement alliés à l'État. On voit mal que les chefs pourraient être indépendants. Et s'ils sont indépendants à titre individuel, ils ne le sont pas en tant que

corps. Au Burkina Faso, les chefs sont classés comme membres, en tant que représentants de la société civile, de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) qui dirige les élections dans notre pays. Je suis convaincu que Gramsci ne serait pas d'accord ! Il les mettrait dans la sphère de ceux qui produisent l'idéologie du pouvoir.

Mais peut-on gérer sans discrimination toute la chefferie traditionnelle ? Je ne le pense pas. Concrètement, les chefs sont répartis par leur appartenance de classe, d'ordre, d'intérêts ou d'idéologies dans l'une des trois catégories : le pouvoir, le parti politique, la société civile ; certains se débattent entre plusieurs catégories.

Est-ce qu'on peut s'imaginer une réinvention du politique à travers la société civile ? Quel est l'avenir des partis dans ces conditions ?

Le problème des partis politiques en Afrique est assez complexe, peut-être même plus complexe que dans les pays où les partis politiques ont été constitués sur la base de la lutte sociale. En Europe, les corporations du Moyen Âge avaient été remplacées petit à petit par des partis qui datent en grande partie de la Révolution française. La Révolution supprimait les corporations de type féodal pour les remplacer par des groupes d'idées et des associations de citoyens. Ces groupes se sont ensuite cristallisés dans des partis qui optaient pour des intérêts sociaux différents. Au XIX^e siècle, les partis ouvriers ont cherché à s'organiser sur la base des intérêts des ouvriers et du marxisme. La pensée marxiste a insisté sur la nécessité que chaque classe sociale pouvait et devait être représentée dans la lutte politique par des partis différents.

Or, en Afrique on ne dispose pas de clivages sociaux du même genre que ceux qui existaient et existent dans les pays européens. Dans la mesure où il n'y a pas d'industries

véritables, la classe ouvrière est faible; on a estimé le nombre des ouvriers à peut-être 1 % de la main-d'œuvre dans les pays africains. On peut se poser la question de savoir quels types de partis politiques existent en Afrique. En général, ils s'organisent sur des bases idéologiques qui ont prévalu en Europe, en particulier pendant la guerre froide. Il est clair qu'il y avait à l'époque un antagonisme entre les partis d'obédience marxiste d'une part, et d'autre part, ceux qui optaient pour la voie capitaliste.

Dans les années quatre-vingt-dix, après l'effondrement du socialisme de type stalinien, certains ont voulu jeter à la poubelle de l'histoire à la fois le conflit Est-Ouest et l'opposition gauche-droite. Dans son livre Beyond Left and Right, le sociologue britannique Anthony Giddens plaide pour un programme néolibéral de réformes, qui ne s'orienterait plus sur des différences de classes, et qui, pour cette raison précisément, promettrait à tous les citoyens « plus de bien-être et moins de coûts ». En revanche, des penseurs de gauche comme le philosophe italien Norberto Bobbio sont d'un tout autre avis. Selon celui-ci, quand on étend à l'espace international la question sociale telle qu'elle se pose à l'intérieur même des États où est jadis née la gauche, on constate « que la gauche n'est pas allée jusqu'au bout de son chemin, mais qu'elle ne fait que l'amorcer ». La différence gauche-droite a-t-elle, à votre avis, un sens en Afrique?

Que vaut l'idée de gauche et de droite en Afrique alors que ces références renvoient à une histoire sociale qui ne s'est pas reproduite en Afrique? Pour l'Afrique, ce sont les valeurs permanentes liées à ces dénominations qui devraient servir de paramètres pour une identification-classification. D'un côté, pour la droite, les principes d'ordre, de discipline, de sécurité, de hiérarchie, de nationalisme, de prévalence du privé sur l'État, de la propriété sur le travail, etc. De l'autre côté, la priorité des travailleurs,

de l'égalité sur la liberté, de l'internationalisme sur le nationalisme, des rapports de production sur la production, de l'économie de marché sur la société de marché. Mais il faudrait surtout procéder à des analyses approfondies des réalités africaines avant de dégager des paramètres servant à identifier les partis par leurs programmes et leurs projets de société. Le sigle d'un parti ne suffit pas pour le classer, il faut surtout tenir compte de ses pratiques. Notre parti, le Parti pour la démocratie et le progrès/Parti socialiste (PDP/PS), après analyse des réalités, des intérêts, des valeurs des catégories sociales de notre pays, a opté pour un socialisme démocratique qui doit être forgé à partir des réalités africaines. Nous ne voulons pas recopier purement et simplement; nous ne voulons pas non plus être populistes, c'est-à-dire nous fonder uniquement sur le peuple tel qu'il existe.

Avec la paupérisation liée aux programmes d'ajustement structurel, la classe moyenne se fond et s'efface, laissant le terrain au face à face des extrêmes: les ploutocrates et les miséreux. Cette polarisation invite chacun à choisir son camp; elle devrait être l'origine du choix des gens en matière politique et les amener à opter entre la minorité des nantis et la cause du peuple. La bourgeoisie en Afrique constitue, comme on disait dans le temps, une « bourgeoisie compradore ». Les bourgeois africains vivent aux crochets de la bourgeoisie internationale tout en bénéficiant, comme des saprophytes, des miettes qui subsistent. À mon avis, même quand on n'est pas objectivement un pauvre ou un ouvrier, on peut constituer une catégorie sociale alliée des pauvres et décider de défendre leurs intérêts – étant entendu que nos intérêts à tous sont suspendus à la promotion de ce peuple. Bien entendu, nous ne pouvons pas imiter les pays riches du Nord qui peuvent se permettre une politique de redistribution sociale de type keynésien. Les partis sociaux-

démocrates en Europe vivent dans des sociétés où l'accumulation a été réalisée et où les classes sociales sont en train de s'oblitérer, alors qu'elles sont en train de se constituer en Afrique. Il ne serait pas étonnant que, au contraire, en Afrique, ce soit l'heure du politique et même de la politique partisane.

On constate en Afrique une baisse croissante de l'intérêt pour la politique partisane, pendant que semble se renforcer la disposition à s'engager pour la défense des droits fondamentaux et de la personne humaine. Pourquoi?

Je crois qu'il y a eu une double tromperie du côté des partis au pouvoir. D'une part, il y a eu cette tentative de tout accaparer, de tout mettre au service d'un parti écrasant. À quoi sert d'aller militer dans un parti de ce type? D'autre part, l'opposition a mal joué son rôle dans beaucoup de pays africains. Souvent, elle ne présente pas d'alternative. Elle se présente comme un conglomerat d'intérêts variés, parfois purement individuels, pour défendre des causes qui n'ont rien à voir avec celles de la majorité de la population. Quand le peuple finit par détecter que, dans la réalité, il n'y a pas d'enjeu qui mérite ses sacrifices, il se replie en attendant de voir ce qui va se passer. Pourtant, les partis politiques ont un rôle à jouer. Imaginons que tous les partis politiques arrêtent leurs activités et qu'on laisse la société civile se prononcer – les gens seraient désorientés aussi. Les partis politiques cristallisent les intérêts et la lutte des différents groupes intéressés. C'est à travers les partis politiques que ce débat du partage du pouvoir, de l'avoir et du savoir, qui est le cœur même du politique, peut s'organiser. La société civile ne vise pas la conquête du pouvoir d'État. Si on la laisse face à face avec l'État, il ne restera, en réalité, que l'État. À moins que la conscientisation par la société civile ne déclenche plus et mieux qu'une jacquerie ou une révolte ou une agitation.

Il manque une théorie claire des enjeux et des choix stratégiques du changement qualitatif dans la mondialisation.

Est-ce que les mouvements sociaux peuvent retrouver une capacité de mobilisation analogue à celle des années 1950-1982 ?

Je me rappelle qu'un jour, quand j'étais directeur général de l'Éducation nationale, un jeune Voltaïque est venu me trouver dans mon bureau pour me demander : « Comment faire pour rejoindre l'Angola ? » Il voulait à tout prix aller s'engager aux côtés de ceux qui se battaient contre le colonialisme portugais en Angola. Aujourd'hui, où est-ce qu'on peut trouver un tel engagement ? Chaque génération doit fixer ses enjeux. Les jeunes ne doivent pas attendre que notre génération leur indique ce qu'ils doivent faire ; on ne peut pas faire ce travail à leur place. Bien sûr, on peut leur donner des conseils, des bénédictions, on peut faire en sorte que les régimes en place n'offrent pas aux femmes et aux jeunes simplement des prébendes, de petits cadeaux pour les entretenir, soit comme des maîtresses, soit comme des enfants à qui on donne des jouets pour qu'ils restent gentils dans leur aire de jeu. J'estime personnellement que l'enjeu de l'intégration africaine vaut la peine de se battre. Au lieu de laisser les chefs d'État accaparer cet enjeu de l'unité africaine que de toute façon ils ne veulent pas réaliser : chacun veut être le roi chez lui, le sultan, le roitelet. Peu importe l'unité africaine, pourvu qu'il soit le maître d'un territoire ! L'intégration africaine ne se réduit pas à un simple enjeu économique. En réalité, c'est beaucoup plus large. Les pays africains doivent se reconstituer en tant qu'entité, en tant qu'identité, en tant que personnalité. La personnalité africaine contient beaucoup plus que les performances de la croissance économique – il y a les langues africaines à promouvoir, l'histoire à recouvrer, l'environnement à sauver, notre image dans le monde à soigner et à restaurer.

Il y a une responsabilité particulière pour les jeunes intellectuels de la ville par rapport aux paysannes et aux paysans. Il ne faut pas s'attendre à ce que le déclic vienne des villages. Mais il ne faut pas non plus essayer d'avancer sans eux, car c'est toujours dangereux de vouloir se substituer au peuple. Quand nous avons commencé la lutte pour l'indépendance, nous étions des groupes d'intellectuels. Mais on ne doit jamais laisser les paysans en rade, car ce serait croire que les intellectuels ont *ipso facto* une vocation pour exercer le pouvoir à la place des gens du peuple. Il ne faut jamais s'isoler du reste de la caravane. En sortant de la clandestinité, le mot d'ordre du MLN était : « Liaison avec le peuple. » Même avant de sortir de la clandestinité, nous avions recruté dans le monde paysan ; un fait que les paysans d'un certain âge me rappellent aujourd'hui encore dans mon village. Ils célèbrent cette époque qui, pour eux, était un moment exaltant du militantisme. Ils me racontent comment on se voyait à 3 heures ou 4 heures du matin dans des villages reculés. Les paysans sont à même de tout comprendre ; ils ont adhéré à notre mouvement. Aujourd'hui, quarante ans après, ils sont les appuis les plus solides de notre parti.

Par conséquent, je dirais qu'il ne faut pas hésiter à se lier aux masses, tout en évitant de parler à leur place et de prétendre qu'on est leur guide. Nous avons rencontré des leaders paysans extraordinaires ; d'ailleurs, les femmes sont souvent des leaders exceptionnels qui dépassent de loin les hommes. Elles sont en général plus fidèles dans leur engagement. Même s'il y a une avant-garde, il faut qu'il y ait des gens du peuple dans cette avant-garde. Elle ne peut pas être purement et simplement intellectuelle, constituée de cadres destinés à mener les autres. Nous étions bien organisés et structurés parce que nous avons introduit un système de serment. En réalité, ce qui nous soutient jusqu'à présent,

c'est cette mentalité de l'engagement définitif qu'on trouve de moins en moins dans la vie politique africaine. Quand je vois par exemple la débandade des dirigeants socialistes au Sénégal, après la défaite du parti socialiste aux élections, et les jeunes qui passent d'un parti à l'autre, je trouve que c'est triste.

Quel est l'enjeu de la lutte? S'agit-il de conquérir le pouvoir politique ou une sorte d'hégémonie culturelle dans la société?

Je crois, les deux. L'hégémonie culturelle doit préparer, tôt ou tard, une forme de pouvoir politique. Cela ne signifie pas que ce sera une démocratie populaire, mais ce sera une démocratie qui admet la place de la société civile, qui offre des opportunités dans la participation aux décisions, aux fruits de la croissance. Je ne suis pas nécessairement de l'avis qu'il n'y a que le pouvoir du peuple qui compte et que tous les autres sont considérés comme des bourgeois. Mais je suis quand même pour un pouvoir du peuple. L'objectif de cette lutte n'est pas simplement de limiter les pouvoirs existants. Si on se contente de limiter le pouvoir des dictateurs ou de riposter au régime en place, ce n'est pas suffisant. L'objectif terminal et stratégique est de se constituer pour prendre le pouvoir, cet acte n'étant qu'un objectif d'étape qui pose plus de problèmes qu'il n'en résout. D'après la philosophie politique africaine, comme je l'ai déjà expliqué, c'est la royauté qui a le roi: c'est le pouvoir qui possède ceux qui le prennent.

Au Burkina Faso, l'obstination du journaliste Norbert Zongo – qui a payé de sa vie cette audace – a fait trembler sur ses bases le régime du président Blaise Compaoré, que l'on croyait solidement installé. Comment interpréter ce qui se passe dans votre pays? Quels sont les aspects transcendants, prophétiques, de cette lutte contre l'impunité?

Je pense que ce qui fait de l'assassinat de Norbert Zongo un événement historique, c'est qu'il y a eu à la fois mobilisation, conscientisation et rassemblement. Depuis le 3 janvier 1966, lorsque le président Maurice Yaméogo a été évincé du pouvoir à la suite d'un mouvement de grève, on n'a jamais connu une mobilisation d'une telle ampleur. Et encore, le mouvement du 3 janvier n'a duré que quelques mois... Aujourd'hui, il y a une mobilisation exceptionnelle qui a un caractère historique particulier en ce sens que ce n'est pas une mobilisation circonstancielle. On sent que c'est une mobilisation à cause d'un enjeu de taille. Elle a été déclenchée par le massacre de Norbert Zongo et de ses camarades le 13 décembre 1998 et a abouti à une espèce de surrrection ou d'insurrection populaire.

Ensuite, il y a eu conscientisation. Auparavant, on avait vécu des disparitions d'êtres humains, de militaires, de civils, de cadres, d'intellectuels, disparitions que la population subissait sans réaction, sans réflexion suffisante pour se mobiliser. Il a fallu ce massacre pour qu'il y ait une prise de conscience. La conscience qu'est-ce que c'est? C'est une réflexion à un second degré. Ce n'est pas seulement la compréhension d'un phénomène, son analyse. C'est le fait d'assumer des événements et de les classer non seulement dans l'ordre de la compréhension intellectuelle, mais dans l'ordre éthique du devoir, de l'admissible et de l'inadmissible, du légitime et de l'illégitime: pas seulement la légalité, mais la légitimité.

C'est pour cela que les Égyptiens appelaient la conscience « le cœur »; c'est le cœur qui était pesé après la mort parce qu'il était le vecteur de la conscience. Le cœur était passible, comptable de tout ce que quelqu'un avait été et avait fait pendant sa vie. Il était pesé par le tribunal d'Osiris composé de quarante juges. Et on mettait en balance le cœur de chacun avec Maât, la déesse de l'ordre, de l'équilibre et du droit,

représentée par un duvet d'oiseau. Le cœur devait être aussi léger au point de vue responsabilité qu'une plume d'oiseau. Autant dire qu'il valait mieux que le cœur soit net de tout crime. C'est ce qu'on appelait le jugement d'Osiris après la mort. C'est justement là qu'on pourrait rapprocher le tribunal d'Osiris du combat du Collectif des organisations démocratiques de masse et des partis politiques contre l'impunité : il ne faut pas que le cœur de l'homme soit alourdi par des actes qui ne sont pas conformes au droit, à l'éthique, aux devoirs, au respect de la dignité humaine. Aujourd'hui, en fait, nous demandons le jugement d'Osiris pour que le cœur des uns et des autres soit posé sur la balance ; qu'on voie à cette épreuve qui est conforme ou non à notre compréhension du droit, du bien et du mal, du soutenable et de l'insoutenable, de l'acceptable et de l'inacceptable.

Finalement, il y a eu rassemblement. Avant la mort de Norbert Zongo, on avait eu des tentatives pour rapprocher les partis politiques des groupes de la société civile. Toutefois, toutes ces tentatives ont échoué. Norbert Zongo lui-même était très réticent devant les amalgames entre partis politiques et société civile, lui-même se classant dans la société civile. Il ne voulait pas du tout être récupéré par un parti politique. Et quand le Groupe du 14 février (G-14), un regroupement de partis d'opposition, a fait des démarches auprès d'organisations de la société civile dans le but de constituer une sorte de front devant les périls que constituait la manière d'exercer le pouvoir par Blaise Compaoré et ses acolytes, nous nous sommes heurtés à un refus catégorique de la part des groupes de la société civile. Ils nous ont dit : « Il n'est pas possible qu'on mette ensemble des groupes de nature aussi différente. Nous ne pouvons accepter qu'une chose : l'unité d'action. Essayons de voir s'il y a des terrains sur lesquels nous pouvons nous rassembler pour arracher des concessions au pouvoir. » Nous les avons compris finalement ; nous aurions

préféré, évidemment, la constitution d'un front, mais nous nous sommes préparés à présenter un programme de lutte dans le cadre d'une unité d'action. Et subitement, deux jours après l'assassinat de Norbert Zongo et de ses compagnons, le Collectif a été constitué. On ne s'est plus demandé s'il s'agissait d'une unité d'action ou d'un front. Le rassemblement de toutes ces forces est devenu une réalité créée par l'ampleur, la gravité et la profondeur de l'événement. Le sacrifice héroïque de Norbert Zongo a eu le don de cristalliser comme par magie l'union de la société civile et des partis politiques au Burkina Faso sous les auspices du Collectif. La création du Collectif qui réunit plus de cinquante organisations fut un sursaut à la fois humain et culturel. C'est là qu'on a senti qu'il ne fallait pas définir les événements de façon réductionniste en disant: « Ceci n'est pas politique, ce n'est que social. »

Dans ce sursaut, il y a vraiment du culturel africain – c'est le refus de crimes de sang aussi affreux que celui-là. On avait déjà vu des choses horribles du point de vue de notre culture. On a fait disparaître des gens, on les a liquidés, on les a enterrés à des endroits que leurs parents ignorent... D'ailleurs, le fait de ne pas enterrer les morts en Afrique, c'est quelque chose de très grave parce que, au moment de l'inhumation des défunts, les Africains ont des gestes, des paroles, des usages qui sont considérés comme des rituels sacrés. Mais le régime du Burkina Faso ne s'embarrassait pas de ces devoirs de type à la fois culturel et religieux. Les morts sans sépulture sont sans repos.

Il y a même du politique dans cette affaire. Norbert Zongo lui-même ne faisait pas de la politique partisane, mais en s'insurgeant contre l'impunité des crimes de sang commis en série dans notre pays contre tous ceux qui étaient des opposants au pouvoir, il était entré au cœur même du politique. Ce qui l'a amené à la mort, c'était son combat pour retrouver les coupables du meurtre affreux de David

Ouédraogo, le chauffeur du frère du président Blaise Compaoré. Jusqu'à ce jour, on essaie de masquer ce lien entre les deux massacres, mais le lien est évident; il a d'ailleurs été confirmé par une commission internationale indépendante en 1999. Ce genre de comportements a amené la crise du Burkina Faso et a détruit la confiance des gouvernés à l'égard des gouvernants. La mort de Norbert Zongo a été le starter qui a jeté tous les compatriotes et progressistes dignes de ce nom de ce pays dans le même groupe, sans se demander qui faisait quoi auparavant.

Cette mobilisation, cette conscientisation et ce rassemblement constituent un événement historique remarquable non seulement pour le Burkina Faso, mais pour toute la sous-région. Je ne vois pas de pays africain marqué par ce type de processus. Bien sûr, il y a des combats ardues ailleurs. Par exemple, la manière dont les jeunes Maliens ont mené le combat pour la chute du président Moussa Traoré, fut absolument héroïque aussi. Ce qui est extraordinaire au Burkina Faso, c'est la liaison du mouvement contre l'impunité avec la mort héroïque de quelqu'un qui s'était signalé comme le champion de cette lutte. On peut dire que les dividendes de son héroïsme ont produit cet événement historique. Norbert Zongo savait qu'il était menacé. Il l'a dit, il l'a écrit, et malgré tout, il a continué son chemin. Et qui plus est, sa mort est au moins aussi intrépide que celle de Thomas Sankara. Il n'était pas au pouvoir. À ce titre, il était plus menacé; il n'aspirait pas à prendre le pouvoir, mais voulait tout simplement exercer les droits imprescriptibles dans un État de droit. Voilà la raison de vivre et la raison de mourir de Norbert Zongo. Vraiment, c'est un martyr.

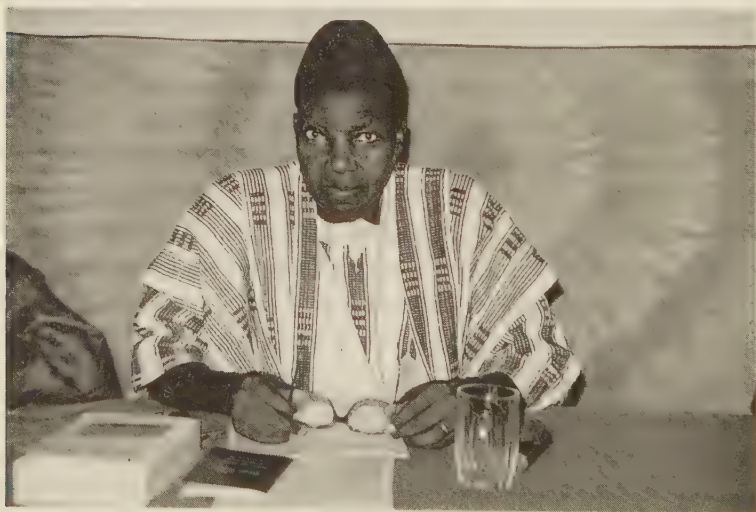
Comment créer un mouvement à long terme destiné à se réapproprier l'initiative politique afin de construire un nouveau rapport de force ?

La mort de Norbert Zongo fut le point de départ d'une action historique, à tout point de vue. Elle a déjà marqué la vie politique, sociale et culturelle de notre pays au-delà de toute attente. Le régime de Blaise Compaoré a été démasqué par cet assassinat brutal, ignoble. Nous avons eu l'occasion de le dénoncer dans maints meetings, dans maints rassemblements. Pendant des années, le régime cachait des crimes impunis qui, petit à petit, se sont dévoilés. Il a commencé à avoir peur parce que les révélations intérieures ont été corroborées par des accusations venant de l'extérieur en matière de participation à des filières mafieuses de trafic de diamants, d'or, d'armes, etc. Tout cela va ensemble, comme on le sait. Ce régime est donc mis en cause dans sa légitimité, car la légitimité repose sur la confiance, et la confiance a été retirée, massivement, et pas seulement dans les villes. Jusque dans les villages, les gens sont au courant de ce qui se passe. C'est pourquoi j'ai pu dire un jour que le roi est nu au Burkina Faso. Par conséquent, ce régime n'est plus compatible avec « le pays des hommes intègres ». Même si ce régime n'est pas coupable, il est responsable.

Le mouvement social est créé, mais sa transformation en action politique constitue un autre problème. La question de l'opposition et de sa conception se pose au Burkina Faso comme dans beaucoup d'autres pays africains. Il faut savoir qui est la véritable opposition. On a vu des gens qui étaient membres du Collectif et qui l'ont abandonné pour aller crier avec le pouvoir. Ces actions compromettent la cristallisation d'une opposition capable de renverser le rapport des forces. Aux prochaines élections, on verra si la vie et la mort héroïques de Norbert Zongo auront servi de leçon pour le peuple burkinabe. Et même si le peuple n'avait pas compris encore, il est certain que c'est une pierre, c'est une balise, c'est un repère, c'est une référence dans l'histoire de ce pays, et il est certain que personne ne pourra plus revenir en

arrière, c'est irréversible. La mort héroïque de Norbert Zongo est une partie décisive et déterminante de la longue histoire du « pays des hommes intègres ».

Je terminerai en disant que le combat pour les droits de l'homme fait partie du combat des partis politiques visant à faire respecter le droit à la vie et à la dignité humaine. Lutter pour qu'on ne brûle pas les gens, pour qu'on ne les fasse pas « griller » tel du gibier – comme on l'a fait avec David Ouédraogo –, c'est fondamental dans la lutte politique, parce que ce sont des choses bestiales qui ne sont pas dignes de l'être humain, *a fortiori* d'un être humain qui se veut « homme intègre ». C'est pour cela que l'hypocrisie de ce régime doit être dénoncée. J'espère que le peuple du Burkina Faso sera assez conscient, consistant et cohérent avec ses propres convictions pour continuer cette lutte sans laquelle il n'y aura pas de salut. Comme nous disons dans les meetings selon le slogan que j'ai lancé un jour et qui a été capté par le Collectif: « *N'an laara, an saara*. – Si nous nous couchons, nous sommes morts. »



Le développement n'est pas une course olympique

Jamais le fossé entre les pays du Nord et le Sud n'a été aussi profond. Quelle est la nature des relations entre le Nord et le Sud ? Comment ce fossé s'est-il développé historiquement ?

Je pense que les rapports entre l'Europe et l'Afrique ont très mal commencé et ont transmis un héritage très lourd, qui n'a pas été exorcisé. Il y a une espèce de péché originel commis dès la première rencontre au XVI^e siècle et la traite des Noirs. On a, pour ainsi dire, récidivé avec la colonisation. Pendant ce temps, les Européens ont fait de l'autodéveloppement en s'appuyant, bien sûr, sur l'exploitation d'autres peuples. En Afrique, ils voulaient faire du développement octroyé, ce qu'ils appelaient, au temps colonial, la « mise en valeur ». Ce terme me semble anodin et devrait susciter aussitôt la question : « Mise en valeur pour qui ? » En réalité, c'était la domination et l'exploitation qu'ils appelaient la « mise en valeur ». Ce malentendu fondamental et structurel existe depuis des siècles. Dans le temps même où on attendait des Africains qu'ils se développent, on les fixait dans un cadre carcan qui allait à l'encontre de leur autodéveloppement. Autrement dit, on doit reposer le problème des relations Nord-Sud à la base, sinon c'est un dialogue de sourds.

Il ne faut pas jeter toutes les responsabilités de la situation actuelle ni sur le Nord ni bien entendu sur le Sud. Mais il ne faut pas les renvoyer dos à dos non plus. L'essentiel, c'est de voir les pôles de pouvoir. Il ne s'agit pas d'un dispositif

purement géographique, c'est un antagonisme de pouvoir. Il faut dire que l'Afrique aussi, surtout dans les premiers temps de l'histoire humaine, a exercé ce pôle de pouvoir avec la Libye et l'Égypte. Jusqu'au XVI^e siècle, il y a eu des équilibres viables pour l'Afrique avec l'extérieur. Ce continent a joué un rôle important surtout au niveau économique, avec l'or du Soudan notamment, sur lequel l'historien français Fernand Braudel a insisté. Mais tout a basculé à partir du XVI^e siècle; le piétinement, le déclin, la détérioration ont commencé. À partir de ce moment, l'Afrique a participé à son propre déclin puisque des groupes sociaux africains ont aidé à exploiter l'Afrique. On peut se demander si ce n'est pas finalement ce « modèle » négatif qui domine le monde depuis quatre siècles: le modèle du système de la traite des Noirs.

Selon vous, la traite européenne et transatlantique peut rendre compte de la situation actuelle de l'Afrique. Pourriez-vous approfondir cette idée? La fragilisation durable du continent et sa colonisation par l'impérialisme européen du XIX^e siècle sont-elles issues de cette période?

C'est un modèle où il y a, hors d'Afrique et en Afrique, des groupes complices pour exploiter les peuples. Si vous prenez les archives des XVII^e et XVIII^e siècles, vous verrez des situations qui se répercutent jusqu'à nos jours: on voit le navire négrier mouiller au large et les étrangers venant exfiltrer leurs ressortissants et attendre que la situation s'améliore entre les chefs africains qui se battent pour de nouveau atterrir. C'est exactement le même système, structurellement, qui produit ici ou là en Afrique et ailleurs le même scénario rapporté par les médias.

Cela signifie que les relations entre le Nord et le Sud sont établies non pas sur la base d'un cadeau, mais sur la base d'intérêts et de pouvoir. Ce qu'on appelle le développement, c'est l'autodéveloppement des pays du Nord en

conformité avec les réalités, les intérêts et les valeurs de ces pays. C'est pourquoi ce développement ne se réalise pas pour les pays africains. Il faudrait un renversement copernicien, un bouleversement du sens des rapports pour qu'il y ait un véritable développement. Bien sûr, dans certains pays, on a réalisé un taux de croissance intéressant, mais il s'agit de croissance sans autodéveloppement. C'est dans ces termes qu'il faut poser le problème et se demander si jamais les conditions ont été réalisées en Afrique pour un vrai développement : un développement qui ne serait pas au service du développement d'autrui. Au lieu de la croissance arithmétique et statistique seulement, il faudrait un processus de progrès auto-entretenu. Les arbres de la croissance ne doivent pas nous cacher la forêt du développement.

Après la seconde guerre mondiale, le développement qui devait permettre aux pays du Tiers Monde de rattraper l'Occident a été considéré comme un problème général de la politique des États du Tiers Monde. On constate pendant la guerre froide de fortes similitudes entre ce concept de développement de rattrapage propagé par l'Occident, et l'industrialisation non capitaliste forcée, telle que pratiquée dans l'ex-URSS. Quelle est votre critique envers le socialisme ordonné et bureaucratique des anciens pays de l'Est ? Quel effet ce modèle de développement a-t-il eu sur les pays du Tiers Monde ?

Pendant la guerre froide, certains régimes ont eu partie liée avec les pays de l'Est. Cette influence marxiste sur des pays téléguidés par l'Union soviétique les a amenés à donner une importance trop grande à l'État et au plan. Alors que l'État n'existait pas encore véritablement et que le plan était rendu presque impossible du fait qu'on n'avait pas de données de base fiables, indispensables pour planifier. Les conditions techniques, sociales, politiques et parfois diplomatiques n'étaient pas réalisées pour que cette approche de planification puisse produire des résultats positifs.

Il est certain que l'État postcolonial était souvent soit un État néocolonial, soit un État imbu d'options idéologiques mimétiques par rapport au modèle stalinien de type soviétique ou maoïste. Ces modèles étaient absolument déplacés dans les pays africains, trop éloignés des conditions prévalant à Moscou ou à Pékin. On y avait bureaucratisé le système de production dans des superstructures énormes dont les plus-values retombaient dans la poche d'une nomenklatura. Je suis allé à Moscou pendant la période post-stalinienne. J'ai été horrifié de voir qu'il n'y avait pas de propriété, que tout le monde était en fait usufruitier. Même les petits locaux des coiffeurs appartenaient à l'État, même ceux qui servaient dans les restaurants étaient des fonctionnaires de l'État. C'était dingue ! Je pense que c'est un excès invivable. Le régime tsariste lui-même n'était pas aussi autocratique. L'expérience a montré que ce n'est pas efficace, ce n'est pas productif. En plus, ce n'est pas démocratique parce que quand tout le monde est fonctionnaire, il y a autant de contrôleurs que de producteurs.

Des pays comme l'Algérie, qui s'étaient lancés dans cette voie de l'industrie lourde, avaient beaucoup d'atouts au départ. Mais on a réussi à frustrer les populations sans obtenir en contrepartie aucune accumulation. En plus de cela, à l'intérieur des unités de production bureaucratisées, on a supprimé les incitations pour les travailleurs. La gestion bureaucratique et administrative transférée dans le cadre des grandes unités comme les complexes pétroliers ou dans les petites exploitations agricoles n'était pas propre à lancer le développement dans les pays africains.

Le développement est un terme fourre-tout. Il est fréquemment utilisé dans le langage courant comme allant tout à fait de soi. Tacitement, on part du principe que le développement conduit du

bas de l'échelle vers le haut. Quelle est votre principale critique à l'idée européenne du développement?

Après la seconde guerre mondiale, le mot « développement » a été lâché par les Américains. Au temps de Voltaire, le mot n'existait pas. Comment dit-on « développement » dans les langues africaines? Le mot en tant que tel n'existe pas; l'idée existe, bien entendu. Le développement, conçu comme un phénomène endogène, se trouve partout dans le monde. On peut rapprocher le terme « développement » et l'idée d'accumulation. Mais il faut comprendre l'accumulation dans sa totalité comme un bloc intégré: tant en biens et services qu'en valeurs sociales. Compris ainsi, tout le monde cherche un développement à titre individuel et collectif. Par exemple, dans ma langue maternelle (le san), quand on présente ses vœux à quelqu'un, on dit: « Que Dieu ajoute quelque chose à ce que nous avons! » C'est un souhait très commun qui indique que la notion d'accumulation, d'addition de biens existe dans la tradition africaine, mais pas exactement dans le sens capitaliste. On mise toujours sur plus de choses.

La principale critique de l'idée européenne du développement, c'est la question: accumulation pour qui? On a beau dire que la main invisible du marché assure la croissance économique optimale pour tous et pour chacun, ce n'est pas vrai. Il y a des sacrifiés. Si on ne veut pas que la croissance soit aveugle, il y a lieu de chercher à répondre à cette question fondamentale. Toute croissance capitaliste produit des riches et des pauvres. Comment remédier à cela de façon préventive ou curative? Donc, au plan idéologique, on peut se poser la question de la validité de ce paradigme de développement qui signifie simplement la croissance et l'accumulation arithmétique, physique, de biens et de services. On suppose que l'objectif stratégique ultime est déjà connu. On réduit le projet de société à un projet économique. Et de réductionnisme en réductionnisme, on finit par réduire le développement au

taux de croissance et au gain réalisé au niveau de la balance commerciale et de la balance des paiements.

Aujourd'hui, les dirigeants occidentaux invitent l'Afrique à faire comme eux. Mais si le monde entier faisait comme les Américains, l'écosystème planétaire craquerait par surconsommation d'énergie. Proposer un tel modèle, c'est de la supercherie, c'est un discours mensonger. On sait que les pays du Sud ne pourront jamais rattraper les pays industrialisés. Pourtant, on continue à dire: « Rattrapez-nous! Faites comme nous! » Je prends le cas du Burkina Faso aujourd'hui. On y voit des scènes incroyables: bien que ce pays figure parmi les plus pauvres du monde, il y a des embouteillages de Mercedes à longueur de journée. Pendant ce temps, des gens meurent de faim et de toutes sortes de maladies. Il est vrai que le surcroît de pneumopathies à Ouagadougou a quelque chose à voir avec l'accroissement de pollution entraîné par l'extension des marchés d'occasion de l'Europe en Afrique (véhicules, médicaments, friperie, armes, etc.). Cela montre que ce qu'on appelle le développement doit être revu et corrigé. Sinon, c'est non seulement une supercherie mais une escroquerie. Heureusement que la majorité des populations africaines ne comprend pas ce qui se passe! Sinon, il y aurait des jacqueries en permanence. Les limites de l'absurde et son caractère structurel entraîneraient des explosions en série.

Bref, je dirais que l'idée européenne du développement finit par sombrer dans une sorte de casino planétaire. Est-ce le but de l'esprit humain? Est-ce que l'esprit humain s'est mis à l'œuvre pour inventer afin d'aboutir à cela, comme fin de l'histoire? S'agissant d'un vrai développement, il faudrait le poser en termes alternatifs, pas en termes répétitifs et mimétiques. Il y a des choses qui sont, qui doivent être au-dessus et en dehors du marché. Il appartient aux Africains de découvrir, d'inventer de nouveaux paradigmes pour leur

propre société. Est-ce que les pays du Sud sont en mesure aujourd'hui de changer de cartes? Est-ce que ces pays réussiront à opérer une synthèse leur permettant de conserver le meilleur d'eux-mêmes et d'intégrer le meilleur de ce qui leur vient de l'extérieur? Il y a des raisons de dire oui, comme il y a des raisons beaucoup plus prégnantes de dire non. Il y a des efforts dans certains pays comme la Chine et l'Inde de combiner la croissance économique avec un développement culturel issu du tréfonds de leur propre histoire à travers des millénaires.

Est-ce que ces systèmes traditionnels pourront survivre? Toujours est-il que la dynamique de la mondialisation favorise l'établissement d'une « culture mondiale uniformisée ». La menace de l'homogénéisation est bien réelle. Est-elle inéluctable?

C'est la question que je me pose. Évidemment, pour des pays aussi consistants au point de vue démographique, économique, culturel et religieux que l'Inde, on peut espérer qu'ils auront le poids nécessaire pour sauvegarder leur être dans le monde. Cependant, l'influence de l'économie de marché est tellement puissante que sa capacité de nuisance envers les cultures autochtones est fantastique. À mon sens, ce problème constitue un enjeu pour toute l'humanité. Il s'agit de savoir s'il y aura une érosion des cultures locales jusqu'à l'éradication ou bien si on va « laisser fleurir cent fleurs ». Mais personne ne peut préjuger de l'avenir. On ne peut pas anticiper et dire que toute la planète sera soumise à une « pénéplanation » des cultures par clonage généralisé, reproduisant purement et simplement la culture dominante. De toute façon, je prétends que si toutes les cultures devaient être alignées sur celle du Texas, ce serait une perte irréversible pour les Texans eux-mêmes: il n'y aurait plus d'enrichissement possible. Le clonage culturel, c'est la fin de la civilisation.

Donc, pour revenir au développement: il faut le définir, savoir en quoi il consiste, ce qu'on veut. Les relations Nord-Sud peuvent jouer un rôle pour rectifier les notions qui enveloppent et masquent comme dans une gangue le paradigme du développement.

Peut-on concevoir une autre forme d'intégration des sociétés humaines dans un ensemble qui les dépasse tout en les valorisant? Quel pourrait être l'apport de l'Afrique?

Il faut que le Nord ait suffisamment de bon sens et de modestie pour comprendre qu'il peut apprendre quelque chose des pays du Sud. En réalité, la jeunesse des pays du Nord le comprend dans certains domaines. Beaucoup viennent en Afrique pour y chercher quelque chose qui leur manque et pour combler un déficit culturel dans leur mode de vie. Mais la confrontation des cultures entre le Nord et le Sud est telle que les tenants de la culture occidentale ne conçoivent pas qu'ils puissent apprendre quelque chose d'essentiel des pays pauvres: tout au plus, non pas un supplément d'âme, mais de folklore, de bonne conscience aussi.

L'Afrique a apporté, depuis des siècles, beaucoup d'éléments que la civilisation occidentale a captés et intégrés. On les connaît peu, on les méconnaît, et on déduit qu'ils n'existent pas. La musique, la danse et les arts africains ont été reconnus dignes d'être une source d'inspiration. L'art occidental en a été profondément influencé. Il y a un art de vivre africain, un art de la solidarité, un art de l'altérité, de l'ouverture aux autres que les Européens ne retrouvent plus chez eux. Je regrette que les bases de cette culture africaine soient en train de s'effacer. On a, de temps en temps, quelques lumières individuelles qui ont éclaté dans la nuit comme phares ou étoiles bergères, tel l'historien Amadou Hampâté Bâ par exemple. Mais combien en a-t-on laissé mourir? Peut-être des milliers, structurellement muselés,

n'ont-ils pas pu parler. C'est une apocalypse au ralenti, une perte énorme pour l'humanité. Nous avons la chance en Afrique d'avoir des cultures très fragmentées et diversifiées. Nous avons des sociétés repliées sur elles-mêmes. Elles ont bénéficié d'une tolérance suffisante pour ne pas être éradiquées dans le cadre de grands ensembles simplificateurs. Aujourd'hui, ce sont des cultures fragiles, parce qu'elles ne sont pas basées sur l'écriture. Leur richesse n'a pas été stockée dans des documents fiables et durables, si bien qu'elles sont susceptibles d'être effacées sans laisser de traces.

Malheureusement, la plupart des dirigeants africains sont convaincus qu'il n'y a pas grand-chose à tirer de la culture africaine. Ils se jettent à corps perdu dans les valeurs occidentales. Le rôle de la politique, dans ces conditions, devrait consister à fixer des objectifs stratégiques et à orchestrer l'ensemble de la production culturelle dans le cadre d'un projet qu'on nourrit à partir des sources africaines elles-mêmes. Mais à condition de les refonder sur des bases matérielles et logistiques solides dans le cadre d'une économie industrielle leur permettant de se reproduire. Il faut infrastructurer nos cultures pour les pérenniser. Le *djembé* ne suffit pas, pas plus que le Mac Donald's ne suffit pour affirmer et diffuser la culture américaine.

Face à cette érosion culturelle, voyez-vous un danger dans la tentation de repli sur soi avec un certain attrait pour les idéologies identitaires ? Comment la relation entre le Nord et le Sud évoluera-t-elle ? Deviendra-t-elle plus étroite au cours des prochaines décennies ?

Oui. Il y a aussi un réflexe identitaire de repli sur soi, de recherche de l'autarcie pour se protéger des agressions extérieures, et même des réflexes d'agressivité. Jusqu'ici, la charge de tolérance contenue dans les cultures africaines a empêché l'Afrique au sud du Sahara de basculer dans de

telles dérives culturalistes ou intégristes. Mais rien ne dit qu'un jour, quand les frustrations seront très graves et que la paupérisation se sera approfondie, il n'y ait pas de réactions de ce type. Ne serait-ce que pour éviter de telles dégradations, la réflexion par les intellectuels et la proposition de solutions positives s'imposent comme des tâches prioritaires du XXI^e siècle en Afrique. Un projet collectif doit être non pas un magma décousu de réponses partielles, mais un ensemble organique et vivant : un projet pour l'Afrique, pour un monde solidaire et responsable.

Deux tendances contradictoires risquent d'écarter les sociétés du Sud : d'une part, le choix de l'insertion internationale, inconditionnelle, avec le rôle prépondérant de la Banque mondiale et du FMI ; d'autre part, la tentation du repli sur soi. Selon moi, le problème n'est pas que les relations soient plus étroites ou non, c'est la nature profonde de ces relations. En réalité, nous n'avons pas tellement le choix. Nous sommes plongés dans le monde au niveau des télévisions, des radios, des ordinateurs, de l'internet. Nous ne sommes pas en mesure de nous déconnecter. Nous n'avons pas la liberté de nous libérer. Nous n'avons pas la liberté d'être non alignés. Aucun d'entre nous n'est véritablement indépendant de cette déferlante qui tombe des pays industrialisés et nous entrave par les chaînes de la production et de la consommation.

Est-ce que l'érosion lente mais sûre des cultures africaines se soldera par un infarctus civilisationnel définitif, un encéphalogramme plat ? Est-ce que nous vivons aujourd'hui la « chronique d'une mort annoncée » pour les cultures africaines ? Selon moi, dans le court terme, il s'agit plutôt d'érosion. Mais tout espoir n'est pas perdu. Les cultures sont suffisamment armées, intérieurement, pour résister aux agressions les plus délétères. Elles sont protégées par leur pauvreté même qui les empêche de sombrer dans l'aliéna-

tion sucrée de la consommation des biens culturels du Nord par déficit de solvabilité.

S'il n'y a pas une lutte d'autodéfense permanente, il est évident que la relation entre le Nord et le Sud se soldera par une détérioration très grave et peut-être mortelle pour les cultures. Il y a dans les cultures une vertu vitale qui fait que, même mille ans après, on peut retrouver des éléments encore exploitables pour la vie des individus et des collectivités. La Révolution française, par exemple, contient des ferments qui ne se sont jamais totalement épuisés; chaque génération de Français pourra les réinterpréter pour son usage personnel. Et voyez ce qui s'est passé aux États-Unis ou au Brésil avec la diaspora noire: c'est fantastique. À travers les siècles, on a tout fait pour écraser les Noirs afin qu'ils ne puissent pas se reconstituer. Malgré toutes les violences et toutes les ruses, ils ont maintenu le message de leur culture.

Dans ces conditions, comment, plus spécifiquement, les relations entre l'Europe et l'Afrique évolueront-elles?

Il y a trois modèles: le premier, c'est de s'installer dans des relations de type traite négrière, avec des laquais noirs, entretenus, dressés, manipulés pour le profit des puissances extérieures. Les négriers d'aujourd'hui, ce ne sont plus les entreprises artisanales qui sillonnaient les mers autrefois. Ce sont des puissances planétaires qui maintiennent un système de corruption et de rente bien plus total qu'au temps des négriers. Mais on tient comme à l'époque un discours de « bonne conscience »: « Si les Noirs n'ont pas d'âme, on peut les asservir sans souci. S'ils ont une âme, la traite s'impose pour les convertir et les sauver. Dans tous les cas, rien à se reprocher! » Le même type de « bonne conscience » existe aujourd'hui sous la forme de l'« ingérence humanitaire ». Le deuxième modèle, c'est le

prolongement de la tendance actuelle. Elle se solde par des jacqueries chroniques comme au Moyen Âge. C'est la continuation du modèle aristocratique où le manant – le Sud d'aujourd'hui – portait le clergé et la noblesse sur son dos. Il pourra y avoir, de temps en temps, des éruptions sociales qui seront matées quel que soit le coût (voir la Colombie, la Bolivie, le Chili, l'Argentine, le Chiapas, etc.). À mon avis, ce serait une catastrophe si toute l'énergie humaine était consacrée principalement à éteindre les incendies allumés par les « damnés de la terre ». Le troisième modèle, c'est le postéconomique : c'est sortir de l'économisme néolibéral pour aller vers un modèle humaniste de développement planétaire. Dans ce modèle, les valeurs auront leur place et on pourrait y rassembler tout ce qu'il y a de plus succulent, de plus raffiné, de plus humain dans toutes les cultures du monde en transcendant l'économisme actuel. Est-ce qu'on est capable de faire ce saut dans l'inconnu pour rejoindre les objectifs stratégiques inédits ? En particulier, l'accumulation ne se ferait plus exclusivement dans l'ordre des biens matériels, mais aussi des liens sociaux. Est-ce possible ? Réponse : est-ce nécessaire ? Il faut muter ou périr.

Le Tiers Monde était porteur d'espoir dans les années cinquante. Quand on jette un regard sur le monde d'aujourd'hui, on se demande : où est l'axe d'un monde nouveau en faveur de l'égalité ? Qui sont les porteurs d'espoir ? Quelles sont les forces sociales qui peuvent faire progresser la cause de la « libération du Tiers Monde » ?

L'Occident avait suivi deux paradigmes principaux : la liberté et l'égalité. Que de guerres, que de soulèvements pour la liberté et l'égalité ! La révolution de 1848 en France fut une lutte fantastique pour assurer le minimum d'égalité. Et pour dépasser le mauvais usage de la liberté prônée par la

Révolution de 1789, il y eut une volonté du peuple d'exiger un minimum pour chaque être humain. Ces idées furent portées par plusieurs révolutions, y compris la révolution de 1917 en Russie.

Aujourd'hui, tout se passe comme si le parangon de l'égalité avait disparu. L'égalité n'a plus de parangon à l'Est. À l'époque, l'Union soviétique et la Chine étaient considérées, à mon avis à tort, comme porteurs du drapeau de l'égalité, tandis que l'Occident se présentait comme gardien de la liberté. À partir du moment où l'Union soviétique a disparu de la scène et que la Chine s'est tournée vers le capitalisme, qui est le protagoniste de l'égalité? C'est un problème dans le monde d'aujourd'hui, parce que la valeur de l'égalité me semble aussi importante que la valeur de la liberté. Ce sont les deux faces d'une même médaille.

En bref, il y a une sorte de vide; il manque un porte-drapeau pour les valeurs fondamentales dont je parlais. Ce vide est d'autant plus grave et épouvantable pour des continents comme l'Afrique, parce qu'il est double: l'Afrique a été vidée de sa substance; or, ce qu'on lui a apporté contient du vide aussi. Je me demande si les futures générations pourront s'appuyer encore sur les restes des cultures africaines. Que deviendront les jeunes qui ont été sevrés de ces valeurs? La solidarité sociale si chère aux Africains contient l'une des réponses. Quant à la société civile qui semble prendre le relais sur ces deux fronts, tout dépend de son organisation et de son orientation, c'est-à-dire de son statut et de sa légitimité en tant que force indépendante non étatique, non partisane, avocate du peuple sans chercher à l'instrumentaliser ou à le manipuler. Face aux partis, à l'État, au privé capitaliste, aux seigneurs de la guerre, la société civile africaine a devant elle des tâches écrasantes mais exaltantes.

Est-ce que les Églises ou ceux qui se réfèrent de la théologie de la libération pourraient jouer ce rôle ?

Les Églises ne jouent plus le même rôle qu'au Moyen Âge ou même dans des périodes plus récentes. La laïcisation du monde a entraîné la diminution de l'influence des Églises. La position du pape Jean-Paul II est ambivalente. À certains égards, elle est progressiste et très critique par rapport au monde d'aujourd'hui. On sent bien que c'est un appel pour un monde autre qui ne mise pas uniquement sur le « tout liberté ».

Au plan de la vie sexuelle, le pape semble opposer ainsi une barrière à la libération de la personne humaine. Mais ne s'agit-il pas en fait du même combat ? La recherche du « tout liberté » en matière sexuelle est-elle défendable ? Question redoutable qui touche à la vie, à la démographie et au principe suivant : le sexe humain ne doit pas être mis sur le marché au même titre que le préservatif. Mais dans ce domaine, qui gardera les gardiens, sinon la conscience de chacun ?

La théologie de la libération a connu un impact très limité en Afrique, principalement pour deux raisons. D'abord, le système africain d'ensemble était moins exploiteur qu'en Amérique latine. Le paysan pauvre en Afrique arrive au moins à disposer d'une terre. Par conséquent, les postulats du prolétariat africain sont beaucoup moins radicaux que ceux des *campesinos* latino-américains qui se battent pour avoir un lopin de terre à cultiver. Ensuite, la colonisation en Afrique a malaxé les esprits et a créé une hégémonie culturelle qui a préparé les esprits à une sorte de soumission, de démission beaucoup plus grande que dans les pays de l'Amérique latine.

Depuis les indépendances, à quelques exceptions près, la plupart des États africains ont été incapables d'améliorer les conditions de vie des populations les plus pauvres. Quelles explications pouvez-vous apporter à cet état de fait ?

On ne doit pas s'étonner qu'on n'ait pas amélioré de façon structurelle les conditions de vie, parce que les conditions de cette amélioration n'étaient pas réunies. Si on avait posé correctement ce problème dès le départ, on aurait su qu'il y a des conditions préalables au développement. Je crois qu'il faut, au départ, dans tout programme de développement en Afrique, distinguer deux notions différentes: les moyens et les conditions. Il est évident que quand on se consacre uniquement à la recherche de moyens, on perd de vue les conditions de base fondamentales sans lesquelles les moyens, aussi immenses soient-ils, ne peuvent pas déclencher le mécanisme du développement. Je distinguerai trois conditions pour un vrai développement: la première condition, c'est l'espace africain de développement. Il y a un espace économique minimal sans lequel il n'y aura jamais de développement fondamental dans nos pays. Il n'y a pas d'avenir pour l'Afrique en dehors de l'intégration à tous les niveaux, y compris dans la recherche scientifique.

La deuxième condition, c'est la formation permanente de tout le peuple, y compris l'éducation civique, à partir des acquis accumulés par l'évolution antérieure des peuples africains. Il est évident que tant qu'on n'a pas de citoyens motivés qui savent pourquoi ils produisent et ce qu'ils consomment, il manque un élément fondamental du développement. Avec 72 % d'analphabètes comme au Burkina Faso, on ne peut programmer aucun développement significatif.

La troisième condition d'un développement réel, c'est la démocratie à la base, au niveau des communes, des collectivités locales, mais aussi des associations, des groupes socio-économiques. Le développement ne peut se faire que dans ces conditions. Si ces conditions avaient été réunies, l'Afrique aurait pu trouver sa voie rapidement.

La critique de l'aide internationale n'est pas nouvelle. Au début des années soixante-dix, Tibor Mende décrivait déjà l'aide extérieure en ces termes : « L'aide étrangère ressemble à un artichaut. Quand il est en fleur, il est assez plaisant par la forme et la couleur. Avec le temps, il devient une plante piquante dont une petite partie seulement est mangeable. » Récemment, diverses études du Club du Sahel ont encore révélé les faiblesses principales de la coopération internationale. La critique exprimée porte sur le fait que l'aide mène à une plus grande dépendance et crée une mentalité d'assisté. En outre, elle serait soumise aux aléas de courants de mode, accompagnés de conditionnalités particulièrement dures. Quel jugement portez-vous sur l'aide au développement ? Croyez-vous qu'elle peut améliorer la situation des pays en voie de développement ? Quels peuvent être les effets de l'aide ?

La coopération pour le développement n'est plus ce qu'elle était. Il y a eu beaucoup de désenchantements et de déceptions de part et d'autre. Les peuples des pays dits sous-développés en ont subi les conséquences les plus graves, puisqu'ils enregistrent les effets d'une paupérisation réelle. On peut figurer cette paupérisation par la courbe des prix des matières premières qui reste stagnante alors que le prix des produits manufacturés augmente de façon exponentielle. À qui la faute ? Bien entendu, les afro-pessimistes accablent les Africains de toutes sortes d'accusations. Les Africains, de leur côté, accusent le Nord et les anciens pays colonisateurs. Résultat : on ne s'attend plus vraiment à ce que les pays africains démarrent un jour. Alors, pour avoir une certaine tranquillité de conscience, on apporte quelques appuis sous forme d'aide qu'on subordonne à des conditionnalités. Mais on a beau forcer les pays africains à entrer dans certaines « camisolés de force » pour arriver au développement – rien ne se passe, la mayonnaise ne prend pas ! Au lieu de s'appliquer à comprendre, on s'est mis dans la tête qu'il y a des conditions uniques pour tout le monde : les pays africains doivent répéter l'itinéraire stéréotypé des pays occidentaux.

La coopération internationale ne pourra pas redresser la situation. L'aide internationale s'est installée dans des formes très répréhensibles, voire criminelles, puisqu'elle est parfois abandonnée à des groupes mafieux. Pas plus au niveau de l'aide qu'au niveau du commerce, il n'y a d'espoir pour que l'Afrique se tienne sur ses propres pieds et puisse véritablement parler d'égal à égal avec les géants du monde. C'est une idée fixe que de croire que tout se trouve dans le marché, y compris le développement. La formule bien connue « *Not aid but trade* » cache le fait que les conditions ne sont pas les mêmes pour tous les pays; il n'y a pas de véritables jeux, il y a trop d'anti-jeu dans ce marché mondial.

Les organisations non gouvernementales (ONG) s'imposent de plus en plus comme acteurs dans les relations internationales. Leur capacité de mobilisation des opinions et, sur certains sujets, d'entraîner les gouvernements les fait apparaître comme de nouveaux acteurs de la diplomatie. L'aide au développement est le secteur où le travail des ONG est depuis le plus longtemps reconnu par les pouvoirs publics occidentaux. Est-ce que les ONG représentent une alternative à la coopération bilatérale?

Oui et non. Les organisations de la société civile pourraient jouer un rôle important, surtout dans les quelques pays qui n'ont pas de tradition de domination et d'exploitation. Mais leur position est souvent ambiguë. Beaucoup d'entre elles sont dépendantes de l'opinion publique des pays riches. D'autres sont accrochées à des situations d'urgence, et certaines souhaiteraient que ces situations durent le plus possible, car elles leur permettent de mener leur publicité à travers les médias, à travers des images d'apocalypse qui mobilisent la pitié et la compassion des Occidentaux. Tant qu'il n'y a pas de scène de ce genre, il y a moins de chance de mobiliser des moyens. Ce n'est pas le cas de toutes les ONG, mais il y en a qui se spécialisent

tellement dans la catastrophe qu'elles ne vivent que de ça, pour ainsi dire. En d'autres termes, les organisations non gouvernementales ont elles-mêmes beaucoup à se reprocher. Pourtant, cette forme d'aide devrait être celle de l'avenir, beaucoup plus que celle qui provient des pays industrialisés qui sont, comme l'a dit de Gaulle, des « monstres froids ».

En résumé, on se trouve confronté à un dilemme très grave: d'un côté, les pays africains ne s'organisent pas pour jouer à partie égale sur le marché mondial; de l'autre côté, beaucoup d'entre eux s'installent dans l'aide qui n'amène pas un développement durable, d'autant plus qu'elle développe des mentalités d'assistés, voire de mendiants. Beaucoup de responsables politiques semblent se dire que de toute manière il y aura un apport de farine ou de lait en poudre venant de quelque part. Or, on n'a jamais établi la prospérité ni la dignité d'un pays sur l'industrie de la compassion.

Depuis la fin de la guerre froide, l'octroi de l'aide de la coopération internationale est lié à la condition du respect, par le pays « bénéficiaire », des droits humains et des principes généraux de la démocratie et de l'économie de marché. Que pensez-vous de telles conditionnalités?

La Coopération internationale devrait d'abord arrêter de venir consacrer des régimes africains autoritaires en envoyant des observateurs qui se disent neutres. Un proverbe africain dit que « c'est celui qui se couche sur la natte qui sait quel type de punaise il y a dans cette natte ». En venant de l'extérieur juste pour une période d'observation, on ne peut pas voir l'essentiel. Les observateurs étrangers oublient que quand ils arrivent la veille ou l'avant-veille des élections, tout est déjà joué. En fait, les élections se préparent bien à l'avance: au moment de l'établissement des listes électorales, de la confection des cartes, de la fixation

des bureaux de vote, etc. Il ne suffit donc pas de subordonner l'aide extérieure à la tenue d'élections régulières et à l'existence du multipartisme – ce sont des droits civils et politiques importants, certes, mais ils sont purement formels et peuvent très bien se combiner avec des régimes autoritaires ou dictatoriaux qui s'en servent comme alibis.

Une des conditionnalités devrait être la reconnaissance d'une opposition. Il faut noter que l'opposition réelle dans les pays africains ne trouve pas son compte dans le système actuel. Or, ce que j'ai appelé la « logistique de la démocratie » reste une fiction tant que nous ne disposons pas de moyens matériels pour nous rendre directement auprès des gens. En plus, actuellement, on ne nous consulte pas sur les problèmes du pays. Comme je l'ai dit un jour au chef de l'État de mon pays: « Monsieur le président, c'est quand même extraordinaire que vous n'avez jamais eu besoin de nous consulter. » En fait, quand il y a de grandes manifestations du pouvoir, par exemple le sommet France-Afrique, nous ne sommes jamais invités en tant que leaders de l'opposition. C'est comme si on n'existait pas. En revanche, quand il y a des élections, on nous dit: « Participez aux élections! » Donc, si l'on ne redresse pas cette situation, le clientélisme économique dans nos pays sera doublé d'un clientélisme politique. Et ce serait la mort de l'opposition et le règne sans partage du pouvoir unique: l'exécutif accompagné par un législatif aux ordres, une justice alignée et un pouvoir médiatique partisan.

D'ailleurs, je me demande pourquoi les pays européens ne subordonnent pas leur aide aux pays africains à l'obligation de faire de la formation civique sur la question de la démocratie et de l'État de droit. J'entends par là une formation permanente, tous azimuts, touchant toutes les générations et tous les groupes sociaux, y compris les partis politiques au pouvoir et de l'opposition. Je m'étonne qu'il y ait une misère

effroyable dans ce domaine et que, pratiquement, la majorité de la population soit laissée à elle-même. Quoi de surprenant à ce qu'il y ait ensuite des irrégularités et des fraudes massives lors des élections ! À mon avis, il faudrait mettre sur pied de nouvelles conditionnalités portant sur les droits humains. Je vois bien des pays qui pourraient dire au gouvernement du Burkina Faso : « Nous sommes prêts à être vos appuis, à condition qu'il n'y ait plus aucun crime impuni et que la lumière soit faite sur tous les crimes commis. » En dehors de cela, il y a un risque de complicité tacite, de non-assistance à peuples en danger ou de tragi-comédie assumée.

Pendant longtemps, beaucoup de pays du Tiers Monde ont refusé d'accorder aux droits humains l'importance qui doit leur revenir, si l'on veut que les pays se développent. Pourriez-vous préciser le rapport qui existe entre droits humains, démocratie et développement ? Est-ce que des restrictions aux droits de l'homme sont justifiées de temps en temps ?

Il y a concordance entre droits humains et démocratie. Les droits humains font partie de la démocratie ; la démocratie aussi doit viser à réaliser des droits pour l'ensemble des citoyens. Dans le passé, en revanche, les États africains ont souvent opposé le développement aux droits humains. « Silence, on développe ! » Tel fut le slogan de beaucoup d'entre eux au début des indépendances. Selon eux, il fallait attendre qu'un certain niveau de développement soit atteint avant d'appliquer la démocratie et les droits humains. Or, ce n'est pas possible. Je ne dis pas non plus qu'on doive appliquer tous les droits démocratiques avant d'avancer vers le développement. Mais le développement et la démocratie doivent être conjugués de façon dialectique pour que certains droits ne soient pas sacrifiés prétendument au développement. Il est évident qu'on ne peut pas, au nom du développement, torturer, amputer ou tuer des gens afin

d'atteindre un niveau suffisant de développement qui vous permettrait, un jour, de parler démocratiquement. Et ceux qui auront été tués pour le « bien du développement » ? À qui le développement profitera-t-il si les gens ont disparu ?

Pour que les droits humains soient respectés, on doit mettre sur pied les conditions qui ouvriront la voie au développement. Une de ces conditions, j'en ai déjà parlé, c'est la création de l'unité africaine sur une base fédéraliste. Il est certain que les dictateurs préfèrent diriger leur pays tout seuls, bien enfermés, sans rendre compte à personne. J'en conclus que plus il y aura de grands espaces africains dans lesquels les dirigeants seront comptables, moins ils auront les coudées franches pour manquer aux droits humains.

En effet, il peut arriver qu'une situation grave dans un pays nécessite de limiter certains droits. Cependant, les dictateurs abusent de ces situations qu'ils créent eux-mêmes pour pouvoir manquer aux droits humains. C'est pourquoi le caractère exceptionnel même de la situation doit faire l'objet d'un consensus démocratique, au besoin par référendum. Les révolutionnaires français avaient déjà dit que les droits de chacun s'arrêtent là où commencent les droits d'autrui. Il y a non seulement des limites, mais aussi des devoirs. De même que chacun a des droits, les autres ont des droits et les droits des autres constituent pour moi des devoirs à respecter.

Il y a des années déjà, vous écriviez que le problème du développement de l'Afrique n'est pas une question de moyens, mais d'abord d'identité. Vous avez forgé le concept de « développement endogène » et vous l'avez résumé dans la formule : « On ne développe pas, on se développe. » Cette conception du développement, dans le contexte actuel de la mondialisation, n'est-elle pas dépassée ? Ne défendez-vous pas là une conception traditionaliste de la politique d'aide au développement, en déphasage par rapport aux interpénétrations et aux dépendances actuelles ?

Bon ! Avant de dépasser le développement endogène, il faudrait d'abord l'atteindre ! Je pense que nous avons eu de la peine à faire admettre cette formule, ce paradigme, ce modèle. Je me rappelle que nous étions dans les années soixante-dix une poignée de personnes à militer pour cette formule de développement endogène. L'Unesco elle-même n'était pas très disposée à entendre parler de cette formule qui apparaissait comme quelque chose de rétrograde – une sorte de retour à un passé révolu, à une autarcie. On nous reprochait de ne pas vouloir entrer dans la modernité occidentale, considérée comme la seule modernité. Mais nous avons fait comprendre que le développement endogène a existé dans tous les pays développés du monde et que nous ne recherchions pas un transfert des modes actuels de développement des pays développés vers les pays pauvres. Car non seulement nous ne pouvons pas recopier le modèle actuel des pays riches, mais nous ne pouvons pas reprendre, purement et simplement, la ligne d'évolution, l'itinéraire suivi pendant des siècles par les pays aujourd'hui développés. Il faut en effet rejeter, refuser le modèle linéaire du développement. Malheureusement, beaucoup de gens conçoivent le développement comme une course olympique où les peuples sont les uns derrière les autres.

D'après ce que les historiens savent, aucun peuple ne s'est développé uniquement à partir de l'extérieur. Si on se développe, c'est en tirant de soi-même les éléments de son propre développement. En réalité, tout le monde s'est développé de façon endogène. Personne ne s'est installé sur la place publique en tendant sa sébile dans la main en attendant d'être développé. Si l'on voulait représenter par une figure géométrique ce type de développement idéal, il faudrait le voir comme une spirale ascendante ou comme le paradigme de l'arbre. L'arbre est enraciné, il puise dans les profondeurs de la culture sous-jacente, mais il est ouvert aussi vers des

échanges multiformes, il n'est pas emmuré et scellé. Donc, c'est en étant profondément enraciné qu'on est prêt à toutes les ouvertures. Comme disait Aimé Césaire: « Poreux à tous les souffles du monde ».

J'ai donné plusieurs définitions du développement, je peux en rappeler deux ici. Le développement, pour moi, c'est le passage de soi à soi-même à un niveau supérieur. J'ai dit aussi que le développement est la multiplication des choix quantitatifs et qualitatifs. Dans ces définitions, il y a des éléments qui permettent de ne pas se laisser enfermer dans le réductionnisme économiciste. Je me rappelle qu'après une de mes conférences sur le développement africain, un étudiant sénégalais a exprimé la même idée en disant: « Monsieur le professeur, vous savez, ce que nous recherchons, ce n'est pas le développement, c'est le bonheur. » Voilà une formulation qui pose le problème autrement.

Le développement est un phénomène total qu'il faut embrasser dans sa totalité aussi. Et dans cette totalité, les facteurs culture et éducation sont primordiaux. Toutefois, dans une certaine pensée unique de la Banque mondiale, tout fonctionne comme si l'éducation et la culture ne faisaient pas partie du développement, alors que le Programme des Nations unies pour le développement intègre l'espérance de vie et l'éducation dans les normes du développement. Mais comment quantifier la culture pour pouvoir l'injecter dans les indicateurs du développement? C'est un problème, parce que les aspects les plus intimes du développement sont presque indéfinissables et impalpables, comme le bonheur, la santé, la joie.

C'est pourquoi il faut se résoudre à reconnaître qu'il est difficile de classer des pays au niveau du développement. Certes, la science postule, exige même la quantification. Mais des choses exquis, raffinées, sont réalisées dans beaucoup de pays pauvres du monde. Pensez à la cuisine, à l'habillement, à l'artisanat, à l'art ou encore à la finesse et

au raffinement des expressions dans certaines langues : ce sont des choses qui rendent l'homme parfait, au plan humaniste, mais qu'on ne peut pas prendre en compte dans l'identification ou le classement du développement.

Il y a plus de dix ans, dans votre livre Éduquer ou Périr, vous avez fait le constat suivant : « L'éducation scolaire apparaît comme un kyste exogène, une tumeur maligne dans le corps social. En effet, le système éducatif actuel des sociétés africaines n'est pas seulement en retard sur celui des pays industrialisés ; il est surtout en contradiction avec les besoins vitaux, alimentaires et élémentaires desdites sociétés. » Pourquoi le système éducatif des sociétés africaines ne correspond-il pas aux besoins desdites sociétés ? Quelle est l'importance de l'éducation en tant qu'outil permettant de développer le potentiel humain de l'Afrique ?

L'éducation doit être considérée comme le cœur même du développement. Cela se justifie d'autant plus aujourd'hui où le principal investissement est celui de l'intelligence, de la matière grise. Plus que jamais, l'éducation et le développement doivent être mis en équation, à condition qu'il s'agisse d'une éducation adaptée. C'est là où il faut sortir du mimétisme, du recopiage pur et simple des modèles venant d'ailleurs. L'éducation telle qu'elle existe actuellement est une « éducation antidéveloppement ». La plupart des enfants africains reçoivent aujourd'hui une éducation qui détruit leur avenir sur tous les plans. À bien des égards, on pourrait dire que nous avons intérêt à diminuer le nombre d'écoles, car elles ne sont pas adaptées à nos pays, ni culturellement ni socialement. Le système est adapté au succès individuel d'une minorité qui réussit non pas à cause du système mais malgré lui. Sans compter que, quel que soit le système, les esprits supérieurs réussiront toujours.

C'est là où il faudrait transformer l'éducation et pas seulement augmenter le nombre d'écoles en gardant les conte-

nus et les structures actuels. Comme je l'ai dit depuis des dizaines d'années: ce que nous recherchons, ce n'est pas tellement d'augmenter la vitesse du train de l'éducation, mais de changer la direction des rails. Cependant, on ne l'a jamais fait. Jusqu'ici, les États africains eux-mêmes renoncent à cette tâche primordiale du développement. Je me rappelle qu'en 1960, nous avions des idées sur la transformation de l'école. Moi-même, j'ai commencé par changer le contenu des programmes d'histoire afin de produire des manuels scolaires en histoire africaine. C'est un travail qui a pris des dizaines d'années. À l'époque, nous avons pris une option audacieuse en disant: « Changeons cette école, ensuite on s'occupera de multiplier le nombre des écoles! » C'était une attitude structurelle, systémique, stratégique. Sans une vraie éducation africaine, il n'y a rien à espérer.

En quoi la crise du système éducatif est-elle liée à une crise plus globale du continent? Quels sont les éléments-clés pour transformer le système éducatif?

Je crois qu'il faut considérer, comme toujours, les choses de façon holistique. La colonisation était un système avec des sous-systèmes articulés pour constituer le système colonial. Il est évident que l'éducation était un sous-système plus important que d'autres. Aujourd'hui peut-être, certains éléments ont disparu ou se sont repliés dans l'anonymat – il en reste bien d'autres qui survivent. L'éducation, généralement, fait partie de ces sous-systèmes du système colonial qui doivent être éradiqués. Je suis convaincu que l'éducation doit être transformée pour que la société soit transformée. Nous avons affaire à une sorte de rapport dialectique positif.

L'alphabétisation est une condition *sine qua non* de ce changement multiforme, y compris au niveau de l'inventivité et de la compétitivité économique d'un pays. Je ne pense pas qu'on puisse alphabétiser les Africains sans recourir aux

langues africaines. Alors que si on recourait à ces langues, on pourrait se donner comme objectif à moyen terme d'assurer l'alphabétisation totale. Par conséquent, il faudrait engager une sorte de *Kulturkampf* au niveau de la société civile et politique afin de se débarrasser d'une plaie aussi honteuse que l'analphabétisme, au lieu de s'installer dans la cohabitation avec lui. En passant par les langues africaines, on restaure, du même coup, la dignité du paysan. Les paysans sont plongés dans un complexe d'infériorité du fait qu'on leur parle en langue étrangère. Je dois vous dire que, si on passe au registre des langues africaines, les paysans se présenteront comme l'élite, et non plus comme ceux qui traînent derrière et qu'on doit tirer à bout de bras. C'est une approche psychologique qui satisfait les apprenants paysans en valorisant une culture où ils sont à leur aise comme le poisson dans l'eau.

À côté de l'éducation et de la démocratie, vous considérez l'intégration régionale en Afrique comme l'une des conditions principales d'un développement endogène. A-t-on des exemples historiques ? Comment pourrait-on les utiliser pour un développement futur ?

Le préjugé veut que tous les pays africains produisent la même chose ; ils ne pourraient donc pas organiser un marché intérieur africain avec des complémentarités. Toutefois, dans la période précoloniale, les Africains se distinguaient par la polyculture, il y avait des possibilités d'échanges. Entre les zones écologiques et climatiques africaines existaient les bases d'une très grande complémentarité. Le poisson du fleuve Niger venant de Mopti, au Mali, descendait jusque dans la forêt ivoirienne, de même que le tissu des pays haoussa allait au-delà du Sahara et descendait aussi vers la côte. La cola et l'or suivaient le chemin inverse. Un réseau commercial dense animait la vie économique à cette époque

et dénotait une complémentarité flagrante entre les productions des différentes zones géographiques de l'Afrique. Le commerce transsaharien était immense. Actuellement, on se demande comment il était possible que des caravanes de plusieurs milliers de chameaux et de personnes traversent pendant des semaines et des mois les pays limitrophes du « rivage du désert », le Sahel. L'or du Soudan était une denrée tout à fait adaptée à ce type de négoce puisqu'il fallait des denrées ayant une valeur très grande, un volume réduit et un faible poids. En retour, les pays sahéliens recevaient du sel qui était souvent vendu au poids de l'or. Le bouleversement de la carte économique de l'Afrique de l'Ouest et du Nord intervint avec l'occupation coloniale; elle fit basculer les rentes de situation du Nord vers le Sud. C'est à partir de ce moment-là que les pays de la côte occidentale et de l'Afrique centrale se retrouvèrent aux premières loges dans un système où l'ensemble de l'Afrique noire était réduit à une fonction servile dans l'économie-monde.

C'est parce qu'on n'a pas laissé l'Afrique fonctionner sur une base endogène qu'on vit toujours sur des bases artificielles. Il est évident que dans un marché intérieur africain, les pays seraient amenés à s'organiser en fonction des avantages comparatifs des différentes régions. Parfois, je me dis que les pays africains devraient commencer l'union africaine par l'infrastructure. À une certaine époque, des esprits inventifs avaient conçu l'idée d'un chemin de fer transsaharien – cela aurait été quelque chose de fantastique! Malheureusement, le système ferroviaire africain, pour autant qu'il existe, ressemble aujourd'hui à des griffes qui plongent dans le continent pour retirer le maximum de choses et les ramener sur la côte. Ce n'est pas un réseau osmosé qui a été bâti dans l'intérêt des pays africains. À partir du moment où on prône un nationalisme étriqué, cela ne sert à rien d'avoir de belles routes et de beaux rails.

Le danger n'est-il pas de confondre développement endogène et autarcie?

Non. L'autarcie émane d'une volonté politique. Quand on parle de développement endogène, au contraire, ce n'est pas de ça qu'il s'agit. Comme je viens de vous dire, l'endogène africain s'est développé avant la colonisation à force de contacts avec l'extérieur. Aucun continent n'est et n'a été plus ouvert que l'Afrique. Mais nous ne voulons pas être ingérés jusqu'à être digérés. Il ne s'agit pas non plus de culturalisme identitaire, étroit. Beaucoup de gens croient que nous voulons nous réfugier dans notre culture, dans nos ethnies. Certains intellectuels africains poussent en avant l'idée des ethnies en ignorant qu'il s'agit de fabrications récentes. En réalité, il n'y avait pas d'ethnies closes dans le système africain précolonial, il y a toujours eu entre les ethnies une mixture fantastique qui est démontrée par la carte actuelle des peuples africains. Pourquoi? Parce que les gens cohabitaient bien. Il y a eu des guerres, bien entendu, mais c'est une erreur de considérer que dans l'Afrique précoloniale, il n'y avait que des tyrans qui s'entre-détruisaient mutuellement. Fondamentalement, je suis contre le culturalisme identitaire qui ne mène nulle part sur le plan économique. Je suis convaincu qu'on ne peut pas réaliser le développement dans le cadre de petits pays; le développement endogène sera interafricain ou ne sera pas. Et l'ouverture au monde, qui n'est pas une fin en soi, ne sera positive qu'à travers les structures régionales seules capables de faire de l'Afrique une force parmi les forces du monde. En effet, l'ouverture béate et béante actuelle qui prévaut depuis des siècles ne nous ont pas fait avancer substantiellement. Car l'ouverture sur la jungle demande des conditions, des précautions et des préparatifs. L'Afrique doit se constituer avant de descendre sur le terrain du jeu, dans l'arène, même et surtout si c'est pour délivrer un message de paix.

L'Afrique : comment renaître ?

À Porto Alegre, une ville du sud du Brésil, toutes les forces et tous les mouvements qui, d'une manière ou d'une autre, critiquent la mondialisation néolibérale, se sont retrouvés cette année encore. Il s'agissait pour eux d'essayer de montrer qu'un autre monde est possible, plus solidaire et moins inhumain. Auparavant déjà, à Seattle, à Washington, à Prague, à Gênes, des centaines de milliers de personnes avaient protesté contre l'inégalité et l'injustice sociales et contre les dégâts causés à travers le monde entier par les excès de l'économie néolibérale. Ces protestations et ces manifestations sont-elles un signal d'espoir ?

J'en suis convaincu. Aujourd'hui, les défauts inhérents et qualitatifs du capitalisme sont en train d'être démasqués. Le système capitaliste a secrété des nuisances telles qu'on ne peut pas les rejeter sur des boucs émissaires. On est obligé d'en prendre la responsabilité et de les corriger – ou d'avancer vers le chaos. Je crois que le système a atteint ses limites; il sera de moins en moins défendable. Mais a-t-il accompli sa mission historique ? Le système stalinien, qui l'a défié et a accumulé aussi des horreurs, s'est écroulé avant lui. Cela n'absout pas le capitalisme dans toutes ses œuvres, pas en tout cas dans ses méfaits et ses forfaits.

Le mode, le processus de cristallisation des énergies des pauvres est une des grandes questions qui se posent au XXI^e siècle. On ne voit pas encore sous quelle forme elle se réalisera. Au Nord, la société civile a pris de l'ampleur tandis

qu'en Afrique, il est en quelque sorte trop tard pour constituer des classes et trop tôt pour constituer des groupes de la société civile. On est à l'intérieur d'un magma qui peut ouvrir la voie à toutes les déstabilisations. Actuellement, il y a une contestation, une résistance telles qu'il pourrait se dessiner une sorte d'alliance mondiale des citoyennes et des citoyens, si tant est qu'on arrive à conforter le système africain et que les mouvements de protestation se consolident dans le Nord. Des manifestations comme à Porto Alegre ou « l'autre Davos » en Suisse essaient de corriger ce qu'il y a d'antihumain dans le développement selon l'évangile du néolibéralisme. Mais c'est une lutte terrible, ce sera certainement une des batailles essentielles du XXI^e siècle. Le Nord – cette entité qui dispose de revenus quarante à cinquante fois supérieurs par tête d'habitant à ceux des pays du Sud – n'a aucune raison apparente de renoncer à ce type de pseudo-développement au coût cannibale en termes de sacrifices humains.

En ce qui concerne le contre-système ou le système alternatif, on peut poser comme principe : penser globalement et agir localement, en n'oubliant pas que la pensée ne doit jamais être séparée de l'action et réciproquement. On ne peut pas se retrancher dans son petit fief et dire qu'on résistera à la mondialisation tout seul, en privé, de façon autarcique. L'autarcie n'est pas possible face à une économie d'information où il n'y a pas de frontières. Tout d'abord, il faut bien camper le contexte avec ses conditions et contraintes et voir dans quelle mesure le rapport des forces sur le plan international est susceptible de transformation. Je pense qu'il est nécessaire de voir l'espace dans sa mondialité. Le système est susceptible de modification et de transformation. Je dis bien transformation : il ne s'agit ni de le détruire entièrement ni non plus de le réformer simplement, c'est-à-dire d'appliquer des pommades cosmétiques pour atténuer les souffrances des gens. Il s'agit de repérer les

structures qu'on peut changer et de penser un autre système total. J'estime qu'il faut tout faire pour offrir une perspective d'ensemble qui ne soit pas aussi mécanique que celles des staliniens et qui laisse des marges de liberté et de choix.

C'est pourquoi il faudrait favoriser des réseaux de groupes qui se donnent un projet pour « l'homme nouveau » au XXI^e siècle. Un homme ouvert à l'altérité qui, sur la base d'un minimum économique et social, est ouvert aux relations, aux liens humains, à une éthique universelle et aux valeurs. Quand je parle de valeurs, je pense aux valeurs morales, psychologiques, idéologiques et religieuses, mais pas uniquement. Je propose donc un projet, une fusée à trois étages : les biens économiques, les liens sociaux (comprenant les relations humaines, les services et l'organisation humaine) et les valeurs. Ce projet humain ne vise pas simplement à maximiser la consommation matérielle. Il se construira sur la base des valeurs de la solidarité, de la convivialité, de l'altérité, de la compassion, du contrôle de soi, de la pitié et de l'équilibre inspiré de la Maât pharaonique.

En effet, c'est là où l'Afrique peut jouer un très grand rôle. Nous pouvons puiser dans notre culture, dans notre civilisation pour trouver un esprit qui concilie à la fois la liberté et l'égalité. L'économie solidaire telle qu'elle existe actuellement en Afrique est une économie de partage basée sur l'humanisme (*mogoya* en langue bambara, l'« humanitude » en somme). Il y a des investissements au niveau des communautés, une prise en charge par les familles qu'on ne trouve ni dans le « privé-privé » du marché capitaliste, ni dans l'économie étatisée. Mais comment structurer l'entre-deux, comment retrouver la communauté africaine originelle ? Comment distribuer la propriété privée ? Peut-on la transférer dans un nouveau système qui ne sera pas purement et simplement la privatisation capitaliste ni non plus la communauté africaine ? Nous avons déjà, au plan théorique, quelques éléments afin

de mettre sur pied un monde moins sauvage que celui de la jungle du capitalisme néolibéral. Ces éléments tiennent compte à la fois des dimensions positives de la culture sociale africaine et des apports récents d'autres civilisations. Il faudrait mener une réflexion approfondie par les Africains à partir de la propriété, de la production des rapports de production communautaire, d'une part, et des expériences concrètes réussies, d'autre part.

Pensez-vous que le continent africain pourra sortir de sa marginalisation ?

Il ne faut pas trop nous déterminer par rapport aux autres et concevoir la marginalisation en fonction du centre. Le centre est d'abord en nous-mêmes. Je dirais qu'il faudrait, comme alternative, d'abord un projet d'ensemble : qui sommes-nous ? Où voulons-nous aller ? Depuis que nous sommes indépendants, nous n'avons pas répondu à ces questions. Qu'est-ce que nous avons fait ? Qu'est-ce nous avons réalisé ? D'où venons-nous ? À partir de cette plate-forme d'ensemble, il faudrait mettre sur pied une force de frappe – consistant en idées, en ressources humaines et en organisation – qui puisse se tailler une place dans le rapport des forces mondiales. Nous pouvons intellectuellement construire une nouvelle Afrique. Nous avons des créneaux porteurs, surtout au niveau des industries culturelles. Nous avons les chercheurs, les inventeurs, les producteurs, les créateurs sur le plan de la musique, de la danse, des arts plastiques, du théâtre, de la vie en commun, de la convivialité, de la prise en charge des plus faibles, du management originel de l'environnement, du rapport à la santé et à la mort, aux ancêtres, de l'amour, de la gestion des conflits...

D'ailleurs, au ^{xv}^e et au ^{xvi}^e siècle, il n'était pas question de centre ou de marge, ni dans l'esprit des colons portugais, ni dans l'esprit des Africains. Ainsi, un auteur portugais nous

décrit comment les marins portugais, qui débarquaient dans le royaume du Congo, se décoiffaient et saluaient le roi du Congo de la même manière qu'ils saluaient le roi du Portugal à Lisbonne. « Les Congolais avaient une haute idée d'eux-mêmes », nous dit un auteur contemporain de cette première rencontre.

Donc, il faut réaliser une opération mentale individuelle d'abord, collective ensuite, et se dire: « Je suis le centre de moi-même. » Comme disent les Africains: « On ne peut pas coiffer quelqu'un en son absence. » Ceci veut dire que personne ne peut se substituer à moi-même, sauf si je me laisse faire. Il faut partir de son centre en dépassant la périphérie par l'esprit, en se fondant ou refondant en soi-même. Je considère que le progrès, ce qu'on appelle le développement, c'est « faire le plein » de sa capacité en tant qu'être humain pour être un émetteur et un récepteur de valeurs. De temps en temps, l'être humain peut « faire le plein » pour quelques secondes de telle ou telle valeur. C'est fugace, mais cela donne une idée de l'accomplissement total dont parlent les religions ou certaines philosophies comme le taoïsme. Que ce soit en amour, en la découverte d'une vérité scientifique, dans l'amitié, dans l'esthétique ou la musique – c'est là où se trouve le vrai habitat de l'homme. Et on ne pourra jamais atteindre la fin de l'histoire dans ce domaine. Puisque, contrairement à l'accumulation de biens, il n'y aura pas de limites pour les valeurs. Le monde des valeurs est une immensité qui dépasse de loin le monde matériel.

Comment vous imaginez-vous à l'avenir les relations entre les pays développés et ceux du Tiers Monde? Sur quelles valeurs devraient-elles être fondées?

J'ai l'impression que l'Europe n'arrive pas à concevoir que l'Afrique puisse jouer un rôle bénéfique pour l'humanité. L'Europe continue à se voir principalement dans le miroir du

xix^e siècle. Elle réduit l'itinéraire de l'Afrique aux dernières décennies où l'Afrique a été colonisée et mal décolonisée. Tant qu'on n'aura pas résolu ce mystère de la difficulté pour l'Europe à sortir de soi, à échapper à soi-même, à aller vers les autres, à les connaître et à les reconnaître, à les comprendre et à adopter un minimum d'altérité, on ne se comprendra pas et tout le monde en pâtira. Personne ne juge qu'il y a quelque chose de positif à tirer de l'Afrique, à l'exception du folklore. Là, on concède aux Africains un peu d'imagination.

C'est pour cela qu'on doit commencer par l'histoire et terminer par l'histoire. En dehors de cette révision déchirante sur le plan historique, il n'y aura pas une nouvelle vision du monde, une nouvelle cosmogonie qui soit porteuse de biens, de services et de valeurs. Et ce serait descendre, une fois de plus, les marches d'une contre-histoire humaine. On a dit que la guerre était une chose trop sérieuse pour la confier aux seuls généraux. Je crois que le développement des êtres humains est trop sérieux pour le laisser entre les mains des seuls économistes. Dans la mesure où les « développeurs » ont réduit le développement à ses dimensions les plus étriquées, les plus matérielles, il faudra, d'une manière ou d'une autre, sortir de ce mensonge. Le néologisme « développementeur » que j'ai introduit n'est pas du tout mal placé, parce que l'être humain est multidimensionnel à l'infini. Le réduire aux dimensions arithmétiques de l'indicateur de croissance, du taux d'intérêt ou du cours de la Bourse est un réductionnisme presque criminel. C'est, en somme, réduire l'être humain pour le caser dans un jeu qui n'est plus le sien.

Je garde l'espoir qu'un jour les pays du Sud auront atteint un minimum vital, au point de vue de la croissance, sans abandonner leur propre culture. J'espère aussi que les pays du Nord auront buté contre certains murs de la croissance débridée d'aujourd'hui, dans un libéralisme qui n'a rien à

voir avec la liberté. À ce moment, les uns et les autres seront libérés, comme disait Marx, des aspects purement matérialistes de la production. L'humanité pourra enfin donner le pouvoir à l'imagination et à la créativité, c'est-à-dire à la culture. À mon avis, cela vaut la peine, à partir de l'Afrique, de jeter un coup d'œil sur cet au-delà de l'humanité, aujourd'hui réduit à sa dimension la plus mesquine, de sorte qu'elle pourra un jour s'exprimer ouvertement dans la liberté, la justice, le respect, la fraternité et la solidarité.

Bien sûr, il ne faut pas non plus être trop lyrique quand on parle de ces choses. Les intérêts des complexes militaro-industriels ou biogénétiques sont immenses et personne ne sait comment les contourner ou les survoler. Face à ces pouvoirs de production, de reproduction et de destruction, quel usage l'humanité en fera-t-elle? Est-ce qu'elle laissera encore un espace pour l'humilité et la conscience? Je pense qu'entre la science, l'argent, le pouvoir et la violence, il appartiendra à l'humanité de faire une synthèse qui donne droit à la conscience. Les grandes religions l'admettent bien: il y a un au-delà de l'être humain tel qu'il végète dans le monde d'aujourd'hui. La cosmogénèse africaine présente souvent l'être humain comme un compagnon, un interlocuteur (*kumayou* en langue bambara), comme un concurrent, un compétiteur de Dieu. Cette parenté sublime entre l'être humain et la divinité doit être recouvrée dans la renaissance individuelle et collective. Le savoir, le pouvoir, l'avoir devront être ramenés non pas sous la férule du pouvoir de l'argent, mais sous la haute direction de la conscience.

Dans la conscience, il y a quelque chose de plus que dans la rationalité. C'est la conscience qui nous distingue des animaux. La conscience doit être cultivée, semée, arrosée, car elle a quelque chose à voir avec la vie. Elle touche à l'éthique, à l'esthétique et au ludique; elle intègre de plus en plus des données nouvelles et, comme pour la vie, la

conscience n'est pas une machine qui est montée par la raison pour donner des résultats prévisibles. Prenons par exemple l'idée des droits individuels et collectifs. Cette idée n'existait pas en tant que telle, sauf à des niveaux individuels, aux temps des Grecs, des Romains et de l'Égypte des pharaons. Donc, la conscience s'enrichit. La conscience, c'est une valeur, c'est une entité qu'on ne peut pas traduire dans une équation à découvrir dans un laboratoire ! Elle contient une force invincible, parce qu'elle revient toujours à la surface, alors même qu'on croit qu'il n'y a plus que la mort, la destruction totale, l'annihilation, la néantisation. La vie et la conscience, ce sont des valeurs du même ordre, tandis que la raison est une valeur d'un ordre différent.

Je suis persuadé que les plus pauvres ne sont pas les moins riches en matière de conscience. Il y a des gens extrêmement riches, soi-disant développés, et des sociétés extrêmement riches où le niveau de conscience n'est pas aussi élevé que dans les sociétés plus pauvres. Partout, il y a des humains à part entière et des antihumains, mais il n'y a pas partout des conditions minimales pour la dignité. Normalement, il faudrait tout associer au maximum : la science, la conscience et la vie. C'est vraiment la vocation de l'être humain. S'il se considère comme supérieur aux animaux, il faut qu'il arrive non seulement à découvrir des formules, mais aussi à vivre comme un être humain supérieur, chercheur et conquérant de sens, capable de construire un monde différent, un monde autre, de justice, de solidarité, de respect mutuel entre les hommes et les femmes.

Cette confiance dans le cours de l'histoire n'est-elle pas anhistorique ? Avez-vous des exemples qui montrent que, en fin de compte, la conscience l'emporte ?

Dans le monde, actuellement, il y a tous les logiciels. Individuellement et collectivement, des gens vivent confor-

mément à ce que je viens de dire. Dans certaines sociétés humaines, l'on tend davantage vers cet idéal, dans d'autres sociétés, l'on s'en réclame moins. Par exemple, quand les gens se coalisent avec l'idée d'une société civile internationale, destinée à contrer le Léviathan du marché sourd, muet et aveugle, c'est un progrès de la conscience collective.

La conscience c'est la responsabilité.

C'est le guide qui gouverne le foyer incandescent de l'esprit humain.

C'est le « cœur » qui sera pesé un jour au tribunal d'Osiris.



Burkina Faso

Notes biographiques

Joseph Ki-Zerbo, fils d'Alfred Diban Ki-Zerbo et de Thérèse Folo Ki, est né le 21 juin 1922 en Haute-Volta. Il vit le « royaume d'enfance » (Léopold Sédar Senghor) à Toma, son village natal, dans le Nord-Ouest du pays. Il y grandit dans un milieu rural et paysan, au sein d'une grande famille africaine. Son père est considéré comme le premier chrétien de la Haute-Volta. Selon Joseph Ki-Zerbo lui-même, les onze premières années de sa vie à la campagne ont fortement marqué sa personnalité. « L'essentiel de ma relation avec la matrice africaine provient de là, aussi bien la relation avec la grande famille qu'avec la nature. Ce sont les années d'innocence et de forte imprégnation à la base en ce qui concerne les connaissances et les valeurs de notre société et de notre culture. »

De 1933 à 1940, il est élève dans des écoles de mission (catholiques) à Toma, à Pabré (à une vingtaine de kilomètres de la capitale Ouagadougou), à Faladié (au Mali), puis suit une formation supérieure au séminaire de Koumi (près de Bobo-Dioulasso). À Dakar, il enseigne pendant quelques années tout en exerçant, comme bon nombre d'émigrés, divers métiers. Il est employé des chemins de fer à Dakar pendant quelque temps, et travaille pour l'hebdomadaire catholique *Afrique nouvelle*. À l'âge de 27 ans, Joseph Ki-Zerbo passe avec brio le baccalauréat à Bamako. Ses notes excellentes lui valent une bourse d'études à Paris, où il

commence des études d'histoire à la Sorbonne en 1949, et suit des cours de sciences politiques à l'Institut d'études politiques. Il achève ses études d'histoire avec l'agrégation. Les activités politiques de Joseph Ki-Zerbo commencent alors qu'il est encore étudiant. Il est cofondateur et président de l'Association des étudiants de Haute-Volta en France (1950-1956) et de l'Association des étudiants catholiques, africains, antillais et malgaches. En 1954, le jeune combattant anticolonialiste publie dans la revue catholique *Tam-Tam* un article remarquable sous le titre « On demande des nationalistes ». À Paris, il rencontre certains des intellectuels d'avant-garde de l'époque, entre autres l'historien sénégalais Cheik Anta Diop et l'actuel président du Sénégal, Abdoulaye Wade. C'est de passage à Bamako qu'il fait la connaissance de sa future épouse, Jacqueline Coulibaly, avec qui il aura cinq enfants, trois fils et deux filles. Jacqueline Coulibaly est la fille d'un syndicaliste malien célèbre, et elle s'engage très tôt dans le mouvement syndical. Après ses études, Joseph Ki-Zerbo est professeur d'histoire à Orléans et à Paris. Il enseigne à partir de 1957 dans un lycée de Dakar, où il jouit du statut de fonctionnaire français en tant qu'agrégé et citoyen français avant les indépendances africaines.

La seconde moitié des années cinquante est une période de bouleversements profonds sur le continent africain. Le Ghana, en tant que premier pays d'Afrique de l'Ouest à le faire, conquiert son indépendance le 6 mars 1957. Joseph Ki-Zerbo crée en 1957 le Mouvement de libération nationale (MLN) dont il présentera le manifeste de création à Kwame Nkrumah, le premier président du Ghana. Ki-Zerbo se souvient encore aujourd'hui du dirigeant indépendantiste charismatique (voir p. 131). Le programme politique du MLN, en bref: indépendance immédiate, création des États-Unis d'Afrique et socialisme. Le MLN mène dans plusieurs pays d'Afrique occidentale une campagne, somme toute infruc-

tueuse, pour le non au référendum organisé par le général Charles de Gaulle sur la création d'une Communauté franco-africaine. De tous les pays d'Afrique occidentale, seule la Guinée-Conakry préconise une indépendance immédiate, et vote le non au référendum. À la demande de Sékou Touré, à l'époque président de la Guinée-Conakry, Joseph et Jacqueline Ki-Zerbo, avec un groupe compact de cadres volontaires, se rendent alors à Conakry. Ils doivent y remplacer les enseignants français qui, après le vote en faveur de l'indépendance, ont été rappelés par la France. À propos de cette décision, Jacqueline Ki-Zerbo dit aujourd'hui: « Ou bien on se limitait au discours de salon sur l'indépendance ou bien on allait se coltiner avec les réalités de l'indépendance. » Pour Jacqueline Ki-Zerbo, qui a été directrice du cours normal de jeunes filles de Conakry, l'engagement en Guinée était un acte de solidarité politique et de crédibilité personnelle.

En 1960, Joseph Ki-Zerbo retourne en Haute-Volta. Il justifie ce retour en ces termes: « J'ai expliqué à Sékou Touré qu'il fallait que je retourne chez moi pour continuer la lutte pour l'indépendance dans d'autres territoires. » Après quelques années d'enseignement à Ouagadougou – à l'époque, il était non seulement le premier enseignant africain du secondaire dans son pays, mais aussi le mieux formé –, Joseph Ki-Zerbo est nommé en octobre 1965 inspecteur d'académie et directeur général de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports. Il est ensuite professeur à l'université de Ouagadougou (1968-1973). Il est cofondateur et secrétaire général (de 1967 à 1979) du Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur (CAMES), qui prône une politique académique autonome des pays africains. Le CAMES joue un rôle de pionnier dans la recherche sur la pharmacopée africaine et la promotion de la relève scientifique en Afrique.

Joseph Ki-Zerbo expose ses idées sociales et politiques dans de nombreuses publications sur l'histoire et la culture africaines. Il rédige un manuel scolaire d'histoire qui paraît en 1963. En 1972, paraît sa célèbre *Histoire de l'Afrique noire, des origines à nos jours*, qui devient l'ouvrage de référence en histoire africaine. Dès l'introduction, l'auteur réfute la description, alors courante en Europe, empreinte de mépris et de racisme, de l'Afrique comme un continent noir, sans culture et sans histoire. Ki-Zerbo prouve au contraire que l'Afrique avait atteint un haut niveau de développement politique, social et culturel avant que la traite des esclaves et la colonisation par les puissances européennes n'amorcent le déclin du continent. Le livre de Ki-Zerbo, écrit seulement quelques années après que plusieurs pays africains eurent accédé à l'indépendance, témoigne de l'espoir de nombreux Africains et Africaines en un avenir positif, dans la liberté et l'autodétermination.

À côté de la recherche scientifique et de l'enseignement, Ki-Zerbo poursuit ses activités politiques. Sous le régime du président Maurice Yaméogo (1960-1966), tous les partis politiques sont interdits. Le MLN recrute ses militants surtout dans les milieux syndicaux enseignants et la paysannerie. Ali Lankoandé, ancien ministre de l'Enseignement et compagnon de lutte de Ki-Zerbo, se souvient : « Nous allions dans les campagnes ; Joseph était tout le temps au volant de sa voiture. Nous restions des journées et des nuits entières à discuter avec les paysans. » Les syndicats et le MLN jouent un rôle important dans l'organisation du mouvement populaire qui, le 3 janvier 1966, conduit à la chute du président Yaméogo. En tant que secrétaire général du MLN, Joseph Ki-Zerbo se présente aux élections législatives de 1970, où son parti obtient six sièges. En février 1974, le Parlement est dissous, les activités politiques interdites et la Constitution abrogée à la suite d'un coup d'État militaire. Le pays vivait

une tension politique motivée par la sécheresse qui sévissait depuis des années dans le Sahel. En octobre, l'interdiction des partis politiques est levée; un mois plus tard, la Constitution adoptée. Au nombre des sept partis nouvellement constitués: l'Union progressiste voltaïque (UPV), sous la direction de Joseph Ki-Zerbo. Cette organisation politique a succédé au MLN. L'UPV représente l'opposition au nouveau parti gouvernemental, l'Union démocratique voltaïque-Rassemblement démocratique africain (UDV-RDA).

De 1972 à 1978, Ki-Zerbo est membre du conseil exécutif de l'Unesco, et travaille à la publication sous l'égide de l'Unesco d'une histoire de l'Afrique en huit tomes. *L'Histoire générale de l'Afrique* résume pour un large public les résultats les plus importants de l'historiographie africaine et réhabilite, de l'avis de Amadou Mahtar M'Bow, ancien directeur général de l'Unesco, l'identité du continent africain, trop longtemps négligé. Joseph Ki-Zerbo, président de l'Association des historiens africains de 1976 à 2001, est également professeur à l'université de Ouagadougou. Il fonde en 1980 le Centre d'études pour le développement africain (CEDA), dont la devise est: « On ne développe pas, on se développe. » Sur la base d'une analyse critique de l'impérialisme dans les relations Nord-Sud, Ki-Zerbo postule un « développement endogène » qui tiendrait compte des valeurs écologiques et sociales, et de l'identité culturelle de l'Afrique.

En 1983, un groupe de jeunes officiers prend le pouvoir sous la direction du capitaine Thomas Sankara. Une ère nouvelle commence pour la Haute-Volta, qui devient le Burkina Faso (« pays des hommes intègres ») à partir de 1984. Le Conseil national de la révolution prône la rupture totale avec l'héritage colonial et une transformation sociale radicale qui accorderait aux masses paysannes une participation plus importante aux pouvoirs politique et économique. Sous la pression du nouveau gouvernement militaire, Joseph et

Jacqueline Ki-Zerbo sont obligés de quitter le pays en 1983. « On l'a considéré comme un réformiste, dit Jacqueline Ki-Zerbo. Et en tant que bon historien, il a bien compris ce langage; il a donc décidé de partir. » En 1985, un tribunal populaire révolutionnaire condamne Joseph et Jacqueline Ki-Zerbo par contumace à deux ans de détention et à une forte amende pour « fraude fiscale ». (Le jugement sera révisé après son retour d'exil et la Cour suprême prononcera un verdict de non-lieu.) La bibliothèque des Ki-Zerbo, riche de onze mille ouvrages, est saccagée. En 1987, le président Thomas Sankara est assassiné lors d'un coup d'État qui porte au pouvoir Blaise Compaoré, son ancien compagnon de lutte.

Pendant son exil, Ki-Zerbo fonde un nouveau centre de recherches, le Centre de recherche pour le développement endogène (CRDE). Il enseigne à l'université Cheik Anta Diop et poursuit ses recherches à l'Institut fondamental d'Afrique noire (IFAN) à Dakar. En 1990 paraît, en collaboration avec l'Unesco et l'Unicef, son livre *Éduquer ou Périr*, qui traite de la crise du système éducatif africain. En 1992, le CRDE publie, sous le titre *la Nette des autres*, les actes d'un colloque international organisé par Ki-Zerbo à Bamako (Mali) sur le thème du développement endogène. Même en exil, Ki-Zerbo reste actif dans des réseaux internationaux. Depuis 1986, il est membre du Groupe de Vézelay, l'Alliance pour un monde responsable et solidaire, un regroupement international de personnalités.

En 1992, Joseph Ki-Zerbo et sa femme retournent au Burkina Faso dont le système politique, sous l'influence des bouleversements internationaux, a connu des changements. À Ouagadougou, Ki-Zerbo s'efforce de reconstituer le CEDA, et crée le Parti pour la démocratie et le progrès (PDP) dont il assure la présidence. Aux élections législatives de mai 1997, le PDP obtient 10,1 % des voix, soit 6 des 111 sièges de l'Assemblée nationale, et devient ainsi

le parti d'opposition le plus important du pays. Ki-Zerbo est élu député au Parlement, mais démissionne en 1998. Après l'assassinat du journaliste Norbert Zongo, le 13 décembre 1998, il participe à la création du Collectif des organisations démocratiques de masse et des partis politiques, un regroupement de plusieurs partis d'opposition et d'organisations de la société civile, qui luttent contre l'impunité des crimes politiques et économiques. Ki-Zerbo devient un des leaders et une figure de proue du mouvement, et participe, malgré son âge, à presque toutes les marches et manifestations. « L'affaire Norbert Zongo a suscité chez lui la même révolte que celle qu'il éprouvait vis-à-vis du colonialisme et des exactions coloniales », dit Jacqueline Ki-Zerbo. De l'avis de Halidou Ouédraogo, président du Collectif, c'est grâce à la lutte contre l'impunité que la jeunesse burkinabe a découvert la grandeur et l'importance de Joseph Ki-Zerbo. « Le Burkina Faso a en lui un homme, un monument, une personnalité, une richesse qu'il n'exploite pas suffisamment », déclare-t-il. Et il ajoute : « Quand on côtoie le professeur, on a l'impression qu'il sera éternel. Le professeur m'a pris comme son fils et cela me rassure, car il est un leader naturel. » Tolé Sagnon, dirigeant syndical actif au sein du Collectif, admire aussi la fraîcheur juvénile de Ki-Zerbo : « J'admire beaucoup sa disponibilité et sa volonté de discuter à l'aise avec tout le monde. C'est quelqu'un qui soumet ses idées à débat comme tout le monde et qui plaisante avec les jeunes comme avec des copains de son âge. Il encourage la jeunesse à se battre pour son avenir en lui disant qu'il n'y aura pas de salut lorsqu'elle reste assise les bras croisés. » Sur le plan international, Ki-Zerbo a récemment étendu son engagement à la lutte pour la reconnaissance de l'esclavage et de la traite des Noirs comme crimes contre l'humanité et pour que l'Afrique reçoive des réparations.

Il obtient en 1997 le prix Nobel alternatif pour ses recherches sur des modèles originaux de développement. Le prix Nobel alternatif – plus connu internationalement sous le nom de *Right Livelihood Award* – est décerné à des personnes ou des projets qui s'efforcent de trouver des solutions pratiques et exemplaires aux questions urgentes de la protection de la nature et de l'environnement, de l'aide au développement, des droits de la personne humaine ou de la recherche pour la paix. En 2000, Joseph Ki-Zerbo reçoit le prix Kadhafi des droits de l'homme et des peuples, et en 2001, il a reçu le titre de docteur *honoris causa* de l'université de Padoue en Italie.

Historien et homme politique, Joseph Ki-Zerbo est l'intellectuel africain qui a le mieux réussi à associer science et action politique. « Je crois que c'est un vrai intellectuel. Il ne se laisse pas ébranler par les attaques, les critiques et les analyses à court terme. Il a une espèce de fermeté dans les choix », dit son épouse Jacqueline Ki-Zerbo lors de l'une de nos rencontres. Je lui demande : « Pourquoi votre époux n'est-il pas resté à l'université et n'a-t-il pas saisi la chance de poursuivre une carrière scientifique internationale ? » « Oui, c'est un grief que beaucoup de gens lui font, répond-elle. Ils disent que Joseph aurait pu jouer un autre rôle s'il ne s'était pas mêlé de politique. Mais il ne pouvait pas. Toutes ses analyses l'ont amené à prendre position contre ce qu'il observait. C'est justement le prolongement de l'intellectuel qui s'investit dans la politique pour infléchir l'ordre des choses. »

René Holenstein

Bibliographie

- ABDOU Moumouni, *l'Éducation en Afrique*, préface de J. Ki-Zerbo, Paris/Dakar, Présence africaine, 1982.
- ADE AJAYI J.F., CROWDER Michael, *Atlas historique de l'Afrique*, préface de J. Ki-Zerbo, Paris, éd. du Jaguar, 1988.
- BOURGES Hervé, WAUTHIER Claude, *les Cinquante Afriques*, t. 1 et t. 2, préface de J. Ki-Zerbo, Paris, Seuil, 1979.
- BOW A.M., KI-ZERBO J., DEVISSE J. (dir.), *Collection d'histoire pour l'enseignement secondaire d'Afrique francophone et de Madagascar*, Paris, 1969-1975.
- COULIBALY Augustin-Sondé, *De la civilisation africaine: sauvegarde de l'artisanat africain. Le cas du Burkina Faso*, préface de J. Ki-Zerbo, Ouagadougou, 1991.
- DICKO Ahmadou A., *Journal d'une défaite autour du référendum du 28 septembre 1958*, préface de J. Ki-Zerbo, Paris, 1992.
- KAMBOU-FERRAND Jeanne-Marie, *Peuples voltaïques et Conquête coloniale, 1885-1994: Burkina Faso*, préface de J. Ki-Zerbo, Paris, l'Harmattan, 1993.
- KI-ZERBO Joseph, *le Monde africain noir: histoire et civilisation*, Paris, Hatier, 1972.
- KI-ZERBO Joseph, *Histoire de l'Afrique noire: d'hier à demain*, Paris, Hatier, 1978.
- KI-ZERBO Joseph (dir.), *Histoire générale de l'Afrique*, vol. 1, *Méthodologie et préhistoire africaine*, Paris, Unesco, 1980.
- KI-ZERBO Joseph, *Alfred Diban, premier chrétien de Haute-Volta*, Paris, Cerf, 1983.
- KI-ZERBO Joseph, *Éduquer ou Périr*, Paris, Unesco, 1990.
- KI-ZERBO Joseph, TAMSIR NIANE Djibril (dir.), *Histoire générale de l'Afrique*, vol. 4, *l'Afrique du XI^e au XV^e siècle*, Paris, Unesco, 1991.

KI-ZERBO Joseph (dir.), *la Nette des autres: pour un développement endogène en Afrique*, actes du colloque du Centre de recherche pour le développement endogène (CRDE), Bamako, 1989, Paris/Dakar, Karthala/Codesria, 1992.

KI-ZERBO Joseph *et alii*, *Compagnons du soleil. Anthologie des grands textes de l'humanité sur les rapports entre l'homme et la nature*, Paris, la Découverte, 1992.

KONARE BA Adam, *l'Épopée de Segu. Da Monzon: un pouvoir guerrier*, préface de J. Ki-Zerbo, Lausanne, P.-M. Favre, 1987.

MARIKO Keletigui, *la Mort de la brousse. La dégradation de l'environnement au Sahel*, préface de J. Ki-Zerbo, Paris, Karthala, 1996.

SYFIA (éd.), *Feux de brousse. L'aventure de la démocratie dans les campagnes africaines*, préface de J. Ki-Zerbo, Paris, Syros, 1995.

Table des matières

Introduction – La mémoire, tremplin vers l’avenir	7
Mondialisateurs et mondialisés	19
Guerre et paix	47
Démocratie et gouvernance	67
Science sans conscience n’est que ruine de l’âme et du corps	95
Droits de l’homme, droits des femmes?	111
Si nous nous couchons, nous sommes morts	129
Le développement n’est pas une course olympique	151
L’Afrique : comment renaître?	179
Notes biographiques	189
Bibliographie	197

Achevé d'imprimer en avril 2003
sur les presses de l'imprimerie Darantière, 21800 Quétigny
pour le compte des éditions de l'Aube,
Le Moulin du Château, F-84240 La Tour d'Aigues

Conception éditoriale : Sonja Boué
Mise en page : Comporapid
Lithographie : Datatype Lausanne SA

Numéro d'édition : 794
Dépôt légal : avril 2003

Éditions de l'Aube ISBN : 2-87678-858-6
Éditions d'en bas (Suisse) ISBN 2-8290-0298-9
Éditions Eburnie (Côte-d'Ivoire) ISBN 2-84770-032-5
Éditions Ganndal (Guinée) ISBN 2-913326-77-3
Éditions Jamana (Mali) ISBN 2-915032-22-X
Éditions Presses universitaires d'Afrique (Cameroun) ISBN 2-912086-67-1
Éditions Ruisseaux d'Afrique (Bénin) ISBN 99919-51-38-5 Dépôt légal N° 2174 25 février 2003
Éditions Sankofa et Gurli (Burkina Faso) ISBN 2-913991-24-6

Imprimeur n° 23-0458

Imprimé en France

À quand l'Afrique ? Voilà bien une question que nous préférons éviter, tant l'Afrique semble sans avenir. Mais Joseph Ki-Zerbo, historien et homme d'action burkinabé, ne peut, et ne veut, occulter cette question. Alors, au cours de ce long entretien, qui par certains côtés retrace le parcours d'une vie, il dresse un portrait vivant, saisissant, de l'Afrique au temps de la mondialisation. Une Afrique qui, selon lui, est depuis le XVI^e siècle une sorte de wagon du train du développement. Joseph Ki-Zerbo a largement contribué à doter enfin l'Afrique d'une histoire propre, une histoire qui soit autre que celle écrite par le colonisateur. Pour lui, l'Afrique doit conquérir son identité, fière de sa contribution à l'aventure humaine, afin de redevenir acteur du monde, elle qui a pour ainsi dire inventé l'homme, puis la première grande civilisation de l'humanité – la civilisation égyptienne. "Sans identité, dit-il, nous sommes un objet de l'histoire, un instrument utilisé par les autres. Un ustensile."

Un livre passionnant, nourri d'une Afrique vécue et étudiée pendant des décennies, riche de réflexions profondes d'un historien sur le rôle de son métier pour l'action concrète des hommes. Un livre engagé, publié simultanément en Europe et en Afrique comme une goutte d'espérance dans un océan de tragédie.

Joseph Ki-Zerbo, né à Toma (Burkina Faso) en 1922, est historien. Il a notamment publié *Histoire de l'Afrique noire* (Hatier), dirigé deux volumes de la monumentale *Histoire générale de l'Afrique* (Unesco) et *La Natte des autres : pour un développement endogène en Afrique* (Karthala). Il est interrogé par René Holenstein, docteur en histoire et spécialiste des questions du développement, longtemps en poste à Ouagadougou.

DEZA
DSC
DSC
COSUDE



Alliance
des éditeurs indépendants
pour une autre mondialisation

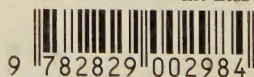


Editions Ganndal



Presses universitaires
d'Afrique
Marque déposée AES s.a.

EN BAS



08-ACX-190